

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

**Renseignements généraux
et renseignements particuliers**

30 avril et 4 mai 2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Finances

Québec



MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Table des matières

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2009-2010 :
 - les endroits et dates du départ et du retour ;
 - copie des programmes et rapports de mission ;
 - les personnes rencontrées ;
 - le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
 - le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
 - la copie des rapports de mission ;
 - pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés ;
 - la liste des ententes signées et \ ou annoncées, le cas échéant ;
 - les détails de ces ententes ;
 - les résultats obtenus à ce jour ;
 - les investissements annoncés, le cas échéant.
2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.
3. Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites :
 - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2009-2010 et les prévisions pour 2010-2011;
 - les firmes de publicité;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - le but visé par chaque dépense;
 - dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.
4. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant :
 - le nom du professionnel ou de la firme;
 - les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - le coût;
 - l'échéancier;
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
5. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant :
 - le nom du professionnel ou de la firme;
 - les noms de tous les sous-traitants associés au contrat;
 - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - le coût;
 - l'échéancier;
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

6. Pour chaque projet de développement informatique de plus de un million de dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère :

- le nom du projet
- la nature du projet;
- l'échéancier;
- le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- les plus-récents estimés du coût du projet;
- les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;
- les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant;
- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- nombre de consultants intégrés ou œuvrant au sein du ministère.

7. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2009-2010, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- les ordinateurs portables;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :

- i. au Québec;
- ii. à l'extérieur du Québec.

8. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2009-2010, de chacune des dépenses reliée à la téléphonie :

- le nombre de téléphones cellulaires, « BlackBerry », Iphone ou autre type de téléphones intelligents;
- les coûts d'acquisition des appareils;
- le coût d'utilisation des appareils;
- le nom des fournisseurs;
- le coût des contrats téléphoniques;
- le nombre de minutes utilisées.

9. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...);
- le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
- le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc...);
- le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
- le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- le nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années;
- le nombre de fonctionnaires pouvant immédiatement prendre leur retraite sans pénalité actuarielle.

10. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisé depuis le 1^{er} avril 2009, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l'espace loué;
- le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

11. Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2009 à ce jour.

12. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2009-2010 en indiquant pour chaque individu :
- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - la prime de départ versée, le cas échéant;
 - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - la description de tâches;
 - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2009;
 - le nombre total d'employés au cabinet;
 - la masse salariale totale par cabinet pour les années 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010;
 - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
 - s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées **Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.**
13. Liste des sommes d'argent versées en 2009-2010 à même le budget discrétionnaire du :
- i. ministre;
 - ii. ministère ou l'organisme, en indiquant :
 - le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - la circonscription électorale;
 - le montant attribué;
 - le projet visé et le résultat.
14. La ventilation détaillée des budgets de dépenses découlant des transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010; pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers, 2010-2011 et 2011-2012.
15. Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) en indiquant :
- le poste initial;
 - le salaire;
 - le poste actuel, s'il y a lieu;
 - la date de la mise en disponibilité;
 - les prévisions 2011-2012.
16. Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2009-2010.
17. Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- le nom de la personne;
 - le poste occupé;
 - le salaire;
 - l'assignation initiale;
 - la date de l'assignation hors structure;
 - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

18. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :
 - l'assignation initiale;
 - l'assignation actuelle;
 - le salaire;
 - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
19. Nombre de personnes par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
20. Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :
 - les clubs privés ou autres;
 - les billets de saison, les loges;
 - etc.
21. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :
 - le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
 - le coût de construction du site;
 - le coût de l'entretien et de la mise à jour;
 - le responsable du contenu sur le site;
 - la fréquence moyenne de mise à jour;
 - le nombre de visiteurs (hits) par mois;
 - combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?
22. Nominations, depuis le 1^{er} mai 2009, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans en restreindre la portée :
 - la liste;
 - les mandats;
 - les contrats;
 - le résultat du travail effectué;
 - les échéances prévues;
 - les sommes impliquées.
23. Pour 2009-2010, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.
24. Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements), pour la mise en place du Gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.
25. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2009-2010 :
 - le nombre de refus (et mention en vertu de quelle raison ou article);
 - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

26. La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :
 - le coût (déplacements, etc.);
 - le nombre de ressources affectées;
 - le nombre de rencontres;
 - le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
27. La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1^{er} avril 2008 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
28. Détail des crédits périmés et des gels de crédits pour le ministère et les organismes depuis 2003-2004.

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2009-2010 : les endroits et dates du départ et du retour ; copie des programmes et rapports de mission ; les personnes rencontrées ; le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.) ; le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission; la copie des rapports de mission ; pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés ; la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant ; les détails de ces ententes ; les résultats obtenus à ce jour ; les investissements annoncés, le cas échéant.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Nom	Titre
1.1	2009-04-19 2009-04-21	Chicago	Rencontre avec SunGard	1 591,15	Blackburn, Isabelle	Directrice Direction du suivi et de la comptabilisation des transactions financières
1.2	2009-04-23 2009-04-24	Ottawa	Rencontre fédérale-provinciale-territoriale sur l'encadrement du secteur financier	1 920,93	Bouchard, François Barbeau, Julien	Directeur Direction de l'encadrement du secteur financier Agent de recherche et de planification socio-économique Direction de l'encadrement du secteur financier
1.3	2009-05-04 2009-05-06	Toronto	Présentation de la situation économique et financière du Québec à des investisseurs financiers	1 872,87	Turgeon, Bernard Bélanger, Alain	Sous-ministre associé Politiques fédérales-provinciales et financement, gestion de la dette et opérations financières Directeur général Direction générale du financement et de la gestion de la dette
1.4	2009-05-06 2009-05-07	Ottawa	Rencontre du Comité fédéral/provincial sur la fiscalité	4 194,03	Bilodeau, Luc Veillette, André-Claude	Directeur Direction des mesures structurantes Avocat Direction des impôts des entreprises et de l'intégrité

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2009-2010 : les endroits et dates du départ et du retour ; copie des programmes et rapports de mission ; les personnes rencontrées ; le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.) ; le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission; la copie des rapports de mission ; pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés ; la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant ; les détails de ces ententes ; les résultats obtenus à ce jour ; les investissements annoncés, le cas échéant.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Nom	Titre
1.5	2009-05-24 2009-05-25	Ottawa	Rencontre fédérale-provinciale des ministres des Finances	5 591,37	Bachand, Raymond Jean, Isabelle Poulin, Catherine Houde, Jean Turgeon, Bernard Déry, Patrick	Ministre des Finances Directrice de cabinet Attachée de presse Sous-ministre Sous-ministre associé Politiques fédérales-provinciales et financement, gestion de la dette et opérations financières Sous-ministre adjoint Politiques fédérales-provinciales et financières
1.6	2009-06-08 2009-06-09	Ottawa	1- Rencontre avec Statistique Canada 2- Négociation pour le partage de financement Québec/fédéral pour plusieurs ententes autochtones 3- Conférence interprovinciale sur la contrebande de tabac	1 834,98	Beauregard, Caroline Paré, Étienne	Directrice par intérim Direction de l'optimisation des revenus Agent de recherche et de planification socio-économique Direction de l'optimisation des revenus
1.7	2009-06-11 2009-06-12	Calgary	Réunion du Conseil de surveillance de la normalisation comptable (CSNC)	1 478,04	Turgeon, Bernard	Sous-ministre associé Politiques fédérales-provinciales et financement, gestion de la dette et opérations financières

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2009-2010 : les endroits et dates du départ et du retour ; copie des programmes et rapports de mission ; les personnes rencontrées ; le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.) ; le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission; la copie des rapports de mission ; pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés ; la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant ; les détails de ces ententes ; les résultats obtenus à ce jour ; les investissements annoncés, le cas échéant.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Nom	Titre
1.8	2009-06-14 2009-06-16	Frédéricton	Réunion du sous-comité du Comité permanent des fonctionnaires (CPF) fédéral-provincial entre représentants des ministères des Finances	5 861,91	Gingras, Julie Chartrand, Frédéric Hathi, Rasik Laflamme, Maxime Montelpare, Alexandre	Directrice Direction de l'analyse et de la prévision des revenus autonomes Agent de recherche et de planification socio-économique Direction de l'analyse et de la prévision des revenus autonomes Agent de recherche et de planification socio-économique Direction de l'économie québécoise et canadienne Agent de recherche et de planification socio-économique Direction de l'analyse des politiques et de l'information budgétaires Agent de recherche et de planification socio-économique Direction de l'analyse des politiques et de l'information budgétaires
1.9	2009-06-18 2009-07-04	Stockholm* Helsinki* Copenhague* Amsterdam* Paris Frankfort Berne Zurich Genève	Rencontre avec des investisseurs financiers et des banquiers européens * Le ministre n'était pas présent pour cette partie du voyage.	51 649,07	Bachand, Raymond Houde, Jean Turgeon, Bernard Bélanger, Alain	Ministre des Finances Sous-ministre Sous-ministre associé Politiques fédérales-provinciales et financement, gestion de la dette et opérations financières Directeur général Direction générale du financement et de la gestion de la dette
1.10	2009-06-20 2009-06-25	Londres	Conférence « Euromoney »	2 983,12	Asselin, Bernard	Agent de recherche et de planification socio-économique. Direction générale du financement et de la gestion de la dette

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2009-2010 : les endroits et dates du départ et du retour ; copie des programmes et rapports de mission ; les personnes rencontrées ; le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.) ; le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission; la copie des rapports de mission ; pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés ; la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant ; les détails de ces ententes ; les résultats obtenus à ce jour ; les investissements annoncés, le cas échéant.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Nom	Titre
1.11	2009-07-05 2009-07-10	Victoria	1- 2009 Municipal Borrower's Conference 2- 2009 Provincial Borrower's Conference	3 699,76	Bélanger, Alain Parenteau, Nathalie	Directeur général Direction générale du financement et de la gestion de la dette Directrice Direction principale du financement des organismes publics et de la documentation financière
1.12	2009-07-06 2009-07-07	Vancouver	Rencontre avec des investisseurs financiers	735,59	Bélanger, Alain	Directeur général Direction générale du financement et de la gestion de la dette
1.13	2009-07-08	Toronto	Rencontre sur les recours contre les compagnies de tabac	1 083,90	Grandisson, Marc	Directeur général Direction générale des politiques locales et autochtones et de l'optimisation des revenus
1.14	2008-12-23 2009-08-03	Wellington Nouvelle Zélande	Programme d'affectations hors Québec (Gestion de la dette)	15 266,63	Allaire, Martina	Agente de recherche et de planification socio-économique Direction du suivi et de la comptabilisation des transactions financières
1.15	2009-08-08 2009-08-12	Iqaluit Nunavut	Conférence annuelle des Contrôleurs du Canada	6 618,33	Fortier, Martin Ricard, Jean	Directeur général Direction générale des relations avec les ministères et les organismes Directeur général Direction générale de la pratique professionnelle
1.16	2009-08-20	Toronto	Symposium de Samson Belair Deloitte & Touche	765,34	Tremblay, Réal	Sous-ministre adjoint Droit fiscal et à la fiscalité
1.17	2009-08-25	Toronto	Rencontre avec des représentants de la Colombie-Britannique, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick	911,16	Beauregard, Caroline	Directrice par intérim Direction de l'optimisation des revenus
1.18	2009-09-10 2009-09-11	Toronto	Réunion des conseils des ministres du Québec et de l'Ontario	3 148,50	Bachand, Raymond Homsy, Mia	Ministre des Finances Attachée politique

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2009-2010 : les endroits et dates du départ et du retour ; copie des programmes et rapports de mission ; les personnes rencontrées ; le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.) ; le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission; la copie des rapports de mission ; pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés ; la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant ; les détails de ces ententes ; les résultats obtenus à ce jour ; les investissements annoncés, le cas échéant.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Nom	Titre
1.19	2009-09-15 2009-09-17	Toronto	Conférence de l'Institut des comptables agréés (ICCA)	1 146,71	Michel, Danielle	Agente de recherche et de planification socio-économique Direction de la normalisation
1.20	2009-09-15 2009-09-17	Ottawa	Forum intergouvernemental sur la gestion des risques	1 267,15	Girard, Brian	Sous-ministre adjoint Politiques économiques et fiscales
1.21	2009-09-26 2009-09-30	Toronto	Conférence de l'Association de gestion de trésorerie du Canada (TMAC)	3 492,55	Tardif, François Lavoie, Bruno	Directeur général Direction générale des opérations bancaires et financières Agent de recherche et de planification socio-économique Direction générale des opérations bancaires et financières
1.22	2009-10-01	Ottawa	Rencontre avec des hauts fonctionnaires de Finances Canada	3 224,53	Paquin, Gilles Déry, Patrick Tremblay, Réal	Sous-ministre Sous-ministre adjoint Politiques fédérales-provinciales et financières Sous-ministre adjoint Droit fiscal et à la fiscalité
1.23	2009-10-15 2009-10-16	Ottawa	Rencontre fédérale-provinciale-territoriale sur l'encadrement du secteur financier	853,27	Barbeau, Julien	Agent de recherche et de planification socio-économique Direction de l'encadrement du secteur financier
1.24	2009-10-17 2009-10-23	Orlando	Conférence Gartner sur les technologies de l'information	2 045,50	Thiboutot, Denis	Directeur Direction de la technologie
1.25	2009-10-19 2009-10-21	Boston	Congrès d'IHS Global Insight sur les perspectives économiques mondiales	2 635,87	Lemzoudi, Nadia Tremblay, Nicolas	Agente de recherche et de planification socio-économique Direction de l'économie internationale et des marchés financiers Agent de recherche et de planification socio-économique Direction de l'économie internationale et des marchés financiers

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2009-2010 : les endroits et dates du départ et du retour ; copie des programmes et rapports de mission ; les personnes rencontrées ; le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.) ; le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission; la copie des rapports de mission ; pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés ; la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant ; les détails de ces ententes ; les résultats obtenus à ce jour ; les investissements annoncés, le cas échéant.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Nom	Titre
1.26	2009-10-22 2009-10-23	Toronto	Conférence « Canadian Public Sector Borrowers Roundtable »	3 187,47	Turgeon, Bernard Bélanger, Alain	Sous-ministre associé Politiques fédérales-provinciales et financement, gestion de la dette et opérations financières Directeur général Direction générale du financement et de la gestion de la dette
1.27	2009-10-26 2009-10-27	Toronto	Journée des Experts sur les régimes de retraite	1 694,92	Bahan, David	Directeur Direction des études économiques et fiscales et taxes de vente
1.28	2009-11-01 2009-11-05	Victoria	Forum canadien sur les marchés publics	1 597,01	Alie, Yvan	Agent de recherche et de planification socio-économique Service des ressources matérielles
1.29	2009-11-20	New York	Discours du ministre des Finances devant des investisseurs financiers et des représentants de banques et de firmes de courtage	5 949,25	Bachand, Raymond Bui, Patrick Turgeon, Bernard Bélanger, Alain Asselin, Bernard	Ministre des Finances Attaché politique Sous-ministre associé Politiques fédérales-provinciales et financement, gestion de la dette et opérations financières Directeur général Direction générale du financement et de la gestion de la dette Agent de recherche et de planification socio-économique Direction générale du financement et de la gestion de la dette
1.30	2009-11-21 2009-11-24	Toronto	1- Rencontre des gouverneurs de l'Association canadienne d'études fiscales 2- Congrès annuel de l'Association canadienne d'études fiscales	1 298,83	Tremblay, Réal	Sous-ministre adjoint Droit fiscal et à la fiscalité

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2009-2010 : les endroits et dates du départ et du retour ; copie des programmes et rapports de mission ; les personnes rencontrées ; le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.) ; le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission; la copie des rapports de mission ; pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés ; la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant ; les détails de ces ententes ; les résultats obtenus à ce jour ; les investissements annoncés, le cas échéant.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Nom	Titre
1.31	2009-12-06 2009-12-07	Ottawa	Réunion du sous-comité du Comité permanent des fonctionnaires (CPF) fédéral-provincial	3 630,67	Dionne, Michel Gingras, Julie Hébert, Francis Montelpare, Alexandre	Directeur Direction de l'économie québécoise et canadienne Directrice Direction de l'analyse et de la prévision des revenus autonomes Agent de recherche et de planification socio-économique Direction de l'économie québécoise et canadienne Agent de recherche et de planification socio-économique Direction de l'analyse des politiques et de l'information budgétaires
1.32	2009-12-17 2009-12-19	Whitehorse (Yukon)	Rencontre des ministres des Finances	19 817,41	Bachand, Raymond Dumais, Mélissa Paquin, Gilles Turgeon, Bernard Déry, Patrick Girard, Brian	Ministre des Finances Directrice de cabinet adjointe Sous-ministre Sous-ministre associé Politiques fédérales-provinciales et financement, gestion de la dette et opérations financières Sous-ministre adjoint Politiques fédérales-provinciales et financières Sous-ministre adjoint Politiques économiques et fiscales
1.33	2010-01-14 2010-01-15	Toronto	Rencontre avec des investisseurs financiers	746,38	Bélanger, Alain	Directeur général Direction générale du financement et de la gestion de la dette
1.34	2010-01-26 2010-01-27	New York	Rencontre avec des investisseurs financiers	2 916,55	Turgeon, Bernard Bélanger, Alain	Sous-ministre associé Politiques fédérales-provinciales et financement, gestion de la dette et opérations financières Directeur général Direction générale du financement et de la gestion de la dette

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2009-2010 : les endroits et dates du départ et du retour ; copie des programmes et rapports de mission ; les personnes rencontrées ; le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.) ; le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission; la copie des rapports de mission ; pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés ; la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant ; les détails de ces ententes ; les résultats obtenus à ce jour ; les investissements annoncés, le cas échéant.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Nom	Titre
1.35	2010-02-03	Toronto	Rencontre avec des investisseurs financiers	1 149,47	Turgeon, Bernard Bélanger, Alain	Sous-ministre associé Politiques fédérales-provinciales et financement, gestion de la dette et opérations financières Directeur général Direction générale du financement et de la gestion de la dette
1.36	2010-02-04 2010-02-06	Edmonton	Délégation du ministre à la réunion du Conseil provincial-territorial des ministres responsables de la réglementation des valeurs mobilières	4 445,74	Bui, Patrick Boivin, Richard Rhéaume, Pierre Aboumrard, Benoît	Attaché politique Sous-ministre adjoint Politiques relatives aux institutions financières et à l'encadrement des personnes morales Directeur général Direction générale de l'encadrement du secteur financier et des personnes morales Agent de recherche et de planification socio-économique Direction de l'encadrement du secteur financier
1.37	2010-02-07 2010-02-12	Ottawa	Formation SAS	3 076,05	Lachance, Andrée-Lise Lavoie, Mario	Technicienne en informatique Direction de la technologie Technicien en informatique Direction de la technologie
1.38	2010-02-19	Ottawa	Réunion Canada/Union-Européenne	537,81	Bouchard, François	Directeur Direction de l'encadrement du secteur financier
1.39	2010-03-02 2010-03-04	New York	Rencontre avec des investisseurs financiers	2 079,89	Bélanger, Alain	Directeur général Direction générale du financement et de la gestion de la dette

Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2009-2010 : les endroits et dates du départ et du retour ; copie des programmes et rapports de mission ; les personnes rencontrées ; le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.) ; le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission; la copie des rapports de mission ; pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés ; la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant ; les détails de ces ententes ; les résultats obtenus à ce jour ; les investissements annoncés, le cas échéant.

No	Date	Endroit	But du voyage	Coût (\$)	Nom	Titre
1.40	2010-03-04	Ottawa	Huis clos du budget fédéral 2010-2011	7 642,67	Turgeon, Bernard	Sous-ministre associé Politiques fédérales-provinciales et financement, gestion de la dette et opérations financières
					Déry, Patrick	Sous-ministre adjoint Politiques fédérales-provinciales et financières
					Sirois, Marc	Directeur général Direction générale de l'analyse et de la prévision économique
					Côté, Pierre L.	Directeur Direction de l'analyse des politiques et de l'information budgétaires
					Lavallée, Marie-Claude	Directrice Direction des relations fédérales-provinciales
					Simard, Jean-Pierre	Directeur Direction de la taxation des particuliers
					Aboumrad, Benoît	Agent de recherche et de planification socio-économique Direction de l'encadrement du secteur financier
					Chauvette, Jean-François	Agent de recherche et de planification socio-économique Direction des relations fédérales-provinciales
					Drolet, Simon	Agent de recherche et de planification socio-économique Direction de la taxation des entreprises
					Picard, Stéphanie	Agente de secrétariat Politiques fédérales-provinciales et financières
					Martin, Gino	Technicien en informatique Direction de la technologie

Q-2 Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère de chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.

Date du voyage	Itinéraire	Coût
2009-09-17	Québec – Montréal - Québec	1 921 \$
2009-10-29	Québec - Montréal	291 \$
2009-11-27	Québec - Montréal	723 \$
2010-03-31	Québec – Montréal - Québec	1 670 \$

Q-3 Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2009-2010 et les prévisions pour 2010-2011;
- les firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- le but visé par chaque dépense;
- dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

Liste des dépenses en publicité

Fournisseur	Dépenses 2009-2010
Magazine Premières en affaires	1 750 \$
Journal La Presse	3 355 \$
Affichage Zoom média	4 104 \$

Q-4 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

No	Nom du prestataire ou de la firme	Objet	Montant ¹	Montant versé ²
4.1	Académie de formation informatique	Formation en informatique	3 950 \$	3 950 \$
4.2	Académie de formation informatique	Formation en informatique	5 400 \$	5 400 \$
4.3	Acti-Com	Formation sur les présentations stratégiques	3 400 \$	3 400 \$
4.4	Acti-Com	Formation sur les présentations stratégiques	3 300 \$	3 300 \$
4.5	Alain Pruneau	Services de production et de gestion des index des fichiers PDF des documents budgétaires	16 000 \$	5 161 \$
4.6	Alison McGain	Services de traduction du français à l'anglais	10 000 \$	0 \$
4.7	Alison McGain	Services de traduction du français à l'anglais	4 454 \$	4 454 \$
4.8	Alpha traduction et interprétation	Services de traduction simultanée	3 000 \$	2 600 \$
4.9	Association de la sécurité de l'information du Québec	Participations au colloque québécois de la sécurité de l'information	2 280 \$	2 280 \$
4.10	Association des professionnels de la vérification et du contrôle des systèmes d'information	Participations à des activités de formation dans le domaine de la vérification et du contrôle des systèmes d'information	1 710 \$	1 710 \$
4.11	Association des économistes québécois	Participations au congrès de l'ASDEQ	3 792 \$	3 792 \$
4.12	Association des économistes québécois	Participations à des activités de formation dans le domaine économique	7 705 \$	7 705 \$
4.13	Ateliers Styltec	Services de nettoyage	2 364 \$	2 364 \$
4.14	Bell Canada	Formation d'administrateur du système téléphonique	3 300 \$	3 300 \$
4.15	Bell mobilité	Formation pour l'implantation d'une nouvelle technologie	1 398 \$	1 398 \$
4.16	Brad	Services de production pour diffusion sur le site des consultations prébudgétaires	12 328 \$	12 328 \$
4.17	Bruno Ouellette	Conférence : Développement des habiletés de gestion	5 627 \$	5 627 \$
4.18	Bureau de conférenciers Orizon	Formation en développement des ressources humaines	3 020 \$	3 020 \$
4.19	CAMIQ	Développement organisationnel	2 145 \$	2 145 \$
4.20	CAMIQ	Développement organisationnel	10 000 \$	1 330 \$
4.21	CFA Québec	Formation pour expert en analyse financière	1 150 \$	1 150 \$

1 : Montant du contrat avec le fournisseur

2 : Montant déjà versé au fournisseur

Q-4 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2009-2010. (suite)

No	Nom du prestataire ou de la firme	Objet	Montant ¹	Montant versé ²
4.22	CFA Québec	Formation pour expert en analyse financière	3 070 \$	3 070 \$
4.23	CFA Québec	Formation pour expert en analyse financière	1 050 \$	1 050 \$
4.24	Carole Pâquet	Services de révision linguistique et de correction d'épreuves	9 550 \$	5 390 \$
4.25	Centre de management et de leadership (Performex)	Formation en développement des ressources humaines	8 000 \$	8 000 \$
4.26	Conference board	Participation à un forum	1 735 \$	1 735 \$
4.27	Copies de la Capitale	Services d'impression	1 925 \$	1 925 \$
4.28	Copies de la Capitale	Services d'impression	2 006 \$	2 006 \$
4.29	Copies de la Capitale	Services d'impression	5 894 \$	5 894 \$
4.30	Copies de la Capitale	Services d'impression	4 583 \$	4 583 \$
4.31	Copies de la Capitale	Services d'impression	5 218 \$	5 218 \$
4.32	Copies de la capitale	Services d'impression	1 956 \$	1 956 \$
4.33	Copies de la capitale	Services d'impression	1 092 \$	1 092 \$
4.34	Dalibor Stevanovic	Services concernant l'implantation d'un modèle factoriel de prévision économique	2 400 \$	2 400 \$
4.35	Emilie Pérusse-Lachance	Services-conseils en santé et sécurité au travail	23 500 \$	1 613 \$
4.36	Esse Leadership	Formation en développement des ressources humaines	2 800 \$	2 800 \$
4.37	Francine Rivard	Services d'évaluation de l'opportunité pour le Québec de s'inscrire dans une démarche de l'ONU, visant le développement d'une nouvelle économie verte	15 000 \$	15 000 \$
4.38	Frank Langevin	Services de nettoyage de la bibliothèque et des livres	9 656 \$	9 656 \$
4.39	Gartner	Participation à un congrès sur les technologies de l'information	3 200 \$	3 200 \$
4.40	Gaétan Boucher	Services d'analyse d'impacts, de programmation, d'extraction et d'exploitation de systèmes informatiques	20 430 \$	438 \$
4.41	Gestar	Services de numérisation de documents budgétaires	6 250 \$	5 997 \$
4.42	Groupe Sécour	Services concernant une étude relative au secteur financier	24 500 \$	24 500 \$
4.43	Groupe conseil CFC	Développement organisationnel	1 200 \$	1 200 \$
4.44	Groupe conseil CFC	Programme de développement pour gestionnaires	5 385 \$	5 385 \$
4.45	Groupe conseil CFC	Formation en développement des ressources humaines	2 542 \$	2 542 \$
4.46	Groupe de sécurité et d'enquête du Québec	Services d'une agence de sécurité	1 224 \$	1 224 \$

Q-4 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2009-2010. (suite)

No	Nom du prestataire ou de la firme	Objet	Montant	Montant versé
4.47	IC Formation	Conférence – Développement organisationnel	2 657 \$	2 657 \$
4.48	Insight information	Participation à une conférence	1 395 \$	1 395 \$
4.49	Institut canadien	Participation à une conférence	1 195 \$	1 195 \$
4.50	Institut d'administration publique de Québec	Participations à des activités de développement et de formation pour les administrateurs publics	1 000 \$	1 000 \$
4.51	Institut de la gestion financière de Québec	Forfait pour participations aux activités de l'IGF	14 000 \$	14 000 \$
4.52	Inter-cultures	Services de recherche documentaire et de préparation de sessions de formation interculturelle	1 800 \$	1 800 \$
4.53	InterQualia	Programme d'aide aux employés	2 500 \$	2 500 \$
4.54	Iron Mountain	Services de destruction de documents confidentiels	12 000 \$	8 681 \$
4.55	Isaca-Québec	Formation en contrôle et en audit	1 950 \$	1 950 \$
4.56	Ixmédia	Services d'analyse, de conception et de réalisation graphique des consultations pré-budgétaires 2010	12 360 \$	12 360 \$
4.57	JB Deschamps	Services d'impression	3 045 \$	3 045 \$
4.58	JB Deschamps	Services d'impression	15 315 \$	15 315 \$
4.59	JB Deschamps	Services d'impression	2 791 \$	2 791 \$
4.60	K2 Impressions	Services d'impression	6 991 \$	6 991 \$
4.61	Karine Dumais	Services-conseils en santé et sécurité au travail	18 000 \$	16 083 \$
4.62	Larouche consultant	Services de rédaction et de révision de textes	23 500 \$	0 \$
4.63	Lemieux Nolet	Services de vérification portant sur l'assurance qualité relativement à l'auto-évaluation de la vérification interne	11 000 \$	11 000 \$
4.64	Magazine Premières en affaires	Services de placement-médias	1 750 \$	1 750 \$
4.65	Marie-Hélène St-Onge	Services-conseils en santé et sécurité au travail	24 000 \$	3 928 \$
4.66	Masstor technologies	Formation en informatique	1 800 \$	1 800 \$
4.67	Mathieu Tanguay	Séminaire d'analyse technique	4 500 \$	4 500 \$
4.68	Michel Bujold	Services comme membre d'un comité de sélection, tenu à la suite d'un appel d'offres public	3 323 \$	3 323 \$
4.69	Michèle Poirier et associés	Formation sur le développement des aptitudes en gestion	1 290 \$	1 290 \$
4.70	Mobili.T	Services de sondage concernant les habitudes de transport du personnel pour se rendre au travail et pour se déplacer pour le travail	20 700 \$	20 700 \$
4.71	Morneau Sobeco	Services actuariels	15 000 \$	15 000 \$
4.72	Ordre des comptables agréés du Québec	Participations à des formations dans le domaine de la comptabilité	1 399 \$	1 399 \$
4.73	Ordre des comptables agréés du Québec	Participations à des formations dans le domaine de la comptabilité	22 386 \$	22 386 \$

Q-4 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2009-2010. (suite)

No	Nom du prestataire ou de la firme	Objet	Montant ¹	Montant versé ²
4.74	Ordre des comptables agréés du Québec	Participations à des formations dans le domaine de la comptabilité	1 799 \$	1 799 \$
4.75	Ordre des conseillers en ressources humaines et relations industrielles	Participation au congrès 2009	1 035 \$	1 035 \$
4.76	Pagui	Services en télécommunication	1 452 \$	1 452 \$
4.77	Présence informatique	Mise à niveau de deux salles de vidéoconférence	20 000 \$	17 850 \$
4.78	Raymond Chabot Grant & Thornton	Évaluation des la valeur marchande des terrains de la Cité du commerce électronique	20 000 \$	20 000 \$
4.79	Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Formation en santé et sécurité au travail	1 413 \$	1 413 \$
4.80	Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Formation en santé et sécurité au travail	1 865 \$	1 865 \$
4.81	SAS Institute	Formation en informatique	6 600 \$	6 600 \$
4.82	Samson Bélair/Deloitte & Touche	Services de consultation en normalisation comptable et en intervention financière	22 746 \$	22 746 \$
4.83	Serrurerie contrôle	Services de serrurerie	1 943 \$	1 943 \$
4.84	Serrurerie contrôle	Services de serrurerie	5 610 \$	5 610 \$
4.85	Services conseils Hardy	Formation en informatique	1 344 \$	1 344 \$
4.86	Services conseils Hardy	Formation en informatique	5 162 \$	5 162 \$
4.87	Services conseils Hardy	Formation en informatique	2 581 \$	2 581 \$
4.88	Services conseils Hardy	Formation en informatique	2 581 \$	2 581 \$
4.89	Services conseils Hardy	Formation en informatique	1 344 \$	1 344 \$
4.90	Société Jean-A. Guérin	Services d'analyse dans le domaine de la tarification et du financement des services publics	20 000 \$	20 000 \$
4.91	Synesis - Versalys	Formation en informatique	1 875 \$	1 875 \$
4.92	Synesis - Versalys	Formation en informatique	1 350 \$	1 350 \$
4.93	Teksho	Services dans les domaines de l'éclairage, de la sonorisation et de la vidéo pour le huis-clos budgétaire	6 934 \$	6 934 \$
4.94	The Quebec City Conference	Participation au Sommet nord-américain de capital de risques 2009	1 050 \$	1 050 \$
4.95	The Quebec City Conference	Participation au Sommet nord-américain de capital de risques 2009	3 150 \$	3 150 \$
4.96	Traductions Terrance Hugues	Services de traduction du français à l'anglais	22 000 \$	17 213 \$
4.97	Vencomm	Services de traduction et de révision de documents	1 118 \$	1 118 \$
4.98	Viva Concept	Formation en développement des ressources humaines	11 025 \$	8 972 \$

Q-5 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2009-2010 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question précédente (question 4).

Q-6 Pour chaque projet de développement informatique de plus de un million de dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et ou d'une entreprise relevant du ministère :

- le nom du projet;
- la nature du projet;
- l'échéancier;
- le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- les plus récents estimés du coût du projet;
- les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;
- les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant;
- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- nombre de consultants intégrés ou œuvrant au sein du ministère.

Nom du projet :	RAPFIN
Nature du projet :	Refonte du système de production des états financiers consolidés du gouvernement, incluant l'achat d'un progiciel de consolidation et de production de rapports financiers.
Montant initialement prévu :	1 906 301 \$
Plus récents estimés du coût du projet :	1 662 040 \$
Sommes totales engagées à ce jour :	1 662 040 \$

Firmes ou OSBL associés au développement du projet		
Nom du fournisseur	Montant total versé	Mode d'octroi du contrat
Hyperion Corporation of Canada Ltd	884 780 \$	Appel d'offres public
Martin Cloutier	22 050 \$	Appel d'offres sur invitation

Q-7 Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2009-2010, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- les ordinateurs portables;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :

- i. au Québec
- ii. à l'extérieur du Québec.

Dépenses	Total
Photocopies	168 937 \$
Ordinateurs portables	53 185 \$
Téléavertisseurs	1 349 \$
Mobilier de bureau	51 301 \$
Distributeurs d'eau de source	12 387 \$
Frais de déplacements:	
- Frais de transport	362 021 \$
- Frais d'hébergement	181 680 \$
- Frais de repas	78 378 \$
	622 079 \$
Dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et à toute session de type perfectionnement ou ressourcement ¹ :	
- au Québec	489 130 \$
- à l'extérieur du Québec	13 110 \$
	502 240 \$

¹ Excluant les frais de déplacement mentionnés à la rubrique précédente.

Q-8 Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2009-2010, de chacune des dépenses reliées à la téléphonie :

- le nombre de téléphones cellulaires, « BlackBerry », Iphone ou autre type de téléphones intelligents;
- les coûts d'acquisition des appareils;
- le coût d'utilisation des appareils;
- le nom des fournisseurs;
- le coût des contrats téléphoniques;
- le nombre de minutes utilisées.

Dépenses	Total
Nombre :	201
Coût d'acquisition :	1 169,71 \$
Coût d'utilisation :	45 448,23 \$
Coût des contrats téléphoniques :	93 416,85 \$

Nom des fournisseurs :

- Rogers :
 - Méga-Sat
- Bell mobilité :
 - CBCI
 - Duplessis Communication

Q-9 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);
- le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
- le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
- le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- le nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années;
- le nombre de fonctionnaires pouvant immédiatement prendre leur retraite sans pénalité actuarielle.

Q-9 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (suite)

- a) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi en 2009-2010 (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);

Catégorie	Hors cadres		Cadres		Prof.		Fonct.		Ouvriers		Total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Hommes de moins de 35 ans			1	0,2	35	6,7	4	0,8			40	7,7
Hommes de 35 ans et plus	7	1,3	64	12,3	141	27,2	19	3,7	3	0,6	234	45,1
Total - Hommes	7	1,3	65	12,5	176	33,9	23	4,5	3	0,6	274	52,8
Femmes de moins de 35 ans					41	7,9	14	2,7			55	10,6
Femmes de 35 ans et plus	2	0,4	17	3,3	109	21,0	62	11,9			190	36,6
Total - Femmes	2	0,4	17	3,3	150	28,9	76	14,6			245	47,2
Total	9	1,7	82	15,8	326	62,9	99	19,1	3	0,6	519	100,0
Personnes handicapées de moins de 35 ans												
Personnes handicapées de 35 ans et plus					4	0,8	1	0,2			5	1,0
Total					4	0,8	1	0,2			5	1,0
Anglophones de moins de 35 ans					1	0,2					1	0,2
Anglophones de 35 ans et plus					1	0,2					1	0,2
Total					2	0,4					2	0,4
Autochtones de moins de 35 ans					1	0,2					1	0,2
Autochtones de 35 ans et plus												
Total					1	0,2					1	0,2
Communautés culturelles de moins de 35 ans					7	1,3					7	1,3
Communautés culturelles de 35 ans et plus			1	0,2	22	4,2					23	4,4
Total			1	0,2	29	5,5					30	5,7
Total : Moins de 35 ans			1	0,2	76	14,6	18	3,5			95	18,3
Total : 35 ans et plus	9	1,7	81	15,6	250	48,2	81	15,6	3	0,6	424	81,7
Total	9	1,7	82	15,8	326	62,9	99	19,1	3	0,6	519	100,0

Note : Personnel régulier en place au 12 mars 2010.

Q-9 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (suite)

b) Le nombre total de jours en maladie pris par le personnel en 2009-2010;

Catégorie de personnel	Cadres et Hors cadres	Prof.	Fonct.	Ouvriers	Total
Nombre de jours	235,0	1 870,5	920,5	14,0	3 040,0

c) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et plus en 2009-2010;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

d) Le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires en 2009-2010 (argent, vacances, etc.);

Catégorie de personnel	Heures de travail supplémentaires effectuées	Heures de travail supplémentaires compensées	Heures de travail supplémentaires payées
Hors cadres et cadres	-	-	-
Professionnels	12 771,9	4 587,2	8 184,7
Fonctionnaires	5 903,6	1 078,3	4 825,3
Ouvriers	174,5	-	174,5
Total	18 850,0	5 665,5	13 184,5

e) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel en 2009-2010;

Catégorie de personnel	Jours de vacances
Hors cadres et cadres	1 933,0
Professionnels	7 486,5
Fonctionnaires	3 134,5
Ouvriers	140,5
Total	12 694,5

f) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et plus en 2009-2010;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

g) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Q-9 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (suite)

- h) L'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

Catégorie de personnel	Capitale nationale	Montréal	Monterégie
Hors cadres			
2009-2010	9		
2008-2009	11		
2007-2008	9	1	
Cadres			
2009-2010	82		
2008-2009	77	1	
2007-2008	86		
Professionnels			
2009-2010	324	2	
2008-2009	365	6	
2007-2008	432	8	2
Personnel de bureau et techniciens			
2009-2010	99		
2008-2009	121		
2007-2008	188	2	
Ouvriers			
2009-2010	3		
2008-2009	3		
2007-2008	3		
Agents de la paix			
2009-2010			
2008-2009			
2007-2008			

Note : Personnel régulier en place au 12 mars 2010.

- i) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

	Niveau expert	Niveau émérite	Total
2009-2010	122	9	131
2008-2009	121	9	130
2007-2008	115	10	125

- j) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

	Nombre d'employés
2009-2010	47
2008-2009	52
2007-2008	55

Q-9 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (suite)

- k) Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

Catégorie de personnel	Capitale nationale	Montréal	Monterégie
Hors cadres			
2009-2010	9		
2008-2009	9		
2007-2008	9		
Cadres			
2009-2010	81		
2008-2009	81		
2007-2008	81		
Professionnels			
2009-2010	471	3	
2008-2009	479	2	
2007-2008	471	2	
Personnel de bureau et techniciens			
2009-2010	167		
2008-2009	181		
2007-2008	188		
Ouvriers			
2009-2010	3		
2008-2009	4		
2007-2008	4		
Agents de la paix			
2009-2010			
2008-2009			
2007-2008			

- l) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

Nous ne pouvons répondre à cette demande puisque le niveau des effectifs ne tient pas compte des catégories d'emploi et plusieurs facteurs non connus peuvent influencer les prévisions.

- m) Le nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années;

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

- n) Le nombre de fonctionnaires pouvant immédiatement prendre leur retraite sans pénalité actuarielle;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Q-10 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisé depuis le 1^{er} avril 2009, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l'espace loué;
- le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

ÉDIFICE GÉRARD D. LÉVESQUE : 12, rue St-Louis, Québec, Québec, G1R 5L3		
Superficie louée :	12 705,03 m ²	
Coût de la location :	2 817 943,32 \$	
Durée du bail :	Depuis le 1 ^{er} avril 1987	
Propriétaire de l'espace loué :	Société immobilière du Québec (SIQ)	
Coûts d'aménagements :		
Bureaux visés	Nature des travaux	Coût d'aménagement
C.02	Peinture	724,75 \$
B	Fournir et installer un circuit électrique	2 816,49 \$
1.02 et 1.02a	Réparation et peinture (à la suite d'un dégât d'eau)	3 937,03 \$
1.12	Peinture	1 516,40 \$
1.27	Peinture	820,64 \$
1.25 et 1.35	Peinture	3 902,50 \$
2.02a	Peinture	981,55 \$
2.23	Modifications électriques	3 345,18 \$
	Modifications électriques	2 204,45 \$
	Achat et installation de caméras de surveillance	136 030,00 \$
	Expertise pour l'installation de nouvelles caméras de surveillance	2 218,85 \$

ÉDIFICE MARIE-GUYART, 1050, rue Louis-Alexandre-Taschereau, Québec, G1R 5A1		
Superficie louée :	5 583,41 m ²	
Coût de la location :	1 004 934,60 \$	
Durée du bail :	Depuis le 1 ^{er} mai 1986	
Propriétaire de l'espace loué :	Société immobilière du Québec (SIQ)	
Coûts d'aménagements :		
Bureaux visés	Nature des travaux	Coût d'aménagement
1 ^{er} et 2 ^e étages	Ajouts de circuits électriques	2 824,86 \$
1 ^{er} étage	Fourniture et installation d'un ouvre-porte automatique pour handicapé	6 136,30 \$
1 ^{er} et 2 ^e étages	Diverses installations	1 694,80 \$

**Q-10 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes.
(suite)**

ÉDIFICE THAÏS-LACOSTE-FRÉMONT : 8, rue Cook, Québec, Québec, G1R 4J3		
Superficie louée :	6 201,62 m ²	
Coût de la location :	1 248 098,64 \$	
Durée du bail :	Depuis le 1er juillet 1991	
Propriétaire de l'espace loué :	Société immobilière du Québec (SIQ)	
Coûts d'aménagements :		
Bureaux visés	Nature des travaux	Coût d'aménagement
S1-107/S1-108	Enlever une cloison mobile	798,79 \$
S1-115	Installation d'une fente boîte aux lettres et d'une pellicule givrée	449,35 \$
RC.18	Fournir et installer un extincteur	497,23 \$
RC.18	Modification de la ventilation de la salle informatique. Préparation de plans et devis	10 525,60 \$
2e étage	Installation d'un bouton de déverrouillage à distance	182,25 \$
2e étage	Installation d'un bouton de déverrouillage à distance	908,73 \$
2e étage	Installation d'un bouton de déverrouillage à distance	170,60 \$
4.10	Installation d'une pellicule pour givrer une vitre	179,49 \$
	Modifications électriques	2 204,45 \$

380, rue St-Antoine ouest, Montréal, H2Y 3X7		
Superficie louée :	860,65 m ²	
Coût total de la location :	293 130,00 \$	
Durée du bail :	8 avril 1992 au 31 décembre 2017	
Propriétaire de l'espace loué :	Société immobilière Trans-Québec (SITQ)	
Coûts d'aménagements :		
Bureaux visés	Nature des travaux	Coût d'aménagement
5e étage et 6e étage	Réaménagement de meubles	296,79 \$
5e étage	Réparation – Electro-aimant	52,91 \$
5e étage	Installation de 3 distributeurs de savons	17,99 \$
5e étage	Installation de 2 appuis-bras	17,99 \$
5e étage	Serrurerie	9,19 \$
5e étage	Installation de 2 appuis-bras	17,99 \$
Salle de conférence	Peinture	73,66 \$
Salle de conférence	Solidifier un mur – Installation vidéoconférence	571,84 \$
Salle de conférence	Modifications électriques	2 715,57 \$
6e étage	Calfeutrage de fenêtre	25,99 \$

**Q-10 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes.
(suite)**

5450, Chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal (Québec), H3T 1Y6

Superficie loué :	163,72 m ²
Coût total de la location :	36 037,44 \$
Durée du bail :	1 ^{er} mars 2006 au 31 octobre 2012
Propriétaire de l'espace loué :	Gestion 5450 Côte des Neiges Inc.
Coûts d'aménagements réalisés depuis le 1 ^{er} avril 2009 :	aucun

Q-11 Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2009 à ce jour.

Cabinet du ministre des Finances: Édifice Gérard D. Lévesque 12, rue St-Louis 1 ^{er} étage Québec (Québec) G1R 5L3		
Coûts d'aménagements réalisés depuis le 1 ^{er} avril 2009 :		
Bureaux visés	Nature des travaux	Coût d'aménagement
1.02 et 1.02a	Réparation et peinture (à la suite d'un dégât d'eau)	3 937,03 \$
1.12	Peinture	1 516,40 \$

Bureau de la circonscription d'Outremont : 5450, Chemin de la Côte-des-Neiges Montréal (Québec) H3T 1Y6		
Coûts d'aménagements réalisés depuis le 1 ^{er} avril 2009 : Aucun		

Cabinet du ministre des Finances: Centre de commerce mondial 380, rue St-Antoine ouest 5 ^e étage nord Montréal (Québec) H3T 1Y6		
Coûts d'aménagements réalisés depuis le 1 ^{er} avril 2009 :		
Bureaux visés	Nature des travaux	Coût d'aménagement
5 ^e étage	Réaménagement de meubles	278,80 \$
5 ^e étage	Réparation – Électro-aimant	52,91 \$
5 ^e étage	Installation de 3 distributeurs de savons	17,99 \$
5 ^e étage	Installation de 2 appuis-bras	17,99 \$
5 ^e étage	Serrurerie	9,19 \$
5 ^e étage	Installation de 2 appuis-bras	17,99 \$
Salle de conférence	Peinture	73,66 \$
Salle de conférence	Solidifier un mur – Installation vidéoconférence	571,84 \$
Salle de conférence	Modifications électriques	2 715,57 \$

Q-12 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2009-2010 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- la prime de départ versée, le cas échéant;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2009;
- le nombre total d'employés au cabinet;
- la masse salariale totale par cabinet pour les années 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Nom	Prénom	Description de tâches	Port d'attache	
Blouin	Lynn	Directrice de cabinet adjointe	Montréal	
Bui	Patrick	Attaché politique	Montréal	*
Correa-Appleyard	Dolorès	Attachée politique	Montréal	*
De Iacovo	Émilie	Employée de soutien	Montréal	
Dubuisson	Philippe	Directeur de cabinet	Montréal	
Dumais	Mélissa	Directrice de cabinet adjointe	Montréal	*
Dussault-Turcotte	Anne-Marie	Attachée politique	Québec	*
Évangélista	Luciana	Attachée politique	Montréal	
Fournier	Louise	Attachée politique	Québec	*
Gasse	Dominique	Attachée politique	Québec	
Goya	Manuela	Attachée politique	Montréal	*
Guillemette	Rémi	Attaché politique	Québec	
Homsy	Mia	Attachée politique	Montréal	*
Koutchenkov	Philippe	Attaché politique	Montréal	*
Lafontaine	Marie-France	Employée de soutien	Montréal	
Mercier	Véronique	Directrice de cabinet adjointe	Montréal	
Meunier	Alexandra	Employée de soutien	Montréal	*
Mongrain	Pascale	Attachée politique	Montréal	
Papillon	Maxime	Employé de soutien	Québec	
Perreault	Louise	Employée de soutien	Montréal	*
Poulin	Catherine	Attachée politique	Québec	*
Renaud	Jean	Attaché politique	Montréal	*
Roy	Isabelle	Attachée politique	Québec	
Sénécal	Sylvie	Employée de soutien	Montréal	*
Sormany	André	Directeur de cabinet	Montréal	*
Takech	Alexandra	Attachée politique	Québec	*
Théberge	Marjorie	Attachée politique	Québec	
Thériault	Josiane	Attachée politique	Québec	
Tremblay	Claire	Attachée politique	Québec	*
Trottier	Lise	Employée de soutien	Montréal	*

* En poste au 31 mars 2010

**Q-12 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres
durant l'année 2009-2010. (suite)**

Masse salariale du cabinet : 892 055 \$

Période	Masse salariale autorisée
Du 19 décembre 2008 au 23 juin 2009	1 200 000 \$ (CT 207182 daté du 12 janvier 2009)
Du 24 juin 2009 au 31 mars 2010	800 000 \$ (CT 208009 daté du 7 juillet 2009)

Tous les employés des cabinets ministériels doivent signer la Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et la Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État, lors de leur entrée en fonction.

Q-13 Liste des sommes d'argent versées en 2009-2010 à même le budget discrétionnaire du :

i. ministre;

ii. ministère en indiquant :

- le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- la circonscription électorale;
- le montant attribué;
- le projet visé et le résultat.

Nom	Montant (\$)
i. Budget discrétionnaire du ministre	
AIESEC Laval	1 000
Alpha Bellechasse	500
Arrondissement de LaSalle	5 000
Association culturelle haïtienne La Perle Retrouvée	6 000
Association culturelle Playmas de Montréal – Un goût des Caraïbes	1 000
Association de football Greenfield Park Packers	1 000
Association de Spina-bifida et d'Hydrocéphalie région de Montréal	500
Association des communautés culturelles et des artistes (ACCA)	500
Association pour la Simulation des Nations Unies de l'Université Laval	500
Association pour le Métissage Artistique et Culturel	500
Association québécoise de sports pour paralytiques cérébraux (AQSPC)	500
Association Québécoise pour les troubles d'apprentissage (AQETA) – Montréal	
Chapitre 1	2 000
Association régionale du Sport Étudiant du Lac Saint-Louis	500
Association Simulation des Nations Unies de l'Université Laval (A.S.N.U.U.L.)	250
Atelier de meubles et de recyclage Ahunistic-Cartierville	800
Ateliers d'éducation populaire du Plateau	500
ATSA	500
Banques alimentaires Québec	2 000
Black Theatre Workshop	500
Camp de Vacances Familiales Valleyfield, Dom Bosco	500
Carrefour d'Initiative Populaire de Rivière-du-Loup	500
Centaur Theatre Company	1 000
Centre Action	5 000
Centre Communautaire Hochelaga	2 000
Centre communautaire multiservices Un coin chez-nous	1 000
Centre de la Biodiversité du Québec	1 000
Centre d'Encadrement pour Jeunes Femmes Immigrantes (CEJFI)	1 000
Centre de pédiatrie sociale de Trois-Rivières	1 000
Centre de pédiatrie sociale Gatineau	1 000
Centre d'étude et de coopération internationale (CECI)	1 000
Centre humanitaire d'organisation de ressources et de référence d'Anjou (CHORRA)	1 000
Centre Jeunesse Emploi de l'Ouest-de-l'Île	1 000
Centre local de développement de la Côte-de-Beaupré	500
Chambre de commerce de Rivière-du-Loup	1 000
Chambre de Commerce et d'industrie de Châteauguay	1 000
Championnat Mondial 10 danses	1 000
Circuit des Arts Memphrémagog	200
CJE les Etchemins	1 000
Club Âge d'Or Le Grillon pour personnes handicapées	500
Club aquatique du Sud-Ouest	500
Club d'activités physiques Apador	500
Club des petits déjeuners	1 000
Coalition de la Petite Bourgogne/Quartier en santé	1 000
Collectif des entreprises d'insertion du Québec	750
Comité Daudelin	1 000
Comité de musique de Saint-Donat (Orchestre de Saint-Donat)	500
Comité des citoyens de l'avenue de l'Épée, projet de ruelle verte	4 000
Comité des Orphelins Victimes d'Abus (C.O.V.A.)	1 000
Comité des résidents du Manoir d'Outremont	1 200
Comptoir Alimentaire Drummond inc.	500
CONAM-CANADA	600
Congrès national des Italo-Canadiens	1 000

Q-13 Liste des sommes d'argent versées en 2009-2010 à même le budget discrétionnaire. (suite)

Conseil de Bassin de la rivière Cap-Rouge	1 000
Conseil québécois des gais et lesbiennes	250
Conseil Régional des Personnes Âgées Italo-Canadiennes	2 500
Corporation des Fêtes et Événements culturels de Saint-Jean-Port-Joli	1 000
Corporation du Pôle des Rapides	2 000
Corps de Cadets 1979	500
Cour de production théâtre Collège Jean-de-Brébeuf	500
Créations Etc.	500
Danse Danse	2 500
Défi sportif	5 000
Départ Jeunesse	500
Diplômées du Programme d'études supérieures spécialisées en théâtre de marionnettes contemporain de l'UQAM	250
École de hockey l'ancrage	500
École du Grand-Héron	2 000
École Polytechnique	1 000
École Sainte-Geneviève	2 000
Entre-Hommes C.P.C.H.A.T. Centre en prévention de crises pour les hommes de l'Abitibi-Témiscamingue	500
Événements Art, Musique et Culture de Saint-Donat	6 000
Festi-neige Sainte-Agathe-des-Monts	500
Festival de Chasse du Haut St-Maurice	500
Festival de Films Cinémania	10 000
Festival du Monde Arabe	2 000
Festival International du Film sur l'Art (FIFA)	1 000
Festival International Latino de Montréal	500
Festival MEG Montréal	500
Festival mondial de la terre Canada	1 000
Folie Technique	1 000
Fondation Armand-Frappier – Congrès Armand-Frappier	2 000
Fondation Autisme Montréal	2 000
Fondation canadienne du rein – Section de Québec	1 000
Fondation canadienne du rein – Succursale du Québec	3 000
Fondation Club Avenir	1 000
Fondation de la recherche sur le diabète juvénile	1 000
Fondation de l'art pour la guérison	500
Fondation de la Tolérance	5 000
Fondation de l'école St-Michel	1 000
Fondation de l'Est	1 000
Fondation de l'Hôpital de Montréal pour Enfants	3 000
Fondation de l'UQAM	500
Fondation des maladies mentales	1 000
Fondation du Cancer du Sein du Québec	1 000
Fondation du Centre hospitalier de Lac-Mégantic	500
Fondation du Centre hospitalier universitaire de Québec	500
Fondation du Musée d'art contemporain de Montréal	500
Fondation Émergence inc.	500
Fondation Générations	1 000
Fondation Hôpital Général du Lakeshore	1 000
Fondation Jules et Paul-Émile Léger (L'œuvre Léger)	2 000
Fondation les amis (es) de la Dauphinelle	1 500
Fondation les Saints Anges en Musique	1 000
Fondation Marie-Ève Saulnier	2 000
Fondation NeuroTrauma Marie Robert	500
Fondation Paul-Gérin Lajoie	1 000
Fondation Pointe-à-Callière	1 500
Fondation pour la promotion de la pédiatrie sociale	1 000
Fondation Simple Plan	1 250
Fondation Théâtre du Rideau Vert	5 000
Fondation Thérèse Constantineau	750
Fonds Casse-Noisette	1 000
Fonds d'entraide communautaire inc.	1 000
Gala Soba	2 000
Garde Côtière Auxiliaire Canadienne	3 000
Garde-manger Pour Tous	1 000
Hébergevac Desjardins	1 000
Institut du cancer de Montréal	2 000
Institut du Nouveau Monde	1 000

Q-13 Liste des sommes d'argent versées en 2009-2010 à même le budget discrétionnaire. (suite)

Jeune Chambre de commerce de Québec	500
Jeune Conseil de Montréal	500
Jeunes explorateurs d'un jour	250
Jeunes musiciens du monde	1 000
Jeunesse au Soleil inc.	1 000
Juni-Sport	1 000
La Demeure de mon enfant	1 000
La Fondation Sourde	1 000
La Maison de la famille de Bellechasse	1 000
La maison des Familles Chemin du Roi	750
La Maison d'Haïti	5 000
La Maison du Tournant	1 500
La Société Saint-Patrick	500
La TOHU	5 000
La Traversée (Rive-Sud)	2 000
L'Auguste Théâtre	1 000
Le Carrousel du P'tit monde d'Anjou	500
Le Chaînon	500
Le Parados inc.	1 000
Le Phare, Enfants et Familles	500
Le Sac à Dos (Action-Réinsertion)	1 000
Les Amis de la Montagne	5 000
Les Amputés de guerre - Québec	1 000
Les Clubs 4-H du Québec inc.	500
Les Éclairs de Québec	1 000
Les Escales Improbables de Montréal	1 000
Les Grands Ballets canadiens de Montréal	5 000
Les Indispensables 2009 (Les Filles électriques)	500
Les Jeunes Entreprises du Québec inc.	1 000
Les Journées de la Culture (Culture pour tous)	5 000
Les petits frères des pauvres	500
Les productions Rose nanan	1 000
Les Régates Molson Dry de Valleyfield	500
Lire et faire lire	750
Lis avec moi	500
Loisirs Saint-Henri	500
Maison québécoise du théâtre pour l'enfance et la jeunesse - Maison Théâtre	2 000
Maison SAM X	500
Maisons des Familles de la Matapédia	500
Médecins du Monde Canada	2 000
Mères avec pouvoir MAP Montréal	1 000
Mission chez nous	1 000
Moisson Montréal	2 750
Moisson Sud-Ouest	500
Moulin La Lorraine	500
Musique pour tous-Musica per tutti	1 000
Œuvres Jean-Lafrance	500
Opéra de Montréal	3 000
Opération Nez Rouge (La Fondation du cégep du Vieux-Montréal)	1 500
Orchestre Symphonique de Montréal	10 000
Orchestre Symphonique des Musiciens du Monde de Montréal	1 000
Organisation populaire des droits sociaux Région Montréal	500
Oxfam-Québec (Club 2/3, Parti des jeunes engagés)	1 000
Paroisse Notre-Dame du Mont Carmel	1 000
Paroisse Ste-Marthe	1 000
Partage-Action de l'Ouest-de-l'Île	1 000
Partenariat du Quartier des spectacles	5 000
Pavillon d'éducation communautaire Hochelaga-Maisonneuve	1 000
Pavillon l'Essence Ciel	500
Regroupement des Jeunes Chambres de Commerce du Québec	2 000
Réseau de communication pour la prévention des actes criminels (RECOPAC)	500
Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec	1 000
Scouts du Montréal métropolitain	1 000
Service à la Famille Chinoise du Grand Montréal	500
Service Bénévole d'Entraide de Vimont-Auteuil	1 000
Services sociaux helléniques du Québec	1 000
Ski-o-thon, municipalité de Bégin	500

Q-13 Liste des sommes d'argent versées en 2009-2010 à même le budget discrétionnaire. (suite)

Société Alzheimer Montréal	2 000
Société Canadienne de la Sclérose en Plaques	200
Société canadienne du cancer	1 000
Société de développement de la seigneurie Mauvide-Genest	1 000
Société de développement en transport avancé des Hautes Laurentides	1 000
Société de gestion de la zone portuaire de Chicoutimi inc. – Salon Jeunesse Saguenay	500
Société de Musique de Chambre de Montréal	3 000
Société de Saint-Vincent de Paul de Québec	2 000
Société de Sauvetage	1 000
Société du 75 ^e de Val-d'Or	1 000
Société historique de Bellechasse	2 000
Société historique de Montréal	1 000
SOS Abruzzo	1 000
Studio 303	500
Suicide Action Montréal	2 000
Théâtre de Quat'Sous	5 000
Tour de Lance des Cèdres	1 000
Troupe V'là le bon vent	500
Usine C	10 000
Ville de Sainte-Agathe-des-Monts	1 000
Vues d'Afrique	1 000
Wallaby et compagnie	2 000
Westend Sports Association	1 000
Y des Femmes Montréal	1 000

300 000

ii. Budget discrétionnaire du Ministère

Ne s'applique pas

Q-14 La ventilation détaillée des budgets de dépenses découlant des transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010; pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2010-2011 et 2011-2012.

Recettes de la SOFIL provenant du gouvernement fédéral en 2009-2010 (000 000 \$)	
Taxe fédérale sur l'essence	460,4
Projet de loi C-66 et Fiducie pour le transport en commun	-
Total	460,4
Subventions versées par la SOFIL à partir des transferts fédéraux en 2009-2010 (000 000 \$)	
Au 31 mars 2010	
Programme d'infrastructures d'eau potable, d'eaux usées et de voirie locale	347,6
Programme d'infrastructures de transport en commun	210,5
Total	558,1

Q-15 Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité;
- les prévisions 2011-2012.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-16 Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2009-2010.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Q-17 Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- le nom de la personne;
- le poste occupé;
- le salaire;
- l'assignation initiale;
- la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Aucune personne.

Q-18 Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- l'assignation initiale;
- l'assignation actuelle;
- le salaire;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Nom	Assignation initiale	Assignation actuelle	Salaire	Date de fin de l'assignation
Paul-Émile Arsenault	École nationale de l'administration publique	École nationale de l'administration publique	119 870 \$	20 août 2010
Caroline Daigle	Université Laval	Université Laval	Note 1	28 mai 2010
Donald Morasse	Croix-Rouge, Opérations de l'Est du Québec	Croix-Rouge, Opérations de l'Est du Québec	95 466 \$	31 décembre 2011

Note 1 : employée de niveau professionnel

Q-19 Nombre de personnes par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

Aucune personne.

Q-20 Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :

- les clubs privés ou autres;
- les billets de saison, les loges;
- etc.

Quantité	Titre	Coût (\$)
3	Actualité (L')	105,85 \$
1	Actualité économique	105,00 \$
13	Affaires (Les)	997,35 \$
1	American Economic Review + Licence	1 071,33 \$
1	Assurance de personnes au Québec	1 015,00 \$
1	Banking & Finance Law Review	343,25 \$
1	Bankruptcy of Corporations	134,01 \$
1	Beaudoin et Renaud Code civil du Québec	300,00 \$
1	Benefits Canada	141,93 \$
1	Biofuels Canada magazine	29,95 \$
1	Bottom Line	99,00 \$
1	Brooking Papers on Economic Activity	114,11 \$
3	Business Week	262,78 \$
2	CA Magazine	64,40 \$
1	Cahiers de droit	52,00 \$
1	Cambridge Journals	384,02 \$
1	Canada Corporation Law Reports (CD-ROM)	1 450,00 \$
1	Canadian Business	24,95 \$
1	Canadian Goods and Services Tax Reporter	1 399,00 \$
1	Canadian Investment Review	116,76 \$
1	Canadian Journal of Administrative Law and Practice	363,25 \$
1	Canadian Journal of Economics	242,55 \$
1	Canadian Public Policy	195,00 \$
1	Canadian Securities Law Reports	2 388,00 \$
1	Canadian Tax Library Plan (CD-ROM et Internet)	12 231,00 \$
1	CGA Magazine	25,00 \$
1	CICA Handbook Accounting and Insurance	65,00 \$
2	CICA Handbook Public Sector Accounting	150,00 \$
1	CICA Standards and Guidance Collection (DVD)	135,00 \$
1	CIE au Québec	49,95 \$
1	CMA Management	15,00 \$
8	Code civil du Québec – mise à jour	452,00 \$
1	Code criminel	56,50 \$
1	Code municipal	120,95 \$
5	Code de procédure civile – mise à jour	282,50 \$
1	Collection APFF	2 209,00 \$
1	Collection fiscale du Québec DVD	5 437,00 \$
1	Collection fiscale du Québec : taxes à la consommation	2 111,00 \$
2	Collection normes et recommandations de l'ICCA	255,00 \$
1	Consensus Forecasts	783,00 \$
1	Contrats des organismes publics québécois	1 010,00 \$
1	Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale	865,00 \$
1	Courrier international	289,00 \$
1	Courrier parlementaire	5 000,00 \$
1	Current Economics	325,86 \$
1	Décisions Commission de la fonction publique	165,00 \$
1	Devoir (Le)	177,18 \$
1	Dismal Scientist	557,13 \$
1	Droit corporatif canadien et québécois (CD-ROM)	899,00 \$
4	Droit des affaires	226,00 \$

Q-20 Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics. (suite)

Quantité	Titre	Coût (\$)
1	Droit des compagnies annotées	125,00 \$
1	Droit immobilier québécois	849,00 \$
1	Duo Manuel – Mem Win CD et DVD	210,00 \$
1	Eastern Door (The) On line	180,00 \$
1	Éco-santé de l'OCDE	132,00 \$
1	Econlit CD-ROM	3 808,62 \$
1	Economic Modelling	68,52 \$
4	Economist (The)	1 007,41 \$
1	eIFRS On Line	333,96 \$
1	Études économiques de l'OCDE	965,52 \$
2	Euromoney	1 475,35 \$
2	Euroweek Online Access	8 847,64 \$
1	Événementiel (L')	195,00 \$
1	Expansion	161,00 \$
1	Expansion Management Review	175,40 \$
3	F.T. Com (Financial Times)	868,00 \$
1	Financial Analysts Journal	440,71 \$
1	Financial reporting in Canada (DVD)	95,00 \$
1	Flash finance.ca	141,09 \$
2	Forces	59,88 \$
2	Foreign Exchange Consensus Forecasts	1 970,30 \$
1	Fortune	67,44 \$
1	Gazette (The)	201,12 \$
1	Gazette officielle du Québec, partie 1 français	185,00 \$
3	Gazette officielle du Québec, partie 2 français	759,00 \$
2	Gazette officielle du Québec, partie 2 Internet	438,00 \$
1	Globe and Mail (The)	360,97 \$
1	Government Accounting Research System (CD-ROM)	413,18 \$
1	GST & Commodity Tax	348,48 \$
1	Guide fiscal CCH	319,00 \$
2	Harvard Business Review	288,36 \$
1	IASB's eIFRS Online	200,00 \$
1	Info Presse Communication	100,46 \$
1	Infobase lois et règlements du Québec	7 456,00 \$
1	International Financial Law Review	1 305,72 \$
1	International Financing Review	8 587,00 \$
1	International VAT Monitor Journal	133,68 \$
1	International VAT Monitor Online Publications	849,03 \$
1	Journal de l'Assurance	52,45 \$
1	Journal de Montréal	173,15 \$
1	Journal of Derivatives	526,85 \$
1	Journal of Finance	661,70 \$
1	Journal of Fixed Income (The)	507,31 \$
1	Journal of International Money and Finance	1 436,54 \$
1	Journal of Portfolio Management	713,52 \$
1	Journal of Risk (The)	881,79 \$
1	Jurisprudence fiscale québécoise SOQUIJ (DVD et Internet)	2 174,00 \$
1	Lien Multimédia (Le)	199,00 \$
2	Lois Cités et villes	231,90 \$
3	Lois refondues du Québec	3 585,00 \$
1	Maclean's	26,12 \$

Q-20 Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics. (suite)

Quantité	Titre	Coût (\$)
1	Manuel de l'ICCA comptabilité	230,00 \$
14	Manuel de l'ICCA comptabilité et certification	910,00 \$
14	Manuel de l'ICCA comptabilité secteur public	1 050,00 \$
1	Manuel des corporations du Québec	575,00 \$
1	Martel : La corporation sans but lucratif	285,00 \$
1	Micro-pratique	105,15 \$
1	National Post (The)	168,00 \$
1	NBER Digest	1 976,22 \$
1	Newsweek	209,66 \$
1	Observateur économique canadien	243,00 \$
1	Oilweek	99,00 \$
1	Policy Options	83,30 \$
6	Premium	156,85 \$
1	Presse (La)	240,24 \$
1	Problèmes économiques	180,43 \$
1	Project Finance	7 563,25 \$
1	Projets de lois publics sanctionnés et privés Assemblée Nationale	390,00 \$
1	Projets de lois publics/privés sanctionnés français/anglais Assemblée Nationale	540,00 \$
1	Provincial Tax Reports All Provinces	4 205,00 \$
1	Public Finance Review	1 050,30 \$
2	Québec inc.	44,15 \$
1	Québec municipal	500,00 \$
1	Realpac Accounting Standards HBK Members (CIPPREC)	120,00 \$
1	Recueil des conventions commerciales I-II-III	52,00 \$
1	Repère internet 2009	745,00 \$
2	Revue de la Banque du Canada	50,00 \$
1	Revue française de comptabilité	147,24 \$
1	Stocks & Commodities	82,85 \$
1	Taxnet.pro	1 995,00 \$
2	Terre de chez nous (La)	211,00 \$
2	Time	106,14 \$
1	Trente	61,99 \$
1	URBA	51,00 \$
1	Value Added Taxation in Europe Online	769,93 \$
1	VC Reporter on-line Service	7 992,00 \$
1	Wall Street Journal (The) Online	173,36 \$
1	World Securities Law Reports	1 897,49 \$

Q-21 Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- le coût de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- le responsable du contenu sur le site;
- la fréquence moyenne de mise à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait ? Quel a été le coût ? Quels sont les critères qui ont justifié les changements ?

SITE INTERNET DU MINISTÈRE DES FINANCES

(www.finances.gouv.qc.ca)

1. Nom de la firme qui a conçu le site

2000-2001

Néomédia (intégration multimédia) et
Matteau Parent (conception graphique).

2. Coûts de construction du site

2000-2001

18 044 \$ (Néomédia : 4 710 \$ et Matteau Parent : 13 334 \$)

3. Coûts de l'entretien et de la mise à jour du site

DNS + hébergement : 611.00 \$ / an (facturé par le CSPQ)

Mise à jour : réalisée à l'interne

4. Responsable du contenu du site

Direction des communications du MFQ

5. Fréquence moyenne des mises à jour

Mises à jour quotidiennes selon les besoins exprimés par les différentes
Directions du Ministère.

6. Nombre de visites par mois

Visites : 31 627

7. Refonte du site / coûts / critères qui ont justifié les changements

En 2006, la Direction des communications a procédé, par des ressources internes, à la refonte complète du site Internet du Ministère. Elle a opté pour un nouveau concept adapté à la nouvelle plate-forme technologique dynamique qui facilite le traitement des contenus, en plus d'assurer une sécurité accrue de la base de données. Cette technologie a également permis au Ministère d'offrir à sa clientèle de s'abonner à ses publications en ligne, ce qui a engendré des économies considérables par la réduction du nombre d'imprimés.

Une refonte est prévue en 2010.

Q-21 Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site. (suite)

SITE INTERNET DU BUDGET (MINISTÈRE DES FINANCES)

(<http://www.budget.finances.gouv.qc.ca>)

1. Nom de la firme qui a conçu le site

Réalisé à l'interne

2. Coûts de construction du site

Aucun, réalisé à l'interne

3. Coûts de l'entretien et de la mise à jour du site

DNS + hébergement : 611.00 \$ / an (facturé par le CSPQ)

Mise à jour : réalisée à l'interne

Mise en ligne : sécurité 20 000 \$ /an (facturé par le CSPQ)

4. Responsable du contenu du site

Direction des communications du MFQ

5. Fréquence moyenne des mises à jour

Annuellement lors du dépôt du budget

7. Nombre de visites lors du dépôt

27 790 visiteurs

8. Refonte du site / coûts / critères qui ont justifié les changements

Q-21 Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site. (suite)

SITE INTERNET DE FINANCEMENT QUÉBEC

(<http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/page.asp?sectn=8&contn=20>)

1. Nom de la firme qui a conçu le site

Néomédia (conception graphique et intégration des contenus).

2. Coûts de construction du site

15 000 \$ (Néomédia : 15 000 \$).

3. Coûts de l'entretien et de la mise à jour du site

DNS + hébergement : 611.00 \$ / an (facturé par le CSPQ)

4. Responsable du contenu du site

Secteur du financement, de la gestion de la dette et des opérations financières.

5. Fréquence moyenne des mises à jour

Mises à jour bimensuelle selon les besoins exprimés.

6. Nombre de visites par mois

Visites : 1 356

7. Refonte du site / coûts / critères qui ont justifié les changements

Ne s'applique pas.

Q-21 Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site. (suite)

SITE INTERNET DU GROUPE DE TRAVAIL
SUR LA TARIFICATION DES SERVICES PUBLICS

(<http://gttsp.gouv.qc.ca>)

1. Nom de la firme qui a conçu le site

Site réalisé à l'interne

2. Coûts de construction du site

3. Coûts de l'entretien et de la mise à jour du site

DNS + hébergement : 611.00 \$ / an (facturé par le CSPQ)

4. Responsable du contenu du site

Le comité.

5. Fréquence moyenne des mises à jour

Aucune mise à jour n'est prévue.

6. Nombre de visites par mois

N/D

7. Refonte du site / coûts / critères qui ont justifié les changements

Ne s'applique pas.

Q-21 Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site. (suite)

SITE INTERNET DE LA COMMISSION
SUR LE DÉSÉQUILIBRE FISCAL
(www.desequilibrefiscal.gouv.qc.ca)

1. Nom de la firme qui a conçu le site

Néomédia (conception graphique et intégration des contenus).

2. Coûts de construction du site

Néomédia : 3 050 \$.

3. Coûts de l'entretien et de la mise à jour du site

DNS + hébergement : 611.00 \$ / an (facturé par le CSPQ)

4. Responsable du contenu du site

Commission sur le déséquilibre fiscal.

5. Fréquence moyenne des mises à jour

Il n'y a eu aucune mise à jour depuis la fin du mandat de la Commission.

6. Nombre de visites par mois

Visites : 1 896

7. Refonte du site / coûts / critères qui ont justifié les changements

Le site a été mis en ligne le 9 mai 2001 dans le cadre d'un événement qui a pris fin le 7 mars 2002. Aucune refonte n'est prévue.

Q-21 Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site. (suite)

SITE INTERNET D'ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC

(<http://www.epq.gouv.qc.ca>)

1. Nom de la firme qui a conçu le site

IBM.

2. Coûts de construction du site

Coûts d'entretien seulement depuis la phase de construction qui s'est terminée en l'an 2000.

3. Coûts de l'entretien et de la mise à jour du site

Environ 15 000 \$ / an (coût des ressources, excluant le « hardware »),
+ 66.00 \$ /an *.

4. Responsable du contenu du site

Épargne Placements Québec.

5. Fréquence moyenne des mises à jour

L'information est mise à jour sur une base continue (taux, produits, etc.).
Le contenu intégral du site est révisé au besoin (environ deux fois par année).

6. Nombre de visites par mois

Visites : 75 236

7. Refonte du site / coûts / critères qui ont justifié les changements

Ne s'applique pas.

*** Autres noms de domaines redirigés vers le site (11.00 \$/an) : 66.00 \$ an**

Placement.qc.gouv.qc.ca
Placement.quebec.gouv.qc.ca
Placementqc.gouv.qc.ca
Placementquebec.gouv.qc.ca
Placements.qc.gouv.qc.ca
Placements.quebec.gouv.qc.ca

Q-21 Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site. (suite)

SITE INTERNET DU GROUPE DE TRAVAIL
SUR LES AIDES FISCALES AUX RÉGIONS RESSOURCES
ET À LA NOUVELLE ÉCONOMIE
(RAPPORT FORTIN)
(www.gtaf.gouv.qc.ca)

1. Nom de la firme qui a conçu le site

Le site a été conçu à l'interne.

2. Coûts de construction du site

Ne s'applique pas.

3. Coûts de l'entretien et de la mise à jour du site

DNS + hébergement : 611.00 \$ / an (facturé par le CSPQ)

4. Responsable du contenu du site

Direction des communications.

5. Fréquence moyenne des mises à jour

Il n'y a pas de mise à jour prévue.

6. Nombre de visites par mois

Visites 319

7. Refonte du site / coûts / critères qui ont justifié les changements

Le site a été mis en ligne pour la durée des travaux du groupe de travail.
Aucune refonte n'est prévue.

Q-21 Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site. (suite)

SITE INTERNET DU FONDS DES GÉNÉRATIONS

(http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/budget/2006-2007/fonds_generations.asp)

1. Nom de la firme qui a conçu le site

Le site a été conçu à l'interne.

2. Coûts de construction du site

Ne s'applique pas.

3. Coûts de l'entretien et de la mise à jour du site

DNS + hébergement : 611.00 \$ / an (facturé par le CSPQ)
+ 44.00 \$/an *

4. Responsable du contenu du site

Direction générale de l'organisation financière et du suivi des opérations
budgétaires et non budgétaires

5. Fréquence moyenne des mises à jour

Mise à jour annuelle

6. Nombre de visites par mois

N/D

7. Refonte du site / coûts / critères qui ont justifié les changements

Aucune refonte n'est prévue.

*** Autres noms de domaines redirigés vers le site (11.00 \$/an) : 44.00 \$ an**

Fondsdesgenerations.ca
Fondsdesgenerations.com
Fondsdesgenerations.gouv.qc.ca
Fondsdesgenerations.qc.ca

Q-21 Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site. (suite)

SITE INTERNET DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE
FINANCEMENT DU SYSTÈME DE SANTÉ
(RAPPORT CASTONGUAY)
(www.financementsante.gouv.qc.ca)

1. Nom de la firme qui a conçu le site

Le site a été conçu à l'interne.

2. Coûts de construction du site

Ne s'applique pas.

3. Coûts de l'entretien et de la mise à jour du site

DNS + hébergement : 611.00 \$ / an (facturé par le CSPQ)

4. Responsable du contenu du site

Direction des communications du ministère des Finances.

5. Fréquence moyenne des mises à jour

Il n'y a pas de mise à jour prévue.

6. Nombre de visites par mois

Visites : 902

7. Refonte du site / coûts / critères qui ont justifié les changements

Le site a été mis en ligne le 19 février 2008, jour du dépôt du rapport du groupe de travail. Aucune refonte n'est prévue.

Q-21 Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site. (suite)

SITE INTERNET DU GROUPE DE TRAVAIL SUR
L'INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES
(RAPPORT GAGNÉ)
(www.gtie.gouv.qc.ca)

1. Nom de la firme qui a conçu le site

Le site a été conçu à l'interne.

2. Coûts de construction du site

Ne s'applique pas.

3. Coûts de l'entretien et de la mise à jour du site

DNS + hébergement : 611.00 \$ / an (facturé par le CSPQ)

Mise à jour : réalisée à l'interne

4. Responsable du contenu du site

Direction des communications du ministère des Finances.

5. Fréquence moyenne des mises à jour

Il n'y a pas de mise à jour prévue.

6. Nombre de visites par mois

Visites : 186

Rapport : 579 visualisations

7. Refonte du site / coûts / critères qui ont justifié les changements

Le site a été mis en ligne le 13 mars 2008, jour du dépôt du rapport du groupe de travail. Aucune refonte n'est prévue.

Q-21 Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site. (suite)

**SITE INTERNET DE LA SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT DES
INFRASTRUCTURES LOCALES (SOFIL)**

(www.sofil.gouv.qc.ca)

1. Nom de la firme qui a conçu le site

Le site a été conçu à l'interne en 2007.

2. Coûts de construction du site

Ne s'applique pas.

3. Coûts de l'entretien et de la mise à jour du site

DNS + hébergement : 611.00 \$ / an (facturé par le CSPQ)

Mise à jour : réalisée à l'interne

4. Responsable du contenu du site

La Société de financement des infrastructures locales (SOFIL).

5. Fréquence moyenne des mises à jour

L'information est mise à jour sur une base continue.

6. Nombre de visites par mois

N/d.

7. Refonte du site / coûts / critères qui ont justifié les changements

Aucune refonte n'est prévue.

Q-21 Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site. (suite)

**SITE INTERNET DU GROUPE DE TRAVAIL SUR
L'ENCADREMENT DU SECTEUR FINANCIER**

(www.gesef.gouv.qc.ca)

1. Nom de la firme qui a conçu le site

Le site a été conçu à l'interne en 2001.

2. Coûts de construction du site

Ne s'applique pas.

4. Coûts de l'entretien et de la mise à jour du site

DNS + hébergement : 611.00 \$ / an (facturé par le CSPQ)

4. Responsable du contenu du site

N/D

5. Fréquence moyenne des mises à jour

Aucune mise à jour n'est prévue

6. Nombre de visites par mois

N/d.

7. Refonte du site / coûts / critères qui ont justifié les changements

Aucune refonte n'est prévue.

Q-21 Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site. (suite)

SITE INTERNET SUR LES CONSULTATIONS
PRÉBUDGÉTAIRES 2009-2010

(<http://consultations.finances.gouv.qc.ca>)

1. Nom de la firme qui a conçu le site

IXmédia en 2009

2. Coûts de construction du site

23 000 \$ pour la construction et l'hébergement du site en 2009.

3. Coûts de l'entretien et de la mise à jour du site

6 000 \$ pour la mise à jour du site à l'automne 2009

4. Responsable du contenu du site

Direction des communications du ministère des Finances.

5. Fréquence moyenne des mises à jour

Annuelle

6. Nombre de visiteurs

Visites : 24 000

7. Refonte du site / coûts / critères qui ont justifié les changements

La consultation en ligne s'est déroulée du 27 octobre 2009 au 10 mars 2010.

Q-22 Nominations, depuis le 1^{er} mai 2009, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- la liste;
- les mandats;
- les contrats;
- le résultat du travail effectué;
- les échéances prévues;
- les sommes impliquées.

Aucune nomination.

Q-23 Pour 2009-2010, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Aucune tournée.

Q-24 Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2009-2010 ainsi que les prévisions pour 2010-2011 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements), pour la mise en place du Gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.

Aucun déboursé.

Q-25 Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2009-2010 :

- le nombre de refus (et mention en vertu de quelle raison ou article);
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Q-26 La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :

- le coût (déplacements, etc.);
- le nombre de ressources affectées;
- le nombre de rencontres;
- le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

Aucun coût relié à ces activités.

Q-27 La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1^{er} avril 2008 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-28 Détail des crédits périmés et des gels de crédits pour le ministère et les organismes depuis 2003-2004.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Finances

Québec



MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Table des matières

Ministère des Finances

1. Pour le gouvernement, quelle est la dépense fiscale prévue dans le budget 2009-2010 et la dépense fiscale réelle au 31 mars 2010 de chacune des mesures ayant un impact sur les revenus du budget 2009-2010 (prévisions budgétaires vs coût observé en fin d'année).
2. Pour le gouvernement, quelle est la dépense fiscale prévue dans le budget 2009-2010 et la dépense fiscale réelle au 31 mars 2010 des mesures ayant un impact sur les dépenses du budget 2009-2010 (prévisions budgétaires vs coût observé en fin d'année).
3. Le budget 2009-2010 annonçait l'injection de 15 023 M\$ dans l'économie du Québec en 2009-2010, soit 8 057 M\$ en 2009 et 6 966 M\$ en 2010. Quelle est la somme des montants réellement engagés en 2009 et, de façon distincte, pour le premier trimestre de 2010. Ventilation par programme.
4. Concernant l'augmentation prévue du service de la dette en 2010-2011, ventilation de la hausse de 836 M\$ selon les principaux facteurs d'augmentation. Donner la même information pour les années 2011-2012 à 2014-2015.
5. Concernant le Plan québécois des infrastructures 2008-2013 : du montant budgété de 8 937,3 M\$ pour l'année financière 2009-2010, quelle est la somme réellement dépensée au 31 mars 2010, ventilation par secteur.
6. Au niveau des transferts fédéraux, la ventilation des montants qui composent la rubrique « autres programmes » inscrite au Plan budgétaire pour 2009-2010.
7. Copie de toutes les études, analyses produites en 2009 et en 2010 portant sur les impacts de modifications à la structure fiscale du Québec.
8. Copie de toutes les études ou analyses produites en 2009 et en 2010 par le ministère des Finances (autre que les documents du budget) portant sur les impacts de hausses de tarifs, de taxes ou de nouvelles tarifications dans les services publics telles que la contribution santé.
9. Liste détaillée de toutes les revendications financières particulières non réglées du Québec envers le gouvernement fédéral.
10. Évolution détaillée sur cinq ans (2006-2007 à 2010-2011) de chaque source de revenus qui composent les revenus autonomes du gouvernement en détaillant chacune des sources au maximum (exemple : pour les sociétés, donner de façon distincte la taxe sur le capital, la taxe sur la masse salariale, chacune des taxes spécifiques et des taxes compensatoires).
11. Coût des mesures fiscales pour les régions ressources pour l'année 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011. Détailler le coût pour chacune des mesures comprises dans la stratégie des régions ressources, nombre d'entreprises s'étant prévaluées de la mesure et coût fiscal de la mesure. Déclinaison par région.
12. Nombre de ménages qui ont bénéficié du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde, par âge des enfants, incluant le montant moyen remboursé par réclamation d'impôt et le coût total de cette mesure fiscale, pour les années d'imposition 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011.
13. Tous les documents, notes, mémos, lettres ou états de situation relativement au regroupement du Fonds relatif à la tempête du verglas et du Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées ainsi que la ventilation des économies budgétaires projetées par ce regroupement.

14. Tous les documents, notes, mémos, lettres ou états de situation relativement à l'abolition du Fonds de l'industrie des courses de chevaux ainsi que la ventilation des économies budgétaires projetées pour cette abolition.
15. Copie de toutes les études ou analyses portant sur les divergences entre la comptabilité publique du Québec, de l'Ontario et du gouvernement fédéral.
16. Détails des calculs de la part québécoise du TCS (copie du chiffrier).
17. Détails des calculs de la part québécoise du TCPS (copie du chiffrier).
18. Détails des calculs des paiements de péréquation du Québec (copie du chiffrier).
19. Détails des calculs et élasticités de la demande d'électricité (résidentielle, commerciale et institutionnelle, industrielle) utilisés dans la documentation budgétaire pour en arriver aux 315 M\$ de revenus en 2014-2015 (1,6 G\$ à terme) à la suite de la hausse des tarifs d'électricité.
20. Détails des calculs et élasticités de la demande d'essence (particuliers et entreprises) utilisés pour en arriver aux différents montants inscrits aux revenus budgétaires à la suite de la hausse de la taxe sur l'essence.
21. Taux d'emprunt des émissions de dette en 2009 et 2010. Écarts entre les taux d'emprunt du Québec et ceux de nos principaux voisins. Prévisions utilisées sur les taux d'emprunt pour les cinq prochaines années. Prévisions sur l'écart entre les taux d'emprunt du Québec et ceux de nos principaux voisins.
22. Montants à inscrire au service de la dette en vertu de l'effondrement du FARR et du Fonds des générations à la Caisse de dépôt et placement en 2008, pour les cinq prochaines années.
23. Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du Ministère : indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
24. Pour chacun des crédits d'impôt suivants, le nombre de contribuables, la valeur moyenne du crédit d'impôt, le coût total du crédit d'impôt, et ce, pour les cinq dernières années :
 - Crédit d'impôt remboursable pour maintien à domicile d'une personne âgée;
 - Crédit d'impôt remboursable pour aidant naturel d'une personne majeure;
 - Crédit d'impôt en raison de l'âge;
 - Crédit d'impôt pour revenus de retraite;
 - Crédit d'impôt pour les personnes accordant un répit aux aidants naturels;
 - Crédit d'impôt pour les frais de relève donnant un répit aux aidants naturels.
25. Copie de toutes les analyses ou études portant sur la fiscalité des entreprises au Québec produites en 2009 ou en 2010.
26. Comparaison pour l'année 2010 du TEMI (taux effectif marginal d'imposition) du Québec, du Canada et des autres provinces canadiennes, des États-Unis et des pays du G8.
27. Bilan des mesures fiscales pour les régions ressources pour l'année 2008-2009. Pour chacune des mesures comprises dans la stratégie des régions ressources (mesures en vigueur avant le budget 2008-2009 et mesures annoncées dans le budget 2008-2009), nombre d'entreprises s'étant prévaluées de la mesure et coût fiscal de la mesure. Déclinaison par région

CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC (CDPQ)

► Voir le document de la Caisse de dépôt et placement - Renseignements particuliers

1. Nom des administrateurs, membres de la direction, postes occupés, rémunération détaillée (rémunération fixe et variable, primes de départ et prestations de retraite) et avantages sociaux.
2. Pour chaque classe d'emplois, indicateurs utilisés pour fixer le niveau de la rémunération variable.
3. Pourcentage et valeur nominale des actifs de la Caisse investis au Québec ventilés par portefeuille pour chacune des dix dernières années en indiquant la méthode utilisée pour classer les placements.
4. Pourcentage et valeur nominale des actifs de la Caisse investis au Canada ventilés par portefeuille pour chacune des dix dernières années en indiquant la méthode utilisée pour classer les placements.
5. Pourcentage et valeur nominale des actifs de la Caisse investis à l'extérieur du Canada ventilés par portefeuille pour chacune des dix dernières années en indiquant la méthode utilisée pour classer les placements.
6. Date de nomination et échéance du mandat pour chacun des administrateurs de la Caisse.
7. Composition de chaque comité du C.A.
8. Valeur marchande du placement de la Caisse dans BAA au 31 décembre 2009.
9. Pour chacune des dix dernières années (au 31 décembre), valeur totale des PCAA détenus par la Caisse.
10. Répartition d'actif au 31 décembre pour les dix dernières années.
11. Pour chacune des dix dernières années, le total du passif de la Caisse, le ratio passif sur actif total et l'utilisation du passif par catégorie de placement.
12. Liste des contrats octroyés par la Caisse en 2009 à des firmes de recrutement en mentionnant la date de l'octroi, le mandat, le profil recherché, le nom de la firme, le montant, la durée du mandat et le mode d'octroi.
13. Pour 2009 et 2010, liste des réceptions, fêtes et activités sociales dont une partie ou la totalité des coûts est défrayée par la Caisse avec le montant défrayé pour chacune de ces occasions, le nombre de personnes invitées, la date et le motif.
14. Pour chacune des cinq dernières années, le nombre d'employés ayant quitté la Caisse, ventilé par motif (retraite, congédiement, départ volontaire...), montant des primes de départ et autres indemnités accordées dans le cadre de ces départs.
15. Pour chacune des cinq dernières années, total de la rémunération variable accordée aux employés de la Caisse, ventilé par catégorie d'emploi.

SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC (SAQ)

► Voir le document de la Société des Alcools du Québec - Renseignements particuliers

1. Détails de la politique salariale de la SAQ, rémunération, bonis et avantages sociaux.
2. Pour chacune des cinq dernières années, total de la rémunération variable accordée aux employés de la SAQ, ventilé par catégorie d'emploi.
3. La variation moyenne de prix, par catégorie de produit entre 2009 et 2010.

4. Nom des administrateurs, membres de la direction, postes, rémunération, indemnités de départ et avantages sociaux.
5. Impact financier annuel pour la SAQ de la décision de ne plus offrir de sac de plastique et de papier à usage unique à la clientèle. Préciser le nombre de sacs de plastique et de papier à usage unique distribués aux clients de la SAQ en 2007, en 2008 et en 2009 en détaillant les différents types de sacs ainsi que leur coût unitaire. Quel est le profit sur chaque sac réutilisable vendu par la SAQ et nombre de sacs réutilisables vendus par la SAQ en 2009.
6. Comparaison des prix entre le Québec et les autres provinces canadiennes par type de produit et par gamme de prix.
7. Liste des 50 produits les plus vendus par la SAQ en 2009 en précisant le nombre, le prix et la marge bénéficiaire de la SAQ pour chaque produit.
8. Valeur de la transaction moyenne pour chacune des cinq dernières années.
9. Détail des ajustements salariaux accordés en 2009-2010 par catégorie d'emploi.
10. Nombre, type, durée, sujets des formations offertes par la SAQ à ses employés en 2009 et nombre de participants.
11. Nombre de jours de formation moyen suivi par les employés de la SAQ, ventilé par catégorie d'emploi.

LOTO-QUÉBEC

► *Voir le document de la Société des loteries du Québec - Renseignements particuliers*

1. Détails de la politique salariale, rémunération, bonis et avantages sociaux.
2. Pour chacune des cinq dernières années, total de la rémunération variable accordée aux employés de Loto-Québec, ventilé par catégorie d'emploi.
3. Nom des administrateurs, membres de la direction, postes, rémunération, indemnités de départ et avantages sociaux.
4. Décomposition des revenus de Loto-Québec par secteur d'activité et par produit pour les cinq dernières années.
5. Rendement de chacun des Ludoplex en précisant le nombre d'appareils.
6. Sommes totales versées à Attractions hippiques depuis 2006, ventilation par année.
7. Nombre d'appareils de loterie vidéo pour chacune des cinq dernières années, ventilé par type d'établissement (Ludoplex, bars...).
8. Liste des dix sites regroupant le plus d'appareils de loterie vidéo en mentionnant le nombre d'appareil.
9. Pour chacun des casinos du Québec en 2009-2010, les revenus ventilés par type de jeu et le taux de redistribution par type de jeu.

Q-1 POUR LE GOUVERNEMENT, QUELLE EST LA DÉPENSE FISCALE PRÉVUE DANS LE BUDGET 2009-2010 ET LA DÉPENSE FISCALE RÉELLE AU 31 MARS 2010 DE CHACUNE DES MESURES AYANT UN IMPACT SUR LES REVENUS DU BUDGET 2009-2010 (PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES –VS– COÛT OBSERVÉ EN FIN D'ANNÉE).

IMPACT FINANCIER DES MESURES FISCALES AUX PARTICULIERS ET AUX SOCIÉTÉS DU BUDGET 2009-2010 – PROJECTION POUR LES ANNÉES 2009-2010 ET 2010-2011
(en millions de dollars)

	Projection ⁽¹⁾	
	2009-2010	2010-2011
1. Mesures relatives aux particuliers		
1.1 Mesures pour accroître les liquidités et la capitalisation des entreprises		
Nouveau régime d'épargne-actions II pour favoriser la capitalisation des entreprises publiques	- 18,0	- 30,0
Favoriser la croissance de Fondation	- 13,1	- 22,5
Sous-total	- 31,1	- 52,5
1.2 Élargissement de l'admissibilité au supplément à la prime au travail pour les participants du programme Alternative jeunesse	- 0,9	- 0,9
1.3 Nouveau crédit d'impôt remboursable à l'égard d'un véhicule neuf écoénergétique	- 2,3	- 3,3
1.4 Soutenir les familles		
Bonification du crédit d'impôt remboursable pour frais de garde d'enfants	- 22,0	- 22,0
Assouplissements relatifs à l'incitatif québécois à l'épargne-études	—	—
Hausse à 25 000 \$ de la limite maximale de retrait dans le cadre du Régime d'accession à la propriété	- 5,0	- 5,0
Déduction pour la perte de valeur des placements dans un REER/FERR après le décès	—	—
Sous-total	- 27,0	- 27,0
Sous-total	- 61,3	- 83,7

(1) La dépense fiscale observée à l'égard des mesures fiscales prenant effet en 2009 et en 2010 n'est pas encore disponible. Elle ne le sera qu'après le traitement des déclarations d'impôt.

Source : Budget 2009-2010.

IMPACT FINANCIER DES MESURES FISCALES AUX PARTICULIERS ET AUX SOCIÉTÉS DU BUDGET 2009-2010 – PROJECTION POUR LES ANNÉES 2009-2010 ET 2010-2011
(en millions de dollars)

	Projection ⁽¹⁾	
	2009-2010	2010-2011
2. Mesures relatives aux sociétés		
2.1 Élargissement aux secteurs forestier et minier du crédit d'impôt remboursable pour la formation	- 2,0	- 3,0
2.2 Réduction du fardeau fiscal des entreprises pour stimuler l'investissement		
Hausse de 400 000 \$ à 500 000 \$ du montant de revenu admissible au taux réduit d'imposition pour les petites entreprises	- 13,0	- 15,0
Prolongation de l'amortissement accéléré pour le matériel de fabrication et de transformation	—	—
Amortissement accéléré à 100 % pour le matériel informatique	- 18,0	- 41,0
Sous-total	- 31,0	- 56,0
2.3 Bonifications de certains crédits d'impôt pour la culture	- 1,5	- 2,6
2.4 Appuyer nos entreprises technologiques		
Instauration d'un congé fiscal favorisant la commercialisation d'une propriété intellectuelle	—	- 0,4
Modifications au crédit d'impôt remboursable pour le design	- 0,5	- 1,0
Sous-total	- 0,5	- 1,4
Sous-total	- 35,0	- 63,0
3. Autres mesures ayant un impact sur les revenus		
Congé de redevances de cinq ans pour l'exploitation gazière	- 0,8	- 3,0
Revenus additionnels découlant des nouvelles initiatives de lutte contre l'évasion fiscale	75,0	75,0
Sous-total	74,2	72,0
TOTAL DES MESURES AYANT UN IMPACT SUR LES REVENUS	- 22,1	- 74,7

(1) La dépense fiscale observée à l'égard des mesures fiscales prenant effet en 2009 et en 2010 n'est pas encore disponible. Elle ne le sera qu'après le traitement des déclarations d'impôt.

Source : Budget 2009-2010.

Q-2 POUR LE GOUVERNEMENT, QUELLE EST LA DÉPENSE PRÉVUE DANS LE BUDGET 2009-2010 ET LA DÉPENSE RÉELLE AU 31 MARS 2010 DES MESURES AYANT UN IMPACT SUR LES DÉPENSES DU BUDGET 2009-2010 (PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES –VS– COÛT OBSERVÉ EN FIN D'ANNÉE).

IMPACT FINANCIER DES MESURES BUDGÉTAIRES DISCOURS SUR LE BUDGET 2009-2010 (en millions de dollars)

	Impact financier pour le gouvernement en 2009-2010	
	Prévu au budget	Probable ⁽¹⁾
1. Des actions additionnelles et immédiates pour soutenir les entreprises et les travailleurs		
1.1 Mesures pour accroître les liquidités et la capitalisation des entreprises		
Création d'un fonds d'urgence de 500 millions de dollars pour la relance des entreprises ²	- 12,5	- 1,3
60 millions de dollars pour la bonification de l'enveloppe des FIER-Régions ²	- 3,0	—
Bonification du programme <i>Renfort</i> en faveur des secteurs forestier et touristique	- 40,0	- 40,0
Report du remboursement de l'enveloppe de prêts des Fonds locaux d'investissement	—	—
Sous-total	- 55,5	- 41,3
1.2 Pacte pour l'emploi Plus : investissements additionnels de 518 millions de dollars		
Soutien additionnel pour développer le potentiel des personnes		
Bonification des allocations de formation d'Emploi-Québec	- 99,1	- 99,1
Bonification de la mesure Subventions salariales	- 5,2	- 5,2
Reconduction des mesures de soutien aux travailleurs du secteur forestier	- 13,2	- 13,2
Bonification de l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA)	- 19,0	- 19,0
Élargissement à tous les secteurs d'activité du Programme de soutien aux travailleurs licenciés collectivement (PSTLC)	- 4,9	- 4,9
Intensification des interventions d'Emploi-Québec	- 13,0	- 13,0
Élargissement à tous les secteurs d'activité du Programme de soutien aux travailleurs âgés (PSTA)	- 1,0	- 1,0
Soutien additionnel pour favoriser la formation		
Bonification de la participation financière du gouvernement au financement des projets de formation (MFOR-Entreprises)	- 20,5	- 20,5
Bonification de la participation financière du gouvernement au financement des projets de formation dans le cadre de projets économiques d'envergure	- 9,9	- 9,9
Mise en place d'une stratégie d'intervention proactive auprès des entreprises	- 2,7	- 2,7
Hausse des activités de concertation pour l'emploi	- 4,0	- 4,0
Élargissement à tous les secteurs d'activité de la mesure favorisant la retraite anticipée des travailleurs plus âgés (ARTT)	- 4,0	- 4,0
Bonification de la mesure Soutien aux entreprises à risque de ralentissement économique (SERRÉ)	- 12,5	- 12,5
Soutien additionnel pour valoriser le travail		
Ajustements de l'aide financière consentie par certaines mesures d'Emploi-Québec	- 10,5	- 10,5
Sous-total : Pacte pour l'emploi Plus	- 219,5	- 219,5
Financement provenant du Fonds de développement du marché du travail	207,9	207,9
Sous-total	- 11,6	- 11,6

IMPACT FINANCIER DES MESURES BUDGÉTAIRES

DISCOURS SUR LE BUDGET 2009-2010

(en millions de dollars)

	Impact financier pour le gouvernement	
	Budget 2009-2010	Probable 2009-2010 ⁽¹⁾
1.3 Soutenir le développement forestier		
Bonification du Programme d'investissements sylvicoles	- 22,0	- 22,0
Financement de la production de plants forestiers	- 25,6	- 25,6
Aide à l'entretien des chemins forestiers dans les zones d'exploitation contrôlée	- 1,0	- 1,0
Développement de produits à forte valeur ajoutée	- 10,0	- 10,0
Programme de certification forestière pour les propriétaires privés	- 0,5	- 0,0
Sous-total	- 59,1	- 58,6
1.4 Appui au secteur agricole et agroalimentaire		
Aide à la modernisation des abattoirs de proximité	- 0,7	- 0,0
Renforcement de la capacité concurrentielle de l'industrie de la transformation	- 1,3	- 0,1
Appui au secteur des boissons alcooliques artisanales	- 1,7	- 1,7
Bien-être des animaux de compagnie	- 0,5	- 0,4
Sous-total	- 4,2	- 2,2
1.5 Soutenir le développement culturel		
Investissements additionnels dans Placements Culture	- 5,0	- 5,0
Promotion des artistes sur la scène internationale	- 3,0	- 3,0
Soutien à l'Institut national de l'image et du son	- 1,0	- 1,0
Sous-total	- 9,0	- 9,0
1.6 Soutien à la recherche sur la productivité, l'économie et les politiques publiques	- 4,0	- 4,0
Sous-total	- 143,4	- 126,7
2. Préparer le Québec pour la relance de l'économie		
2.1 Le Nord québécois : un nouvel espace de développement durable		
<i>Préserver l'environnement et valoriser le patrimoine naturel du Nord québécois</i>		
Programme visant la consolidation des pourvoies	- 1,0	- 0,3
Création d'aires protégées	- 0,6	- 0,6
Création de cinq parcs nationaux	-	-
<i>Améliorer les infrastructures du Nord québécois²</i>		
Construction d'une route vers les monts Otish	- 0,2	- 0,1
Réfection de la route 389 entre Baie-Comeau et Fermont	- 0,4	- 0,2
Amélioration des aéroports nordiques	- 0,5	- 0,4
Sous-total	- 2,7	- 1,6
2.2 Stimuler l'exploration gazière au Québec		
Programme d'acquisition de connaissances géoscientifiques	- 2,0	- 2,0
Programme d'évaluations environnementales stratégiques	- 1,5	- 0,6
Sous-total	- 3,5	- 2,6
2.3 Appuyer nos entreprises technologiques		
125 millions de dollars pour la création de fonds d'amorçage ⁽²⁾	- 2,5	-
825 millions de dollars pour le financement de fonds de capital de risque ⁽²⁾	- 10,0	- 10,0
Sous-total	- 12,5	- 10,0

IMPACT FINANCIER DES MESURES BUDGÉTAIRES

DISCOURS SUR LE BUDGET 2009-2010

(en millions de dollars)

	Impact financier pour le gouvernement	
	Budget 2009-2010	Probable 2009-2010 ⁽¹⁾
2.4 Québec, leader de la protection de l'environnement et des technologies environnementales		
Développement des technologies de l'énergie verte	- 4,0	- 0,7
Programme d'aide au financement d'immobilisations liées à la production de bioénergie	-	-
Accélération de la modernisation des barrages publics	- 0,1	- 0,1
Les parcs nationaux : une expansion dans le Québec méridional	- 1,8	- 1,8
Relocalisation de sentiers de motoneige à l'extérieur des parcs nationaux des Monts-Valin et du Mont-Tremblant	- 0,4	- 0,4
Sous-total	- 6,3	- 3,0
Sous-total	- 25,0	- 17,2
3. Appuis additionnels pour les Québécois		
3.1 Améliorer la qualité de vie des aînés		
La démarche « Municipalités amies des aînés »	- 1,0	- 1,0
Le Plan d'action pour contrer la maltraitance envers les aînés	- 4,0	- 4,0
Aide financière pour adapter le logement d'aînés autonomes	- 0,3	- 0,3
Sous-total	- 5,3	- 5,3
3.2 Investissements de 370 millions de dollars pour la construction et la rénovation de logements		
Investissement de 200 millions de dollars pour la construction de 3 000 logements sociaux	-	-
Aide financière aux propriétaires-occupants à faible revenu vivant en milieu rural (RénoVillage)	- 4,5	- 4,5
Amélioration des maisons d'hébergement pour victimes de violence conjugale	- 0,1	- 0,1
Aide financière aux propriétaires-occupants à faible revenu pour des travaux urgents	- 0,4	- 0,4
Soutien financier aux personnes handicapées pour adapter leur domicile	- 9,6	- 9,6
Amélioration des logements et des habitations dans les secteurs dégradés (Rénovation Québec)	- 0,1	- 0,1
Sous-total	- 14,7	- 14,7
3.3 Investissements pour le développement social		
Injection de 5 millions de dollars dans le Réseau d'investissement social du Québec	- 5,0	- 5,0
Financement d'une étude pour le Chantier de l'économie sociale ³	- 0,3	- 0,0
Prolongement du soutien au Réseau québécois du crédit communautaire	- 2,2	- 2,3
Favoriser le développement de l'entrepreneuriat féminin	- 2,0	- 1,9
Sous-total	- 9,5	- 9,2
Sous-total	- 29,5	- 29,2
4. Nouvelles initiatives de lutte contre l'évasion fiscale	- 22,0	- 22,0
IMPACT TOTAL DES MESURES SUR LES DÉPENSES	- 219,9	- 195,1

(1) Estimation de la dépense probable. La dépense probable confirmée sera publiée dans les prochains comptes publics.

(2) Estimation du coût du service de dette en fonction des investissements.

(3) Financée à même l'enveloppe du soutien à la recherche sur la productivité, l'économie et les politiques publiques.

Q-3 LE BUDGET 2009-2010 ANNONÇAIT L'INJECTION DE 15 023 M\$ DANS L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC EN 2009 ET 2010, SOIT 8 057 M\$ EN 2009 ET 6 966 M\$ EN 2010. QUELLE EST LA SOMME DES MONTANTS RÉELLEMENT ENGAGÉS EN 2009 ET, DE FAÇON DISTINCTE, POUR LE PREMIER TRIMESTRE DE 2010. VENTILATION PAR PROGRAMME.

PLAN D'ACTION POUR SOUTENIR LES EMPLOIS ET POUR PRÉPARER LA RELANCE

- Dans l'ensemble, le Plan d'action annoncé lors du budget 2009-2010 indiquait l'injection de 15 023 M\$ dans l'économie soit :
 - 8 057 M\$ en 2009;
 - 6 966 M\$ en 2010.

Mise à jour du budget 2010-2011

- Le plan d'action de mars 2009 permettra d'injecter dans l'économie québécoise des liquidités totalisant 15 milliards de dollars.
 - En 2009, les montants engagés révisés sont de 6 803 M\$;
 - En 2010 les montants prévus révisés sont de 8 204 M\$.
- Notons que les montants réels ne sont pas encore connus.

Plan québécois des infrastructures

- Pour ce qui est de l'injection de liquidités rattachées au Plan québécois des infrastructures, le montant réel n'est pas encore connu.
- En effet, la présidente du Conseil du trésor fait rapport annuellement de l'utilisation des sommes investies.
 - Au budget 2010-2011, la Présidente a présenté le rapport sur les investissements en infrastructures publiques réalisés en 2008-2009 dans le cadre du PQI 2008-2013.
 - Il s'agit de l'information la plus récente disponible.
 - Ce rapport est présenté à l'annexe 5.2 du chapitre 5 du volume IV du budget de dépenses 2010-2011 en page 65.

**PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT : LIQUIDITÉS INJECTÉES DANS L'ÉCONOMIE QUÉBÉCOISE
EN 2009 ET 2010⁽¹⁾**
(en millions de dollars)

	Montant engagé en 2009	Montant prévu en 2010	Total sur deux ans
1. Actions additionnelles et immédiates pour soutenir les entreprises et les travailleurs	1 896	2 131	4 027
2. Investir dans les infrastructures publiques	3 952	4 279	8 230
3. Soutenir les ménages, en particulier les familles et les personnes âgées	365	480	845
4. Réduire le fardeau fiscal des entreprises pour stimuler l'investissement	330	729	1 059
5. Préparer le Québec pour la relance de l'économie	261	585	846
TOTAL	6 803	8 204	15 008

Note : Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

(1) Y compris les liquidités associées aux mesures présentées dans les bulletins d'information 2009-4, 2009-8 et 2010-3 et celles associées aux mesures du budget 2010-2011 visant à consolider la relance.

Q-4 CONCERNANT L'AUGMENTATION PRÉVUE DU SERVICE DE LA DETTE EN 2010-2011, VENTILATION DE LA HAUSSE DE 836 M\$ SELON LES PRINCIPAUX FACTEURS D'AUGMENTATION. DONNER LA MÊME INFORMATION POUR LES ANNÉES 2011-2012 À 2014-2015.

En 2009-2010, le service de la dette devrait s'établir à 6,2 milliards de dollars, dont 3,8 milliards de dollars pour le service de la dette directe et 2,4 milliards de dollars pour les intérêts au titre des régimes de retraite.

Dans l'ensemble, le service de la dette est révisé à la hausse de 50 millions de dollars par rapport au budget de mars 2009.

Le service de la dette diminue de 5,4 % en 2009-2010 en raison essentiellement de la baisse de taux d'intérêt. En 2010-2011 et en 2011-2012, le service de la dette devrait augmenter de 13,6 % et de 12,2 % respectivement. Ces variations s'expliquent par la hausse des taux d'intérêt, l'augmentation de la dette ainsi que par l'impact des rendements de la Caisse de dépôt et placement du Québec sur les revenus du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (ces derniers sont inscrits en déduction des intérêts sur le compte des régimes de retraite).

**FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU
ÉVOLUTION DU SERVICE DE LA DETTE**
(en millions de dollars)

	Budget de mars 2009	Révisions	Budget de mars 2010 ^P		
	2009-2010		2009-2010	2010-2011	2011-2012
Service de la dette directe	3 760	29	3 789	4 408	4 925
Intérêts au titre des régimes de retraite	2 344	31	2 375	2 597	2 937
Avantages sociaux futurs ⁽¹⁾	0	- 10	- 10	- 15	- 21
Service de la dette	6 104	50	6 154	6 990	7 841
Variation en %	- 7,4		- 5,4	13,6	12,2

P : Résultats préliminaires pour 2009-2010 et prévisions pour les années subséquentes.

(1) Incluent les intérêts sur l'obligation relative au régime de rentes de survivants diminué des revenus de placement du Fonds du régime de rentes de survivants et les intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés diminué des revenus de placement du Fonds des congés de maladie accumulés.

Source : Budget 2010-2011, *Le Plan Budgétaire*, tableau C.12, p. C.29.

Q-5 CONCERNANT LE PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2008-2013 : DU MONTANT BUDGÉTÉ DE 8 937,3 M\$ POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2009-2010, QUELLE EST LA SOMME RÉELLEMENT DÉPENSÉE AU 31 MARS 2010, VENTILATION PAR SECTEUR?

- Chaque année, le secrétariat du Conseil du trésor en collaboration avec le ministère des Finances publie une mise à jour du Plan québécois des infrastructures.
 - Lors du dernier budget, le gouvernement a présenté le Plan québécois des infrastructures 2009-2014.
 - Le montant prévu pour 2009-2010 est de 8 931,3 M\$.
 - Toutefois, il ne s'agit pas du montant réalisé.
- Annuellement la présidente du Conseil du trésor fait rapport sur l'utilisation des sommes investies.
 - Au budget 2010-2011, la Présidente a présenté le rapport sur les investissements en infrastructures publiques réalisés en 2008-2009 dans le cadre du PQI 2008-2013.
 - Il s'agit de l'information la plus récente disponible.
 - Ce rapport est présenté à l'annexe 5.2 du chapitre 5 du volume IV du budget de dépenses 2010-2011 en page 65.

Q-6 AU NIVEAU DES TRANSFERTS FÉDÉRAUX, LA VENTILATION DES MONTANTS QUI COMPOSENT LA RUBRIQUE « AUTRES PROGRAMMES » INSCRITE AU PLAN BUDGÉTAIRE POUR 2009-2010.

DÉTAIL DE LA RUBRIQUE « AUTRES PROGRAMMES » DES REVENUS DE TRANSFERTS FÉDÉRAUX DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU (en milliers de dollars)

	2009-2010 ^P
IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	232 190
Intégration des immigrants	232 190
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	90 576
Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	37 083
Participation des personnes handicapées au marché du travail	45 893
Services aux personnes ayant été infectées du virus de l'hépatite C	7 600
SÉCURITÉ PUBLIQUE	3
Sommet des Amériques (amortissement revenus reportés)	3
FINANCES	24 944
Transfert fiscal au titre de l'ancien programme d'allocations aux jeunes	(611 790)
Bilinguisme	38 524
Programme canadien de prêts aux étudiants	180 050
Droit à l'exportation du bois d'œuvre	7 700
Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions privilégiées	24 620
Subside basé sur la population	5 353
Compensation fédérale à l'égard de l'élimination de la taxe sur le capital	76 800
Financement de base de Chantiers Canada	100 000
Fiducie pour l'infrastructure du transport en commun (2008)	58 286
Fiducie pour le développement des collectivités	121 900
Fonds pour le recrutement de policiers	19 000
Autres revenus découlant des fiducies	4 501
ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	114 058
Enseignement aux enfants indiens	114 058
JUSTICE	29 633
Conseillers juridiques auprès des autochtones	493
Informations concernant les sentences	40
Enregistrement des actions en divorce	35
Aide juridique	26 200
Mesures québécoises de justice familiale	2 865
EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	773 336
Entente relative au marché du travail (EDMT)	657 318
Entente Canada-Québec sur le marché du travail 2008-2014 (EMT)	116 018
TRANSPORTS	339
Entretien de chemins fédéraux	138
Aménagement d'aéroports (amortissement revenus reportés)	201
Total des autres programmes	1 265 079

P : prévision du budget du Québec de mars 2010.

Q-7 COPIE DE TOUTES LES ÉTUDES, ANALYSES PRODUITES EN 2009 ET EN 2010 PORTANT SUR LES IMPACTS DE MODIFICATIONS À LA STRUCTURE FISCALE DU QUÉBEC.

- En 2009 et en 2010, deux études ont été réalisées par ou pour le compte du ministère des Finances, soit :
 - Impacts économiques des politiques du gouvernement du Québec sur la pauvreté et les inégalités (Juin 2009);
 - Document de consultation publique « Quelle cible de réduction d'émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2020 ? » (Octobre 2009).
- Le Comité consultatif sur l'économie et les finances publiques a déposé trois fascicules sous le thème *Le Québec face à ses défis* :
 - Des services publics étendus, une marge de manœuvre étroite, de nouveaux défis à relever (Décembre 2009);
 - Des pistes de solution : mieux dépenser et mieux financer nos services publics (Janvier 2010);
 - Une voie durable pour rester maîtres de nos choix (Février 2010).

Q-8 COPIE DE TOUTES LES ÉTUDES OU ANALYSES PRODUITES EN 2009 ET 2010 PAR LE MINISTÈRE DES FINANCES (AUTRES QUE LES DOCUMENTS DU BUDGET) PORTANT SUR LES IMPACTS DE HAUSSES DE TARIFS, DE TAXES OU DE NOUVELLES TARIFICATIONS DANS LES SERVICES PUBLICS TELLES QUE LA CONTRIBUTION SANTÉ.

- Les documents touchant d'éventuels tarifs, taxes, redevances ou impôts sont protégés en vertu des articles 21 et 27 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. Le ministère des Finances du Québec n'est donc pas tenu de fournir cette documentation.
- De même, le ministère des Finances du Québec n'est pas tenu de fournir les analyses produites à l'occasion de recommandations, dans le cadre d'un processus décisionnel en cours puisqu'elles sont protégées par l'article 39 de la Loi sur l'accès.
- Le ministère des Finances du Québec peut refuser de rendre publics les avis ou les recommandations faites par un membre de son personnel ou un consultant depuis moins de dix ans en vertu de l'article 37 de la Loi sur l'accès.
- Par ailleurs, dans le cadre des consultations prébudgétaires 2010-2011, le comité consultatif sur les finances publiques a produit trois fascicules portant sur les moyens à envisager pour faire face aux défis du Québec.
 - On y présente notamment les résultats de l'évaluation du coût à long terme, sur PIB réel du Québec, de hausse d'impôts, de taxes et de tarification (page 70 du document *Le Québec face à ses défis : Des pistes de solution : mieux dépenser et mieux financer nos services publics*, janvier 2010).

Q-9 LISTE DÉTAILLÉE DE TOUTES LES REVENDICATIONS FINANCIÈRES PARTICULIÈRES NON RÉGLÉES DU QUÉBEC ENVERS LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

IMPACT SUR LES REVENUS DE TRANSFERTS FÉDÉRAUX DU QUÉBEC DU RÈGLEMENT DE DIFFÉRENDS AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL (en millions de dollars)

Retour au programme de péréquation mis en place en 2007 sur la base des recommandations du rapport O'Brien	Plus de 1 000
Traitement similaire à Hydro One, dans le cadre de la péréquation, des dividendes versés par Hydro-Québec au gouvernement du Québec et découlant des activités de transport et de distribution d'électricité	Environ 250
Rétablissement du niveau des transferts pour l'éducation postsecondaire et les autres programmes sociaux au niveau qui prévalait en 1994-1995 en tenant compte de l'inflation	Environ 800
Répartition de la composante « aide sociale » du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) sur la base du nombre de bénéficiaires d'aide sociale par province plutôt que sur une base par habitant	Environ 500
Harmonisation des taxes de vente : compensation au Québec équivalente à celle qui sera versée à l'Ontario et à la Colombie-Britannique (ce qui correspond à 1,5 point de TPS prévue entre juillet 2010 et juin 2011 sur son territoire)	Environ 2 200 (non récurrent)
Différend à l'égard du programme de stabilisation des revenus	127 (non récurrent)
Réclamation du Québec concernant le grand verglas de 1998	Environ 400 (non récurrent)
Maintien de l'enveloppe supplémentaire au Transfert canadien en matière de santé (TCS) pour annuler l'impact négatif sur les paiements du Québec à la suite de l'entrée de l'Ontario à titre de bénéficiaire de péréquation jusqu'à la fin de l'entente sur la santé (31 mars 2014)	Environ 60 (à compter de 2011-2012)
Remboursement de certaines dépenses que le Québec considère admissible au Régime d'assurance publique du Canada (RAPC)	284 (non récurrent)
Réduction du coût du programme de péréquation d'une manière équitable en appliquant au résultat de la « formule O'Brien » une réduction égale, en dollars par habitants, des droits de péréquation des provinces	Entre 200 et 350 ⁽¹⁾
Application systématique de l'usage des « paiements de protection » afin que les paiements de péréquation ou d'autres transferts ne diminuent pas d'une année à l'autre	Entre 0 et 250 ⁽²⁾

Note 1 : L'impact pour le Québec dépend du règlement préalable du traitement équitable des revenus d'Hydro-Québec dans la formule. Si ce dossier est réglé, la réduction équitable du coût du programme rapporterait 200 M\$ de plus au Québec. Sinon, cette mesure rapporterait 350 M\$ de plus au Québec.

Note 2 : L'impact pour le Québec dépend du règlement préalable du traitement équitable des revenus d'Hydro-Québec et de la réduction équitable du coût du programme de péréquation. Si ces dossiers sont réglés, le Québec n'aurait pas droit à un paiement de protection puisque ses transferts fédéraux ne diminueraient plus en 2011-2012. Si ces dossiers ne sont pas réglés, le paiement de protection pourrait atteindre 250 M\$ en 2011-2012.

Q-10 ÉVOLUTION DÉTAILLÉE SUR CINQ ANS (2006-2007 À 2010-2011) DE CHAQUE SOURCE DE REVENUS QUI COMPOSENT LES REVENUS AUTONOMES DU GOUVERNEMENT EN DÉTAILLANT CHACUNE DES SOURCES AU MAXIMUM (EXEMPLE : POUR LES SOCIÉTÉS, DONNER DE FAÇON DISTINCTE LA TAXE SUR LE CAPITAL, LA TAXE SUR LA MASSE SALARIALE, CHACUNE DES TAXES SPÉCIFIQUES ET DES TAXES COMPENSATOIRES).

**FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU
ÉVOLUTION DES REVENUS PAR SOURCE**
(en millions de dollars)

	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10 ^P	2010-11 ^{P,(1)}
REVENUS AUTONOMES					
IMPÔTS SUR LES REVENUS ET LES BIENS					
IMPÔT SUR LE REVENU DES PARTICULIERS	18 480	18 648	17 949	17 498	18 644
COTISATIONS AU FONDS DES SERVICES DE SANTÉ	5 053	5 404	5 631	5 647	5 843
IMPÔTS DES SOCIÉTÉS					
- Impôt sur le revenu ⁽²⁾	2 658	2 891	2 679	n.d.	n.d.
- Taxe sur le capital ⁽²⁾	1 252	1 080	653	n.d.	n.d.
- Taxe sur les services publics (TSP)	391	373	372	n.d.	n.d.
- Taxe sur primes d'assurance	373	369	356	n.d.	n.d.
- Taxe compensatoire ⁽³⁾	105	106	116	n.d.	n.d.
- Sous-total aux impôts des sociétés	4 779	4 819	4 176	3 762	4 046
SOUS-TOTAL	28 312	28 871	27 756	26 907	28 533
TAXES À LA CONSOMMATION					
VENTE AU DÉTAIL	9 873	10 238	10 743	10 800	11 820
CARBURANTS	1 678	1 656	1 636	1 670	1 837
TABAC	678	647	594	658	619
BOISSONS ALCOOLIQUES	422	421	430	435	437
SOUS-TOTAL	12 651	12 962	13 403	13 563	14 713
DROITS ET PERMIS					
VÉHICULES AUTOMOBILES	741	757	771	756	773
RESSOURCES NATURELLES					
- Ressources forestières	5	3	-1	n.d.	n.d.
- Ressources minières	52	60	6	n.d.	n.d.
- Ressources hydrauliques	79	23	3	n.d.	n.d.
- Sous-total aux ressources naturelles	136	86	9	-15	28
AUTRES	179	197	202	209	212
SOUS-TOTAL	1 056	1 040	982	950	1 013
REVENUS DIVERS					
VENTES DE BIENS ET SERVICES	396	399	443	410	411
INTÉRÊTS	541	562	635	517	512
AMENDES, CONFISCATIONS ET RECOUVREMENTS	479	605	661	472	480
SOUS-TOTAL	1 416	1 566	1 739	1 399	1 403
REVENUS PROVENANT DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT					
SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC	710	761	806	847	882
LOTO-QUÉBEC	1 391	1 360	1 375	1 216	1 282
HYDRO-QUÉBEC ⁽⁴⁾	4 043	2 926	3 098	2 800	2 425
AUTRES	72	-22	-266	-261	-99
SOUS-TOTAL	6 216	5 025	5 013	4 602	4 490
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	49 651	49 464	48 893	47 421	50 152

Note: Depuis 2006-2007, les résultats tiennent compte de la réforme de la comptabilité gouvernementale de décembre 2007.

P : Résultats préliminaires pour 2009-2010 et prévisions pour 2010-2011.

(1) Incluant les mesures du budget 2010-2011.

(2) Après répartition des crédits d'impôt à l'encontre des revenus d'impôt sur le revenu et de la taxe sur le capital.

(3) Depuis le 1^{er} juillet 1992, les institutions financières présentes au Québec sont assujetties à une taxe compensatoire.

(4) Comprend en 2006-2007 les bénéfices réalisés par Hydro-Québec de 944 M\$ découlant de la vente de participations qu'elle détenait dans des sociétés, dont Transelec Chile.

Q-11 COÛT DES MESURES FISCALES POUR LES RÉGIONS RESSOURCES POUR L'ANNÉE 2009-2010 ET PRÉVISIONS POUR 2010-2011. DÉTAILLER LE COÛT POUR CHACUNE DES MESURES COMPRISSES DANS LA STRATÉGIE DES RÉGIONS RESSOURCES, NOMBRE D'ENTREPRISES S'ÉTANT PRÉVALUES DE LA MESURE ET COÛT FISCAL DE LA MESURE. DÉCLINAISON PAR RÉGION.

FISCALITÉ DES ENTREPRISES

- Les données présentées pour les années 2009-2010 et 2010-2011 constituent des prévisions. En effet, il est trop tôt pour obtenir des données réelles quant au coût et au nombre d'entreprises bénéficiaires des mesures fiscales.
 - Il faut comprendre que les sociétés ont jusqu'à 6 mois après la fin de leur exercice financier pour soumettre leur déclaration d'impôt auprès de Revenu Québec, qui doit ensuite les traiter.
- Ainsi, ce n'est qu'à partir de 2011 qu'il sera possible d'obtenir un portrait plus global de l'utilisation des mesures fiscales pour les régions ressources par les entreprises.

Modifications aux mesures fiscales suite au Bulletin d'information 2009-8

- Le 10 décembre 2009, le gouvernement a annoncé des modifications importantes aux mesures fiscales aux régions ressources, en raison du contexte économique difficile et afin de minimiser les impacts pour les régions ressources de la transition vers le nouveau régime plus incitatif à l'investissement.
 - Prolongation jusqu'au 31 décembre 2012 du crédit d'impôt pour les activités de transformation. Pour les régions les plus éloignées, la prolongation du crédit d'impôt s'étend jusqu'au 31 décembre 2015.
 - Le taux est réduit de 30 % à 20 % en 2010 et à 10 % par la suite.
 - Possibilité de cumuler dès 2010 le crédit d'impôt pour les activités de transformation avec le crédit d'impôt à l'investissement à taux majoré.
 - Bonification du taux du crédit d'impôt à l'investissement en région centrale et réduction du taux majoré pour la partie Ouest du Bas-Saint-Laurent.
 - Simplification et bonification du crédit d'impôt pour la Gaspésie et certaines régions maritimes et du crédit d'impôt pour la Vallée de l'aluminium.
- Il faut rappeler que dans le cadre du budget 2008-2009, le gouvernement avait annoncé la mise en place d'un régime fiscal plus favorable à l'investissement dans le but d'accroître la productivité des entreprises et de renforcer leur compétitivité à l'échelle mondiale. Le nouveau régime est en vigueur jusqu'au 31 décembre 2015.
 - Ce nouveau régime, qui donnera accès au crédit d'impôt à l'investissement à toutes les entreprises du Québec dès 2011, prévoyait entre autres l'abolition du crédit d'impôt pour les activités de transformation dans les régions ressources et du congé fiscal pour les PME manufacturières dans les régions ressources éloignées à compter du 31 décembre 2010.

Prévisions

- Pour les années 2009-2010 et 2010-2011, le total des mesures fiscales pour les régions ressources est estimé à 166 M\$ et 151 M\$ respectivement.
- Les modifications du Bulletin d'information du 10 décembre 2009 impliqueront une baisse des montants consentis en 2010-2011, mais qui sera plus que compensée par un soutien financier additionnel totalisant près de 110 M\$ de 2011-2012 à 2015-2016.
 - Le niveau d'aide fiscale devrait alors se maintenir à environ 150 M\$ par an.
- En termes d'impact financier, les deux principales mesures sont le crédit d'impôt pour les activités de transformation et le crédit d'impôt à l'investissement, qui sont applicables dans toutes les régions ressources.

MESURES FISCALES AUX RÉGIONS RESSOURCES, 2009-2010 ET 2010-2011 (en millions de dollars)

Mesures fiscales	Nombre d'entreprises ⁽¹⁾	Montant d'aide	
		2009-2010	2010-2011
Crédit d'impôt pour les activités de transformation	600	67	42
Crédit d'impôt pour la Gaspésie et certaines régions maritimes	60	10	11
Crédit d'impôt pour la Vallée de l'aluminium	55	7	6
Congé fiscal pour les PME manufacturières	1 000	37	33
Crédit d'impôt à l'investissement	1 000	45	59
Total	—	166	151

(1) Nombre moyen d'entreprises réclamant annuellement l'aide fiscale. À noter que certaines entreprises peuvent bénéficier de plus d'une mesure fiscale par année.

Répartition régionale des mesures fiscales pour les régions ressources

- Les entreprises des régions du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Bas-Saint-Laurent reçoivent plus de 50 % des mesures fiscales octroyées aux régions ressources, et ce, autant en 2009-2010 qu'en 2010-2011.

RÉPARTITION RÉGIONALE DES MESURES FISCALES POUR LES RÉGIONS RESSOURCES, 2009-2010 (en millions de dollars)

Régions ou territoires	Crédits d'impôt sur les salaires	Congé fiscal pour les PME manufacturières	Crédit d'impôt à l'investissement	Total
Bas-Saint-Laurent	21	12	7	40
Saguenay-Lac-Saint-Jean	27	14	10	51
Mauricie	18	1	6	25
Abitibi-Témiscamingue	4	5	7	16
Côte-Nord	5	2	8	15
Nord-du-Québec	f	f	3	4
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	8	2	3	13
MRC d'Antoine-Labelle, de Pontiac et de La Vallée-de-la-Gatineau	f	1	1	2
Total	84	37	45	166

(f) Coût inférieur à 1 M\$.

RÉPARTITION RÉGIONALE DES MESURES FISCALES POUR LES RÉGIONS RESSOURCES, 2010-2011 (en millions de dollars)

Régions ou territoires	Crédits d'impôt sur les salaires	Congé fiscal pour les PME manufacturières	Crédit d'impôt à l'investissement	Total
Bas-Saint-Laurent	15	10	10	35
Saguenay-Lac-Saint-Jean	18	13	14	45
Mauricie	11	1	8	20
Abitibi-Témiscamingue	3	5	9	17
Côte-Nord	4	2	10	16
Nord-du-Québec	f	f	4	4
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	8	1	3	12
MRC d'Antoine-Labelle, de Pontiac et de La Vallée-de- la-Gatineau	f	1	1	2
Total	59	33	59	151

(f) Coût inférieur à 1 M\$.

FISCALITÉ DES PARTICULIERS

- Une seule mesure concerne directement les régions ressources dans le régime d'imposition des particuliers, soit le crédit d'impôt pour les nouveaux diplômés travaillant dans une région ressource éloignée.

IMPACT FINANCIER DU CRÉDIT D'IMPÔT POUR LES NOUVEAUX DIPLÔMÉS TRAVAILLANT DANS UNE RÉGION RESSOURCE ÉLOIGNÉE (en millions de dollars)

	2009-2010 ⁽¹⁾	2010-2011 ⁽¹⁾
Abitibi-Témiscamingue	8,8	10,4
Bas-Saint-Laurent	9,0	10,6
Capitale-Nationale	0,4	0,5
Centre-du-Québec	0,1	0,1
Chaudière-Appalaches	0,2	0,3
Côte-Nord	5,0	6,0
Estrie	0,1	0,1
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	3,6	4,2
Lanaudière	0,0	0,1
Laurentides	1,3	1,5
Laval	0,0	0,0
Mauricie	0,8	0,9
Montérégie	0,2	0,2
Montréal	0,2	0,3
Nord-du-Québec	1,6	1,9
Outaouais	0,9	1,0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	16,3	19,3
Indéterminée ⁽²⁾	0,6	0,7
TOTAL	49,0	58,0

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

(1) Correspond à l'estimation publiée dans les dépenses fiscales 2009. La répartition entre les régions ressources est celle de 2008, soit la dernière année connue.

(2) Correspond aux données où le code postal est absent ou invalide.

Q-12 NOMBRE DE MÉNAGES QUI ONT BÉNÉFICIÉ DU CRÉDIT D'IMPÔT REMBOURSABLE POUR FRAIS DE GARDE, PAR ÂGE DES ENFANTS, INCLUANT LE MONTANT MOYEN REMBOURSÉ PAR RÉCLAMATION D'IMPÔT ET LE COÛT TOTAL DE CETTE MESURE FISCALE, POUR LES ANNÉES D'IMPOSITION 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 ET PRÉVISIONS POUR 2010-2011.

- Ces données ne sont disponibles qu'en année civile.

**RÉPARTITION DES SOMMES VERSÉES PAR LE CRÉDIT POUR FRAIS DE GARDE D'ENFANT – 2007
SELON L'ÂGE DES ENFANTS**

	NOMBRE D'ENFANTS	MOYENNE (\$)	TOTAL (M\$)
ÂGE DE L'ENFANT			
Moins d'un an	4 609	364	2
1	22 859	560	13
2	24 729	653	16
3	25 507	609	16
4	27 503	577	16
5	38 865	387	15
6	46 153	298	14
7	45 483	261	12
8	46 157	248	11
9	46 705	243	11
10	46 714	238	11
11	46 454	231	11
12	35 645	220	8
13	18 343	250	5
14 ou plus	22 968	341	8
Indéterminé	12 399	336	4
TOTAL	511 093	336	172

Source : MRQ.

**CRÉDIT POUR FRAIS DE GARDE D'ENFANTS
MOYENNE PAR MÉNAGE – 2007**

	NOMBRE DE MÉNAGES	MOYENNE (\$)	TOTAL (M\$)
TOTAL	364 214	472	172

Source : MRQ.

RÉPARTITION DES SOMMES VERSÉES PAR LE CRÉDIT POUR FRAIS DE GARDE D'ENFANT – 2008 SELON L'ÂGE DES ENFANTS

	NOMBRE D'ENFANTS	MOYENNE (\$)	TOTAL (M\$)
ÂGE DE L'ENFANT			
Moins d'un an	5 724	374	2
1	27 999	623	17
2	31 321	707	22
3	30 009	641	19
4	30 835	622	19
5	43 993	397	17
6	50 453	300	15
7	52 087	259	14
8	50 325	254	13
9	50 297	247	12
10	50 248	239	12
11	49 470	233	12
12	39 494	217	9
13	19 813	256	5
14 ou plus	23 907	356	8
Indéterminé	6 564	366	2
TOTAL	562 539	355	199

Source : MRQ.

CRÉDIT POUR FRAIS DE GARDE D'ENFANTS MOYENNE PAR MÉNAGE – 2008

	NOMBRE DE MÉNAGES	MOYENNE (\$)	TOTAL (M\$)
TOTAL	399 628	499	199

Source : MRQ.

CRÉDIT D'IMPÔT POUR FRAIS DE GARDE DE 2008 À 2010 (en millions de dollars)

	2007	2008	2009	2010
Crédit d'impôt remboursable pour frais de garde	172	199	231	230

Sources : MRQ pour les années 2007 et 2008 et estimations du MFQ pour 2009 et 2010.

Q-13 TOUS LES DOCUMENTS, NOTES, MÉMOS, LETTRES OU ÉTATS DE SITUATION RELATIVEMENT AU REGROUPEMENT DU FONDS RELATIF À LA TEMPÊTE DU VERGLAS ET DU FONDS D'ASSISTANCE FINANCIÈRE POUR CERTAINES RÉGIONS SINISTRÉES AINSI QUE LA VENTILATION DES ÉCONOMIES BUDGÉTAIRES PROJETÉES PAR CE REGROUPEMENT.

- Les documents consistant en une version préliminaire d'un texte législatif, contenant des informations concernant les relations avec le gouvernement fédéral ou un projet d'emprunt, sont protégés en vertu des articles 19, 21 et 36 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. Le ministère des Finances du Québec n'est donc pas tenu de fournir cette documentation.
- De même, le ministère des Finances du Québec n'est pas tenu de fournir les analyses produites à l'occasion de recommandations, dans le cadre d'un processus décisionnel en cours puisqu'elles sont protégées par l'article 39 de la Loi sur l'accès.
- Le ministère des Finances du Québec peut refuser de rendre publics les avis ou les recommandations faites par un membre de son personnel ou un consultant depuis moins de dix ans en vertu de l'article 37 de la Loi sur l'accès.

Q-14 TOUS LES DOCUMENTS, NOTES, MÉMOS, LETTRES OU ÉTATS DE SITUATION RELATIVEMENT À L'ABOLITION DU FONDS DE L'INDUSTRIE DES COURSES DE CHEVAUX AINSI QUE LA VENTILATION DES ÉCONOMIES BUDGÉTAIRES PROJÉTÉES POUR CETTE ABOLITION.

DOCUMENTS, NOTES, MÉMOS, LETTRES

- Le ministère des Finances du Québec (MFQ) n'est pas tenu de fournir les analyses produites à l'occasion de recommandations, dans le cadre d'un processus décisionnel en cours puisqu'elles sont protégées par l'article 39 de la Loi sur l'accès à l'information.
- Le MFQ peut refuser de rendre publics les avis ou les recommandations faites par un membre de son personnel ou un consultant depuis moins de dix ans en vertu de l'article 37 de la Loi sur l'accès à l'information.

ÉCONOMIES BUDGÉTAIRES

- Le Fonds de l'industrie des courses de chevaux n'est pas doté d'une structure administrative permanente et n'est régi par aucun conseil d'administration. Par conséquent, les économies reliées à son abolition sont faibles.
- Elles consistent notamment en un allègement de la tâche du vérificateur général dans l'examen global du MFQ.

**Q-15 COPIE DE TOUTES LES ÉTUDES OU ANALYSES PORTANT
SUR LES DIVERGENCES ENTRE LA COMPTABILITÉ
PUBLIQUE DU QUÉBEC, DE L'ONTARIO ET DU
GOUVERNEMENT FÉDÉRAL.**

**LISTE DES SUJETS DE DIVERGENCE À L'ÉGARD DE LA COMPTABILITÉ
PUBLIQUE ENTRE LE QUÉBEC, L'ONTARIO ET/OU LE FÉDÉRAL**

- Document 1 - Comment expliquer l'écart de déficit entre l'Ontario et le Québec
 - Analyse qui traite de la comptabilisation des dépenses de transferts liés aux investissements en immobilisations

Document produit pour le ministre et protégé en vertu de l'article 34 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*

- Document 2 - Statut des entités des réseaux de la santé et de l'éducation
 - Analyse comparative des juridictions

Avis d'un membre du personnel du Ministère produit dans le cadre d'un processus décisionnel en cours protégé en vertu de l'article 37 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*

Q-16 DÉTAILS DES CALCULS DE LA PART QUÉBÉCOISE DU TCS (COPIE DU CHIFFRIER).

- Le TCS est l'agrégat d'un transfert en espèces et d'un transfert fiscal.
- Depuis 2006-2007, l'enveloppe du TCS est indexée de 6 % annuellement jusqu'en 2013-2014.
- Pour établir le transfert en espèces que reçoit chaque province, le gouvernement fédéral procède en deux étapes.
- Premièrement, il estime la valeur des « droits totaux » au Canada.
 - Il s'agit de la somme des transferts en espèces tels que définis dans la Loi sur les arrangements fiscaux, de la valeur actuelle des points d'impôt transférés aux provinces en 1977 et de la péréquation associée à ces points d'impôt.
 - Par exemple, les « droits totaux » du TCS s'élèvent à 38,0 G\$ en 2009-2010, dont 24,0 G\$ constituent le véritable transfert en espèces du gouvernement fédéral destiné aux provinces.
- Ensuite, le gouvernement fédéral applique à ces « droits totaux » la part de la population de chaque province.
 - Par exemple, la part de population du Québec étant de 23,2 %, il se voit attribuer 8,8 G\$ des 38,0 G\$ de droits totaux pour le TCS en 2009-2010.
 - En soustrayant de ces « droits totaux » la valeur des points d'impôt dans chaque province, on obtient le transfert en espèces qui sera versé à chaque province.
- Dans le cas du Québec, une étape supplémentaire est requise en raison de l'abattement spécial du Québec.
 - Le gouvernement fédéral soustrait 13,5 % de l'impôt fédéral de base prélevé au Québec des transferts en espèces du TCS et du TCPS du Québec.
 - La répartition de la valeur de l'abattement spécial du Québec est de 62 % au TCS et 38 % au TCPS.

Q-17 DÉTAILS DES CALCULS DE LA PART QUÉBÉCOISE DU TCPS (COPIE DU CHIFFRIER).

- Depuis 2007-2008, l'enveloppe du TCPS est répartie sur une base par habitant (322 \$ par habitant en 2009-2010).
- Depuis 2009-2010, l'enveloppe du TCPS est indexée de 3 % annuellement jusqu'en 2013-2014.
- Dans le cas du Québec, une étape supplémentaire est requise en raison de l'abattement spécial du Québec :
 - Le gouvernement fédéral soustrait 13,5 % de l'impôt fédéral de base prélevé au Québec des transferts en espèces du TCS et du TCPS du Québec.
 - La répartition de la valeur de l'abattement spécial du Québec est de 62 % au TCS et 38 % au TCPS.

Q-18 DÉTAILS DES CALCULS DES PAIEMENTS DE PÉRÉQUATION DU QUÉBEC (COPIE DU CHIFFRIER).

- En vertu de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, les paiements de péréquation du Québec seront de 8 552 millions de dollars en 2010-2011. Ces paiements ne seront jamais révisés.

Q-19 DÉTAILS DES CALCULS ET ÉLASTICITÉS DE LA DEMANDE D'ÉLECTRICITÉ (RÉSIDENTIELLE, COMMERCIALE ET INSTITUTIONNELLE, INDUSTRIELLE) UTILISÉS DANS LA DOCUMENTATION BUDGÉTAIRE POUR EN ARRIVER AUX 315 M\$ DE REVENUS EN 2014-2015 (1,6 G\$ À TERME) À LA SUITE DE LA HAUSSE DES TARIFS D'ÉLECTRICITÉ.

REVENUS DE 315 M\$ EN 2014-2015 (1,6 G\$ À TERME)

- Une hausse du coût moyen de l'électricité patrimoniale de 1 ¢/kWh, pour un volume de 165 TWh (térawattheures), implique des revenus supplémentaires d'environ 1,6 G\$ (1 575 M\$).
 - La hausse des revenus de 1,6 G\$ répartie sur cinq ans représente donc, en moyenne, des revenus supplémentaires de l'ordre de 315 M\$ la première année.
- Selon la méthode habituelle de fixation des tarifs, les revenus supplémentaires de 315 M\$ annuellement se traduiront en hausses tarifaires annuelles de l'ordre de 3,7 % pendant cinq ans.
- Rappelons que pour l'établissement de la hausse tarifaire :
 - les entreprises industrielles au tarif de grande puissance sont exclues de la hausse de l'électricité patrimoniale sur la période 2014 à 2018 (tarif L industriel).
 - les contrats spéciaux ne sont pas assujettis au processus de hausses tarifaires étant donnée la nature de ces derniers.
- Par ailleurs, le rendement de 1,6 G\$ estimé de la hausse du coût de l'électricité patrimoniale, devant être versé au Fonds des générations, ne sera pas affecté par les changements de comportement des consommateurs.
 - Compte tenu que les volumes consommés au Québec dans les prochaines années excéderont le volume du bloc patrimonial de 165 TWh, l'incidence de la mesure proposée sur les volumes consommés se fera sentir exclusivement au niveau des volumes provenant de la fourniture post-patrimoniale.

ÉLASTICITÉ

- En général, l'élasticité-prix utilisée pour la demande d'électricité implique qu'une hausse de l'ordre de 10 % du prix de l'électricité se traduit par une diminution des volumes consommés de 1 %, soit une élasticité-prix de 0,1¹.
- Conséquemment, une hausse du prix de l'électricité de 20 % sur la période de 2014 à 2018 pourrait se traduire par une diminution des volumes consommés de l'ordre de 2 % sur cette période.
 - Équivaut à environ 3,3 TWh (base 2010).
- Ces effets seront pris en compte dans la prévision de revenus d'Hydro-Québec.

1 Source : Rapport du Groupe de travail sur la tarification des services publics : *Mieux tarifier pour mieux vivre ensemble*, p. 105.

Q-20 DÉTAILS DES CALCULS ET ÉLASTICITÉS DE LA DEMANDE D'ESSENCE (PARTICULIERS ET ENTREPRISES) UTILISÉS POUR EN ARRIVER AUX DIFFÉRENTS MONTANTS INSCRITS AUX REVENUS BUDGÉTAIRES À LA SUITE DE LA HAUSSE DE LA TAXE SUR L'ESSENCE.

- Les revenus prévus de la taxe sur les carburants proviennent en majorité de la consommation d'essence et de diesel. Le taux de la taxe sur l'essence est de 15,2 ¢/litre et celui sur le diesel s'élève à 16,2 ¢/litre.
- À la suite d'une hausse de prix, il est possible que les consommateurs modifient leur comportement en diminuant leur consommation.
 - En effet, l'élasticité est estimée à $-0,24^1$ pour l'essence et $-0,09^1$ pour le diesel. En effet, si le prix augmente de 1 %, la consommation d'essence diminue de 0,24 % et celle du diesel de 0,09 %.
- Cependant, il est prévu que cette baisse de consommation sera annulée par la hausse du parc de véhicules et de l'activité économique.
- Ainsi, il est estimé que chaque hausse de 1 ¢/litre du taux de la taxe sur les carburants rapporte environ 120 M\$.

HAUSSE DE LA TAXE SUR L'ESSENCE — IMPACT SUR LES REVENUS DES CARBURANTS (en millions de dollars)

	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Hausse du taux de la taxe sur les carburants	1 ¢/litre	1 ¢/litre	1 ¢/litre	1 ¢/litre
<i>Hausse cumulée</i>	1 ¢/litre	2 ¢/litre	3 ¢/litre	4 ¢/litre
Revenus supplémentaires provenant de l'augmentation de la taxe	120	240	360	480

- Tel que l'indique le tableau suivant, les revenus de la taxe sur les carburants ont peu varié au cours des dernières années malgré les hausses du prix moyen de l'essence.

(en millions de dollars)

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010 ^P	2010-2011 ^{P(1)}
Revenus de la taxe sur les carburants	1 678	1 656	1 636	1 670	1 837

P : Résultat préliminaire pour 2009-2010 et prévision pour 2010-2011.

(1) Incluant l'impact de la hausse du taux de la taxe de 1 cent le litre à compter du 1^{er} avril 2010.

¹ Les élasticités utilisées proviennent des modèles du ministère des Finances servant à la prévision de revenus et sont compatibles avec les élasticités estimées dans d'autres juridictions.

Q-21 TAUX D'EMPRUNT DES ÉMISSIONS DE DETTE EN 2009 ET 2010. ÉCARTS ENTRE LES TAUX D'EMPRUNT DU QUÉBEC ET CEUX DE NOS PRINCIPAUX VOISINS. PRÉVISIONS UTILISÉES SUR LES TAUX D'EMPRUNT POUR LES CINQ PROCHAINES ANNÉES. PRÉVISIONS SUR L'ÉCART ENTRE LES TAUX D'EMPRUNT DU QUÉBEC ET CEUX DE NOS PRINCIPAUX VOISINS.

TAUX DE RENDEMENT SUR LES OBLIGATIONS À 10 ANS EN 2009-2010⁽¹⁾
(en pourcentage)

	Québec	Ontario	Écart
Avril 2009	4,45	4,27	0,18
Mai 2009	4,32	4,19	0,13
Juin 2009	4,47	4,41	0,06
Juillet 2009	4,34	4,30	0,04
Août 2009	4,32	4,27	0,05
Septembre 2009	4,20	4,14	0,06
Octobre 2009	4,22	4,14	0,08
Novembre 2009	4,20	4,13	0,07
Décembre 2009	4,23	4,18	0,05
Janvier 2010	4,23	4,18	0,05
Février 2010	4,17	4,13	0,04
Mars 2010	4,22	4,19	0,03
Moyenne	4,28	4,21	0,07

(1) Moyennes de données quotidiennes.
Source : PC-Bond.

Les informations suivantes sont publiées par le ministère des Finances dans les documents budgétaires.

Tableau B.8 – Page B.37
MARCHÉS FINANCIERS CANADIENS
(taux en pourcentage)

	2009	2010	2011
Taux cible du financement à un jour	0,4	0,5	1,4
Bons du Trésor – 3 mois	0,4	0,6	1,7
Obligations – 10 ans	3,3	3,8	4,5

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances du Québec.

Q-22 MONTANTS À INSCRIRE AU SERVICE DE LA DETTE EN VERTU DE L'EFFONDREMENT DU FARR ET DU FONDS DES GÉNÉRATIONS À LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT EN 2008, POUR LES CINQ PROCHAINES ANNÉES.

FARR

- En vertu de la convention comptable, la « valeur de marché redressée » du FARR est ajustée chaque année en fonction des rendements réalisés par le FARR. Lorsque, pour une année donnée, le rendement réalisé diffère du rendement de long terme prévu, l'écart entre les deux est étalé sur cinq ans. Cela signifie, toutes choses étant égales par ailleurs, que la valeur de marché redressée et la valeur au marché se rejoignent sur une période de cinq ans. Il est important de noter que cette méthode est appliquée tant lorsque les rendements sont meilleurs qu'anticipés que lorsqu'ils sont moins bons¹.

IMPACTS DES RENDEMENTS DE LA CAISSE SUR LE SERVICE DE LA DETTE⁽¹⁾
(en millions de dollars)

	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Avant 2008-2009	48	80	58
En 2008-2009	- 307	- 635	- 985
En 2009-2010		24	49
Total	- 259	- 531	- 878

Note : Un signe négatif signifie une augmentation du service de la dette et un signe positif, une diminution.

(1) Il s'agit de l'impact des rendements supérieurs ou inférieurs au taux de rendement attendu de 6,75 % sur le FARR.

Source : Budget 2010-2011, *Le Plan Budgétaire*, tableau D.24, p. D.37.

FONDS DES GÉNÉRATIONS

- Les revenus du Fonds des générations ne sont pas inscrits en réduction du service de la dette.

¹ Source : Budget 2010-2011, *Le Plan Budgétaire*, p. D.36.

Q-23 LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE. INDIQUER LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.

- Voir la réponse aux pages suivantes.

Q-23 LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu
ACCESSIBILITÉ WEB	Formation en informatique	425,00 \$	1	Montréal
ACTI.COM	Formation sur les présentations stratégiques	3 400,00 \$	6	Québec
ACTI.COM	Formation sur les présentations stratégiques	3 300,00 \$	8	Québec
AFI - ACADEMIE DE FORMATION INFORMATIQUE INC.	Formation en bureautique	230,00 \$	2	Québec
AFI - ACADEMIE DE FORMATION INFORMATIQUE INC.	Formation en bureautique	175,00 \$	1	Québec
AFI - ACADEMIE DE FORMATION INFORMATIQUE INC.	Formation en bureautique	115,00 \$	1	Québec
AFI - ACADEMIE DE FORMATION INFORMATIQUE INC.	Formation en informatique	645,00 \$	1	Québec
AFI - ACADEMIE DE FORMATION INFORMATIQUE INC.	Formation en informatique	230,00 \$	1	Québec
AFI - ACADEMIE DE FORMATION INFORMATIQUE INC.	Formation en informatique	3 950,00 \$	2	Québec
AFI - ACADEMIE DE FORMATION INFORMATIQUE INC.	Formation en bureautique	115,00 \$	1	Québec
AFI - ACADEMIE DE FORMATION INFORMATIQUE INC.	Formation en informatique	5 400,00 \$	3	Québec
AFI - ACADEMIE DE FORMATION INFORMATIQUE INC.	Formation en bureautique	115,00 \$	1	Québec
AFI - ACADEMIE DE FORMATION INFORMATIQUE INC.	Formation en bureautique	920,00 \$	4	Québec
AFI - ACADEMIE DE FORMATION INFORMATIQUE INC.	Formation en bureautique	200,00 \$	1	Québec
ANGLAIS EN ACTION	Cours d'anglais	750,00 \$	1	Québec
APELL	Solutions d'affaires pour les administrations publiques	225,00 \$	1	Québec
APFF - ASS. DE PLANIFICATION FISCALE & FINANCIÈRE	Symposium sur les taxes à la consommation	610,00 \$	2	Bromont
APFF - ASS. DE PLANIFICATION FISCALE & FINANCIÈRE	Congrès 2009	2 716,00 \$	7	Québec
APFF - ASS. DE PLANIFICATION FISCALE & FINANCIÈRE	Symposium 2010	670,00 \$	1	Montréal
APSSAP	Formation en santé et sécurité au travail	120,00 \$	1	Québec
APVCSI - ASS. DES PROFESSIONNELS DE LA VÉRIFICATION ET DU CONTRÔLE DES SYSTÈMES D'INFORMATION	Formation en vérification	1 710,00 \$	9	Québec
AQME - ASS. QUÉBÉCOISE POUR LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE	Conférence : Agence de l'efficacité énergétique	55,00 \$	1	Québec
ASDEQ - ASS. DES ÉCONOMISTES QUÉBÉCOIS	Formations dans le domaine économique	3 402,00 \$	8	Montréal
ASDEQ - ASS. DES ÉCONOMISTES QUÉBÉCOIS	Congrès 2009	3 791,76 \$	8	Montréal
ASDEQ - ASS. DES ÉCONOMISTES QUÉBÉCOIS	Formations dans le domaine économique	3 402,00 \$	8	Montréal
ASDEQ - ASS. DES ÉCONOMISTES QUÉBÉCOIS	Conférence en sciences économiques	150,00 \$	2	Québec
ASDEQ - ASS. DES ÉCONOMISTES QUÉBÉCOIS	Conférence en sciences économiques	180,00 \$	1	Montréal
ASSOCIATION DE LA SÉCURITÉ INFORMATION DU QUÉBEC	Colloque québécois de la sécurité de l'information	2 280,00 \$	2	Québec
ASSOCIATION DES ARCHIVISTES DU QUÉBEC	Gestion de projet	65,00 \$	1	Montréal
ASSOCIATION DES ARCHIVISTES DU QUÉBEC	38e congrès	630,00 \$	2	Québec
ASSOCIATION DES ARCHIVISTES DU QUÉBEC	Formation en archivistique	130,00 \$	2	Québec
ASSOCIATION DES CADRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	Réunion annuelle des cadres	400,00 \$	2	Montréal
ASSOCIATION DES CADRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	Initiation aux marchés financiers	279,00 \$	1	Montréal
ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN	Principes de base en valeurs mobilières	398,67 \$	1	Montréal
ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN - DIVISION QUÉBEC	Le code civil du Québec 15 ans après	310,08 \$	1	Montréal
ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN - DIVISION QUÉBEC	Circulation des documents juridiques sur Internet	220,00 \$	2	Québec

* PAPE : Programme d'aide à la poursuite des études

Q-23 LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu
ASSOCIATION DU JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL	Conférence sur la législation	451,50 \$	1	Montréal
ATELIER DE FORMATION LINGUISTIQUE JPL	Révision de textes et corrections d'épreuves	325,00 \$	1	Québec
BARREAU DU QUÉBEC	Colloque assurances	367,67 \$	1	Montréal
BARREAU DU QUÉBEC	Conférence Barreau du Québec	35,44 \$	1	Québec
BARREAU DU QUÉBEC	Survol des modifications Loi faillite	26,58 \$	1	Québec
BARREAU DU QUÉBEC	Droit municipal : de la théorie	398,67 \$	1	Québec
BARREAU DU QUÉBEC	Formation pratique en matière contractuelle	73,53 \$	1	Montréal
BARREAU DU QUÉBEC	Responsabilités juridiques	70,88 \$	1	Montréal
BARREAU DU QUÉBEC	Séminaire	398,67 \$	1	Montréal
BARREAU DU QUÉBEC	Colloque Municipal Barreau du Québec	367,67 \$	1	Québec
BELL	Formation sur la téléphonie IP	25 000,00 \$	420	Québec
BELL	Formation d'administrateur du système téléphonique	3 300,00 \$	1	Québec
BELL	Formation implantation d'une nouvelle technologie	1 398,00 \$	2	Québec
BRUNO OUELLETTE	Conférence : Développement des habiletés de gestion	5 626,96 \$	90	Québec
BUREAU DE CONFÉRENCIERS ORIZON INC.	Formation en développement des ressources humaines	3 020,00 \$	100	Québec
CAMIQ INC.	Développement organisationnel	1 860,00 \$	27	Québec
CAMIQ INC.	Développement organisationnel	300,00 \$	7	Québec
CAMIQ INC.	Développement organisationnel	60,00 \$	2	Québec
CAMIQ INC.	Développement organisationnel	900,00 \$	1	Québec
CAMIQ INC.	Développement organisationnel	2 145,00 \$	30	Québec
CAMIQ INC.	Développement organisationnel	1 330,00 \$	17	Québec
CEALS	Cours d'anglais	1 910,50 \$	6	Québec
CEALS	Cours d'anglais	10 998,00 \$	36	Québec
CEALS	Cours d'anglais	2 068,00 \$	37	Québec
CEALS	Cours d'anglais	4 136,00 \$	47	Québec
CEALS	Cours d'anglais	4 136,00 \$	42	Québec
CEALS	Cours d'anglais	3 856,00 \$	6	Québec
CEALS	Cours d'anglais	2 068,00 \$	37	Québec
CEALS	Cours d'anglais	3 102,00 \$	37	Québec
CEALS	Cours d'anglais	4 136,00 \$	42	Québec
CEALS	Cours d'anglais	840,00 \$	1	Québec
CEALS	Cours d'anglais	700,00 \$	1	Québec
CEALS	Cours d'anglais	367,50 \$	1	Québec
CEALS	Cours d'anglais	525,00 \$	1	Québec
CEALS	Cours d'anglais	775,50 \$	2	Québec
CENTRE MICROBUR ENR.	Perfectionnement en français écrit	417,00 \$	1	Québec
CERCLE DE FINANCE DU QUÉBEC	Formation pour expert en finance	755,00 \$	12	Québec

Q-23 LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu
CERCLE DE FINANCE DU QUÉBEC	Formation pour expert en finance	105,00 \$	2	Québec
CERCLE DE FINANCE DU QUÉBEC	Formation pour expert en finance	755,00 \$	12	Québec
CERCLE DE FINANCE DU QUÉBEC	Formation pour expert en finance	950,00 \$	15	Québec
CERCLE DE FINANCE DU QUÉBEC	Formation pour expert en finance	405,00 \$	7	Québec
CERCLE DE FINANCE DU QUÉBEC	Formation pour expert en finance	365,00 \$	6	Québec
CERCLE DE FINANCE DU QUÉBEC	Formation pour expert en finance	665,00 \$	11	Québec
CERCLE DE FINANCE DU QUÉBEC	Formation pour expert en finance	1 235,00 \$	19	Québec
CERCLE DE FINANCE DU QUÉBEC	Formation pour expert en finance	535,00 \$	9	Québec
CERCLE DE LA FINANCE INTERNATIONALE DE MONTRÉAL	La crise économique mondiale et ses causes	165,00 \$	3	Québec
CFA INSTITUTE	Examen 3 CFA - PAPE*	644,47 \$	1	Québec
CFA INSTITUTE	Formation pour expert en analyse financière	1 290,00 \$	23	Québec
CFA QUÉBEC	Formation pour expert en analyse financière	390,00 \$	6	Québec
CFA QUÉBEC	Formation pour expert en analyse financière	640,00 \$	14	Québec
CFA QUÉBEC	Formation pour expert en analyse financière	1 445,00 \$	24	Québec
CFA QUÉBEC	Formation pour expert en analyse financière	825,00 \$	15	Québec
CFA QUÉBEC	Formation pour expert en analyse financière	3 585,00 \$	20	Québec
CIRANO	Conférence en économie et finances publiques	1 500,00 \$	31	Québec
CIRANO	Conférence en économie et finances publiques	30,00 \$	1	Montréal
CLA - CANADIAN LIBRARY ASSOCIATION	Formation en documentation	75,00 \$	1	Montréal
CLUB LES OPTIMATES	Formation en présentation publique	645,00 \$	3	Québec
COLLÈGE MULTIHÉXA (LE)	Formation en bureautique	216,00 \$	1	Québec
COLLÈGE MULTIHÉXA (LE)	Formation en bureautique	108,00 \$	1	Québec
COLLÈGE MULTIHÉXA (LE)	Formation en bureautique	230,00 \$	1	Québec
COLLÈGE MULTIHÉXA (LE)	Formation en bureautique	108,00 \$	1	Québec
COLLÈGE MULTIHÉXA (LE)	Formation en bureautique	230,00 \$	1	Québec
COLLÈGE MULTIHÉXA (LE)	Formation en bureautique	230,00 \$	1	Québec
COLLÈGE MULTIHÉXA (LE)	Formation en bureautique	230,00 \$	1	Québec
COLLÈGE MULTIHÉXA (LE)	Formation en bureautique	115,00 \$	1	Québec
COLLÈGE MULTIHÉXA (LE)	Formation en bureautique	230,00 \$	1	Québec
COLLÈGE MULTIHÉXA (LE)	Formation en bureautique	115,00 \$	1	Québec
COMAQ (Corporation des officiers municipaux agréés du Québec)	Rédaction du règlement municipal	375,00 \$	1	Québec
COMMISSAIRE AU LOBBYISME DU QUÉBEC	La Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme	150,00 \$	1	Québec
COMPTABLES AGRÉÉS DE QUÉBEC	Conférence CA	17,72 \$	1	Québec
COMTOIS & CARIGNAN	Formation technique en télécommunication	125,00 \$	1	D'Anjou
COMTOIS & CARIGNAN	Formation technique en télécommunication	375,00 \$	1	D'Anjou
COMTOIS & CARIGNAN	Formation technique en télécommunication	795,00 \$	1	D'Anjou
COMTOIS & CARIGNAN	Formation technique en télécommunication	495,00 \$	1	Québec

* PAPE : Programme d'aide à la poursuite des études

Q-23 LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS

Nom fournisseur	Activité	Cout	Nombre de participants	Lieu
CONFERENCE BOARD OF CANADA	Intergovernmental Forum on Risk Management 2009	1 735,00 \$	1	Ottawa
CONFÉRENCE DES JURISTES DE L'ÉTAT	23e Conférence des juristes de l'État	540,00 \$	2	Québec
CRHA - Ordre conseillers ressources humaines agréés	Le savoir-faire marketing au service du recrutement	300,00 \$	1	Québec
CRIM FORMATION	Formation en technologie de l'information	70,00 \$	1	Québec
CRIM FORMATION	Formation en technologie de l'information	895,00 \$	1	Québec
CSI GLOBAL EDUCATION INC. - Canadian Security Industry	Cours d'initiation aux produits dérivés	784,48 \$	1	Québec
CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	Formation à l'ÉNAP	345,00 \$	1	Québec
CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	Formation à l'ÉNAP	295,00 \$	1	Québec
CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	Formation en leadership	220,00 \$	4	Québec
CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	Formation à l'ÉNAP	195,00 \$	1	Québec
CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	Gouvernance, continuité des affaires et sécurité	245,00 \$	1	Québec
CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	Développement des habiletés de gestion	4 050,00 \$	2	Québec
CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	Programme de formation en gestion publique	5 723,00 \$	3	Québec
CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	Programme de formation en gestion publique	11 625,00 \$	3	Québec
CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	Développement des habiletés de gestion	2 025,00 \$	1	Québec
CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	Développement des habiletés de gestion	2 025,00 \$	1	Québec
CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	Développement des habiletés de gestion	2 025,00 \$	1	Québec
CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	Développement des habiletés de gestion	2 250,00 \$	1	Québec
CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	Développement des habiletés de gestion	2 250,00 \$	1	Québec
CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	Développement des habiletés de gestion	400,00 \$	1	Québec
CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	Programme de formation en gestion publique	3 694,00 \$	2	Québec
CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	Soutien à la gestion	525,00 \$	1	Québec
CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	Processus d'affaires et systèmes d'information	1 100,00 \$	4	Québec
CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	Formation en leadership	110,00 \$	2	Québec
CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	La mise en œuvre d'un changement stratégique	410,00 \$	1	Québec
CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	Formation des chargés de projet	1 300,00 \$	1	Québec
CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	Transformation des organisations	370,00 \$	1	Québec
CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	Développement en technologies de l'information	640,00 \$	2	Québec
CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	Conférence développement des ressources humaines	55,00 \$	1	Québec
CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	Conférence développement des ressources humaines	55,00 \$	1	Québec
CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	Développement des habiletés de gestion	2 250,00 \$	1	Québec
CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	Aspects théoriques et pratiques du logiciel	175,00 \$	1	Québec
CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	Formation pour gestionnaires	1 700,00 \$	1	Québec
CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	Développement des habiletés de gestion	2 250,00 \$	1	Québec
CSPQ - CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	Développement des habiletés de gestion	2 250,00 \$	1	Québec
DISTRIBUTION R. GRONDIN (C.F.S.Q.)	Formation en secourisme	96,00 \$	1	Québec
ÉDILEX INC.	Cadre législatif des marchés publics	295,00 \$	1	Québec

Q-23 LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu
ÉDITIONS INFOPRESSE	Journée Infopresse : institutions financières	360,00 \$	1	Québec
ÉNAP - ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Soutien à la carrière	800,00 \$	2	Québec
ÉNAP - ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Programme de formation en gestion publique	4 176,00 \$	2	Québec
ÉNAP - ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Programme d'apprentissage pour les professionnels	3 400,00 \$	1	Québec
ÉNAP - ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Programme de formation en gestion publique	1 938,00 \$	1	Québec
ÉNAP - ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Les enjeux et l'évolution de la gestion publique	750,00 \$	1	Québec
ÉNAP - ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Appréciation par simulation	1 650,00 \$	1	Québec
ÉNAP - ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Développement des habiletés de gestion	2 250,00 \$	1	Québec
ÉNAP - ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Soutien à la carrière	250,00 \$	1	Québec
ÉNAP - ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Formation en développement des ressources humaines	3 400,00 \$	1	Québec
ÉNAP - ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Maîtriser l'art de la délégation	850,00 \$	2	Québec
ÉNAP - ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Soutien à la carrière	500,00 \$	2	Québec
ÉNAP - ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Management des organisations publiques PAPE*	255,01 \$	1	Québec
ÉNAP - ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Appréciation par simulation - Développement	1 700,00 \$	1	Québec
ÉNAP - ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Soutien à la carrière	850,00 \$	2	Montréal
ÉNAP - ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Programme d'apprentissage pour les professionnels	3 400,00 \$	1	Québec
ÉNAP - ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Soutien à la carrière	400,00 \$	1	Québec
ÉNAP - ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	Soutien à la carrière	250,00 \$	1	Québec
ESSE LEADERSHIP	Formation en développement des ressources humaines	95,00 \$	1	Québec
ESSE LEADERSHIP	Formation en développement des ressources humaines	2 800,00 \$	1	Québec
ESSE LEADERSHIP	Développement des habiletés de gestion	55,00 \$	1	Québec
EVO	Formation en développement des ressources humaines	950,00 \$	16	Québec
FÉDÉRATION DES SECRÉTAIRES PROFESSIONNELLES DU QC	Congrès annuel	660,00 \$	2	Montréal
FORMATION 4 TEMPS	Développement des habiletés rédactionnelles	456,00 \$	2	Québec
FORMATION 4 TEMPS	Formation en développement des ressources humaines	215,00 \$	1	Lévis
FORMATION EXPERT	Préparation à la retraite	450,00 \$	15	Québec
FORMATION QUALITEMPS	Formation en développement des ressources humaines	246,40 \$	1	Québec
FORMATION QUALITEMPS	Développement des habiletés rédactionnelles	320,00 \$	1	Québec
FORMATION QUALITEMPS	Développement des habiletés rédactionnelles	563,20 \$	2	Québec
FORMATION QUALITEMPS	Formation en bureautique	320,00 \$	1	Québec
FORMATION TERRA NOVA INC.	Formation au personnel du MFQ sur la sécurité de l'information	24 172,50 \$	715	Québec
FORUM DES GESTIONNAIRES EN RESSOURCES HUMAINES	Congrès 2009	3 400,00 \$	5	Montréal
FORUM DES GESTIONNAIRES EN RESSOURCES FINANCIÈRES	Conférence en management	220,00 \$	11	Québec
FORUM DES GESTIONNAIRES EN RESSOURCES FINANCIÈRES	Assemblée générale annuelle	360,00 \$	11	Québec
FORUM DES GESTIONNAIRES EN TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	Les services partagés : orientations, réalisations	175,00 \$	5	Québec
FORUM DES RESPONSABLES DE LA VÉRIFICATION INTERNE	La Loi sur la gouvernance des sociétés d'État	595,00 \$	17	Québec

* PAPE : Programme d'aide à la poursuite des études

Q-23 LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu
FORUM DES RESPONSABLES DES COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT	Journée des communications gouvernementales 2009	600,00 \$	3	Québec
GARTNER CANADA CO.	Congrès sur les technologies de l'information	3 200,00 \$	1	Etats-Unis
GP-QUÉBEC	Gestion de projets publics	380,00 \$	4	Québec
GROUPE CONSEIL CFC	Programme de développement pour gestionnaires	1 795,00 \$	1	Québec
GROUPE CONSEIL CFC	Programme de développement pour gestionnaires	1 795,00 \$	1	Québec
GROUPE CONSEIL CFC	Perfectionnement en français écrit	616,25 \$	1	Québec
GROUPE CONSEIL CFC	Développement organisationnel	1 200,00 \$	10	Québec
GROUPE CONSEIL CFC	Programme de développement pour gestionnaires	1 795,00 \$	1	Québec
GROUPE CONSEIL CFC	Programme de développement pour gestionnaires	1 795,00 \$	1	Québec
GROUPE CONSEIL CFC	Formation en développement des ressources humaines	2 541,50 \$	2	Québec
GROUPE CONSEIL CFC	Développement des habiletés professionnelles	658,75 \$	1	Québec
GROUPE CONSEIL CFC	Programme de développement pour gestionnaires	5 385,00 \$	1	Québec
HTG MANAGEMENT GROUP	6e National Conférence on Tobacco or Health	775,00 \$	1	Montréal
IAPGM - INSTITUT DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE DU GRAND MONTRÉAL	Conférence sur le partenariat public-privé	160,00 \$	1	Québec
IAPQ - INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DE QUÉBEC	Formation pour administrateurs publics	1 000,00 \$	5	Québec
IAPQ - INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DE QUÉBEC	Conférence : Le Québec, chef de file en matière de soutien aux familles	55,00 \$	1	Québec
IC FORMATION	Conférence - Développement organisationnel	2 657,03 \$	196	Québec
ICRA - INST CAN DE LA RETRAITE & AVANTAGES SOCIAUX	15e conférence régionale	975,00 \$	1	Québec
IDE CONSEIL	Formation en développement des ressources humaines	400,00 \$	1	Saint-Alexis des Monts
IFM- INSTITUT DE FINANCES MATHÉMATIQUE DE MONTRÉAL	Gestion intégrée des risques	795,00 \$	1	Montréal
IGF - INSTITUT DE LA GESTION FINANCIÈRE DE QUÉBEC	Forfaits pour participations aux activités de l'IGF	14 000,00 \$	40	Québec
INITIUM	Gestion de projets	743,15 \$	1	Québec
INSIGHT INFORMATION CO	Conférence : Gaz à effet de serre	1 395,00 \$	1	Montréal
INSTITUT CANADIEN (L')	Conférence : Prévenir, surmonter et détecter la fraude.	1 795,00 \$	1	Montréal
INSTITUT CANADIEN (L')	Conférence : Lutte contre le blanchiment d'argent	1 195,00 \$	1	Québec
INSTITUT D'ASSURANCE DE DOMMAGES DU QUÉBEC	Conférence : Assurances de dommages	180,00 \$	1	Québec
INSTITUT DES VÉRIFICATEURS INTERNES SECTION QUÉBEC	La gestion des risques de fraude	150,00 \$	2	Québec
INTERQUALIA MD	Programme d'aide aux employés	2 500,00 \$	1	Québec
ISACA - INFORMATION SYST. AUDIT & CONTROL ASSOCIATION	Formation en contrôle et en audit	1 950,00 \$	10	Québec
ISACA - INFORMATION SYST. AUDIT & CONTROL ASSOCIATION	Formation en contrôle et en audit	585,00 \$	3	Québec
ISACA - INFORMATION SYST. AUDIT & CONTROL ASSOCIATION	Formation en contrôle et en audit	1 950,00 \$	11	Québec
ISACA - INFORMATION SYST. AUDIT & CONTROL ASSOCIATION	Formation en contrôle et en audit	720,00 \$	1	Québec

Q-23 LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu
KPMG - CABINET DE VÉRIFICATION, FISCALITÉ ET SERVICE CONSEIL	Application normes internationales information financière	35 000,00 \$	20	Québec
MASSTOR TECHNOLOGIES INC.	Formation en informatique	1 800,00 \$	1	Montréal
MATHIEU TANGUAY CFA	Séminaire d'analyse technique	4 500,00 \$	17	Québec
MICHÈLE POIRIER ET ASSOCIÉS	Formation sur les aptitudes en gestion	1 290,00 \$	1	Québec
OCAQ - ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC	Formation en comptabilité	50,00 \$	1	Québec
OCAQ - ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC	Formation en comptabilité	22 386,00 \$	112	Québec
OCAQ - ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC	Formation en comptabilité	3 198,00 \$	4	Québec
OCAQ - ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC	Programme de leadership stratégique CMA 1ère année PAPE*	800,00 \$	1	Québec
OCAQ - ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC	Congrès 2009	500,00 \$	1	Québec
OCAQ - ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC	Formation en comptabilité	500,00 \$	1	Québec
OCAQ - ORDRE DES COMPTABLES AGRÉÉS DU QUÉBEC	Formation en comptabilité	440,00 \$	1	Québec
OPUS 3 INC.	Forum en santé et sécurité au travail	165,00 \$	1	Québec
ORA*GEC	Formation en informatique	93,03 \$	3	Québec
ORDRE DES CGA DU QUÉBEC	Application au milieu professionnel PAPE*	474,08 \$	1	Québec
ORDRE DES CGA DU QUÉBEC	Conférence CGA	10,00 \$	1	Québec
ORDRE DES COMPTABLES EN MANAGEMENT ACCRÉDITÉS DU QUÉBEC	Programme leadership stratégique CMA 1re année PAPE*	3 317,59 \$	1	Québec
ORDRE DES COMPTABLES EN MANAGEMENT ACCRÉDITÉS DU QUÉBEC	Programme leadership stratégique CMA 1re année PAPE*	3 403,05 \$	1	Québec
ORDRE DES COMPTABLES EN MANAGEMENT ACCRÉDITÉS DU QUÉBEC	Programme leadership stratégique CMA PAPE*	1 600,00 \$	1	Québec
ORDRE DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES ET RELATIONS INDUSTRIELLES	Formation en développement des ressources humaines	150,00 \$	1	Québec
ORDRE DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES ET RELATIONS INDUSTRIELLES	Congrès annuel	1 035,00 \$	1	Montréal
PERFORMEX	Formation en développement des ressources humaines	8 000,00 \$	9	Québec
PRODUCTIONS 4 TEMPS S.E.N.C.	Conférence : Fraudes et exploitations financières	500,00 \$	2	Québec
PRODUCTIONS MOT À MOT (LES)	Formation en management et relations de travail	890,00 \$	10	Québec
PRODUCTIONS MOT À MOT (LES)	Développement organisationnel	475,00 \$	5	Québec
PRODUCTIONS MOT À MOT (LES)	Développement organisationnel	525,00 \$	5	Québec
PRODUCTIONS MOT À MOT (LES)	Développement organisationnel	420,00 \$	4	Québec
RÉGIE DES RENTES	Séance d'information : régime des rentes	325,00 \$	18	Québec
RÉGIE DES RENTES	Séminaire perspectives démographiques, économiques et financières	450,00 \$	3	Québec
REGROUPEMENT RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES...	Formation en santé et sécurité au travail	370,00 \$	1	Québec
REGROUPEMENT RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES...	Formation en santé et sécurité au travail	245,00 \$	1	Québec

* PAPE : Programme d'aide à la poursuite des études

Q-23 LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu
REGROUPEMENT RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES...	Formation en santé et sécurité au travail	185,00 \$	1	Québec
REGROUPEMENT RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES...	Formation en santé et sécurité au travail	1 413,00 \$	1	Québec
REGROUPEMENT RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES...	Formation en santé et sécurité au travail	235,00 \$	1	Québec
REGROUPEMENT RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES...	Formation en santé et sécurité au travail	240,00 \$	2	Québec
REGROUPEMENT RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES...	Formation en santé et sécurité au travail	315,00 \$	1	Québec
REGROUPEMENT RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES...	Formation en santé et sécurité au travail	470,00 \$	1	Québec
REGROUPEMENT RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES...	Formation en santé et sécurité au travail	155,00 \$	1	Québec
REGROUPEMENT RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES...	Formation en santé et sécurité au travail	430,00 \$	2	Québec
RÉSEAU SANTÉ-TRAVAIL	Cadre légal en relations de travail	150,00 \$	1	Québec
RÉSEAU SANTÉ-TRAVAIL	Formation en santé et sécurité au travail	235,00 \$	1	Québec
RIM	Formation technique en télécommunication	687,50 \$	1	Québec
SAS CANADA	SAS macro language 1 : essentials	990,00 \$	1	Montréal
SAS CANADA	SAS Platform administration : fast track	6 600,00 \$	2	Ottawa
SECRÉTARIAT DU CONSEIL CANADIEN DES CONTRÔLEURS	30e conférence annuelle des contrôleurs	1 400,00 \$	2	Nunavut
SERVICES CONSEILS HARDY (LES)	Langage SAS intermédiaire	2 581,00 \$	2	Québec
SERVICES CONSEILS HARDY (LES)	Introduction au logiciel SAS	2 581,00 \$	2	Québec
SERVICES CONSEILS HARDY (LES)	Langage SAS intermédiaire	5 162,00 \$	4	Québec
SERVICES CONSEILS HARDY (LES)	Introduction au logiciel SAS	1 343,90 \$	1	Québec
SERVICES CONSEILS HARDY (LES)	Langage MACRO de SAS	921,15 \$	1	Québec
SERVICES CONSEILS HARDY (LES)	Langage SAS intermédiaire	1 343,90 \$	1	Québec
SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SCIENCE ÉCONOMIQUE	Congrès 2009	250,00 \$	1	Sainte-Adèle
SOLUTIONS WEB PACO INC.	Formation en développement des ressources humaines	105,00 \$	2	Québec
SOLUTIONS WEB PACO INC.	Formation en développement des ressources humaines	105,00 \$	1	Québec
SYNESIS-VERSALYS FORMATION	Formation en informatique	1 875,00 \$	1	Montréal
SYNESIS-VERSALYS FORMATION	Formation en bureautique	790,00 \$	1	Québec
SYNESIS-VERSALYS FORMATION	Formation en bureautique	220,00 \$	1	Québec
SYNESIS-VERSALYS FORMATION	Formation en bureautique	220,00 \$	1	Québec
SYNESIS-VERSALYS FORMATION	Formation en bureautique	395,00 \$	1	Québec
SYNESIS-VERSALYS FORMATION	Formation en informatique	790,00 \$	1	Québec
SYNESIS-VERSALYS FORMATION	Formation en informatique	395,00 \$	1	Québec
SYNESIS-VERSALYS FORMATION	Formation en bureautique	220,00 \$	1	Québec
SYNESIS-VERSALYS FORMATION	Formation en bureautique	1 350,00 \$	1	Québec
TECHNOLOGIA FORMATION	Développement des habiletés de gestion	750,00 \$	1	Québec
TÉLUQ	FIN 6075 Contrôle budgétaire PAPE*	227,94 \$	1	Québec
TÉLUQ	FIN-6080 Gestion de risque organisation informatisée PAPE*	227,94 \$	1	Québec
TÉLUQ	FIN6060 CGA - Financement entreprise PAPE*	506,10 \$	1	Québec
TÉLUQ	Rédaction fondamentale PAPE*	503,31 \$	1	Québec

Q-23 LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu
TÉLUQ	FIN6050 Diagnostique financier indicateur performance PAPE*	307,94 \$	1	Québec
TÉLUQ	FIN6053 Analyse des investissements et valeur ajoutée PAPE*	241,46 \$	1	Québec
TÉLUQ	FIN-6080 Gestion de risque organisation informatisée PAPE*	192,46 \$	1	Québec
TÉLUQ	FIN6060 CGA - Financement entreprise PAPE*	506,10 \$	1	Québec
TÉLUQ	FIN6053 Analyse des investissements et valeur ajoutée PAPE*	241,46 \$	1	Québec
TÉLUQ	FIN6053 Analyse des investissements et valeur ajoutée PAPE*	185,44 \$	1	Québec
TÉLUQ	FIN6060 CGA - Financement entreprise PAPE*	506,10 \$	1	Québec
TÉLUQ	Com1021 Technique d'animation et d'intervention PAPE*	268,69 \$	1	Québec
TÉLUQ	FIN-6080 Gestion de risque organisation informatisée PAPE*	241,46 \$	1	Québec
TÉLUQ	FIN6053 Analyse des investissements et valeur ajoutée PAPE*	241,46 \$	1	Québec
TÉLUQ	Certificat études pluridisciplinaires ADM 1002 PAPE*	268,69 \$	1	Québec
TÉLUQ	Certificat études pluridisciplinaires PAPE*	219,69 \$	1	Québec
TÉLUQ	FIN6060 CGA - Financement entreprise PAPE*	530,15 \$	1	Québec
TÉLUQ	Retraite et planification successorale PAPE*	268,69 \$	1	Québec
TÉLUQ	FIN-1020 Administration financière PAPE*	268,69 \$	1	Québec
TÉLUQ	FIN-6080 Gestion de risque organisation informatisée PAPE*	241,46 \$	1	Québec
TÉLUQ	FIN-6075 Contrôle budgétaire PAPE*	241,46 \$	1	Québec
TÉLUQ	FIN 6075 / FIN 6080 PAPE*	433,92 \$	1	Québec
TÉLUQ (UQAM)	FIN6053 Analyse des investissements et valeur ajoutée PAPE*	241,46 \$	1	Québec
THE CANADIAN INSTITUTE OF INTERNAL AUDITORS	Conférence canadienne : Institut internal Auditor 09	975,00 \$	1	Québec
The Quebec City Conference 2009	Sommet nord-américain de capital de risque 2009	4 200,00 \$	4	Québec
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	CGA 800 Communication en milieu org PAPE*	237,75 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	CGA 700 Actualisation des connaissances PAPE*	212,28 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	Gestion financière stratégique CGA PAPE*	711,68 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI	Principe du marketing PAPE*	258,78 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI	Étude de marché PAPE*	228,13 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI	Création de valeur et gouvernance d'entreprise PAPE*	267,23 \$	1	Lévis
UNIVERSITÉ LAVAL	Planification, décision et contrôle PAPE*	270,76 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	Regroupement d'entreprise PAPE*	241,26 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	Vérification II PAPE*	241,26 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	Algorithmique et programmation PAPE*	321,68 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	Analyse des états financiers PAPE*	271,26 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	Calcul intégral PAPE*	321,68 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	Droit des affaires PAPE*	241,26 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	Droit des sociétés par action DRT-11393 B PAPE*	256,52 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	Gestion des ressources humaines PAPE*	241,26 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	La preuve DRT-11393 A PAPE*	256,26 \$	1	Québec

* PAPE : Programme d'aide à la poursuite des études

Q-23 LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu
UNIVERSITÉ LAVAL	Les métiers de la communication PAPE*	241,26 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	Probabilité et statistiques PAPE*	241,26 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	Psychosociologie de la communication PAPE*	241,26 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	Recherche Mémoire PAPE*	551,80 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	Structure interne des ordinateurs PAPE*	321,68 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	Système de gestion des connaissances PAPE*	241,26 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	Théorie macroéconomique 2 PAPE*	738,61 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	MNG-15077 Comportement organisationnel PAPE*	249,14 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	Formation en leadership	475,00 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	Calcul intégral et probabilités PAPE*	228,24 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	Dépôt de mémoire PAPE*	973,24 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	Algèbre vectorielle PAPE*	147,16 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	CTB-3100 et COM-4150 utilis. États financiers PAPE*	456,48 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	Comportement organisationnel PAPE*	228,24 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	La confiance au cœur de l'industrie des services financiers	130,00 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	La confiance au cœur de l'industrie des services financiers	400,00 \$	2	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	Formation COM-A3340	351,55 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	La formation en milieu de travail CSO-1902 PAPE*	253,71 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	Com-22992 et Com-20228 PAPE*	761,13 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	Certificat en informatique PAPE*	507,42 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	Technologies pour les affaires électroniques PAPE*	514,92 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	Logique et techniques de preuve PAPE*	253,71 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	DRT 2250 et DRT 2550 PAPE*	507,42 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	Gestion de projets et du changement PAPE*	507,42 \$	1	Québec
UNIVERSITÉ LAVAL	Rôles et responsabilités des administrateurs	2 950,00 \$	1	Montréal
UNIVERSITÉ LAVAL	Aspects financiers contrôle et vérification	2 950,00 \$	1	Montréal
UNIVERSITÉ LAVAL	Collège des administrateurs : Stratégie et gestion	2 950,00 \$	1	Montréal
UNIVERSITÉ LAVAL	Collège des administrateurs : Stratégie et gestion	2 950,00 \$	1	Montréal
UNIVERSITÉ MCGILL	The Third Risk Management Conference	575,00 \$	1	Montréal
VIVA CONCEPT	Formation en développement des ressources humaines	11 025,00 \$	15	Québec

Q-24 POUR CHACUN DES CRÉDITS D'IMPÔT SUIVANTS, LE NOMBRE DE CONTRIBUABLES, LA VALEUR MOYENNE DU CRÉDIT D'IMPÔT, LE COÛT TOTAL DU CRÉDIT D'IMPÔT, ET CE, POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES :

- CRÉDIT D'IMPÔT REMBOURSABLE POUR MAINTIEN À DOMICILE D'UNE PERSONNE ÂGÉE;
- CRÉDIT D'IMPÔT REMBOURSABLE POUR AIDANT NATUREL D'UNE PERSONNE MAJEURE;
- CRÉDIT D'IMPÔT EN RAISON DE L'ÂGE;
- CRÉDIT D'IMPÔT POUR REVENUS DE RETRAITE;
- CRÉDIT D'IMPÔT POUR RELÈVE BÉNÉVOLE;
- CRÉDIT D'IMPÔT POUR LES FRAIS DE RELÈVE DONNANT UN RÉPIT AUX AIDANTS NATURELS.

NOMBRE DE CONTRIBUABLES SELON LE CRÉDIT D'IMPÔT
(en milliers)

	2005	2006	2007	2008 ^(p)	2009 ^(p)
Crédit d'impôt remboursable pour maintien à domicile d'une personne âgée ⁽¹⁾	100	111	156	178	152 ⁽³⁾
Crédit d'impôt remboursable pour aidant naturel d'une personne majeure ⁽¹⁾	27	37	38	38	39
Crédit d'impôt en raison de l'âge ⁽²⁾	1 044	1 074	1 109	1 148	1 185
Crédit d'impôt pour revenu de retraite ⁽²⁾	913	899	1 050	1 089	1 129
Crédit d'impôt pour relèvement bénévole ⁽²⁾	—	—	n.d.	n.d.	n.d.
Crédit d'impôt pour les frais de relèvement donnant un répit aux aidants naturels ⁽²⁾	—	—	n.d.	n.d.	n.d.

(p) Projections

(1) Sources : « Évaluation des dépenses fiscales des particuliers » et « État des cotisations » de Revenu Québec.

(2) Source : « État des cotisations » de Revenu Québec.

(3) En 2009, le crédit d'impôt est demandé par ménage. La valeur inscrite correspond donc au nombre de ménages.

COÛT TOTAL SELON LE CRÉDIT D'IMPÔT
(en millions de dollars)

	2005	2006	2007	2008 ^(p)	2009 ^(p)
Crédit d'impôt remboursable pour maintien à domicile d'une personne âgée	91	105	155	201	211
Crédit d'impôt remboursable pour aidant naturel d'une personne majeure	17	39	40	41	42
Crédit d'impôt en raison de l'âge	141	145	161	157	170
Crédit d'impôt pour revenu de retraite	62	63	117	114	159
Crédit d'impôt pour relèvement bénévole	—	—	n.d.	n.d.	n.d.
Crédit d'impôt pour les frais de relèvement donnant un répit aux aidants naturels	—	—	n.d.	n.d.	n.d.

(p) Projections.

Source : Dépenses fiscales 2009 et « État des cotisations » de Revenu Québec.

VALEUR MOYENNE SELON LE CRÉDIT D'IMPÔT
(en dollars)

	2005	2006	2007	2008 ^(p)	2009 ^(p)
Crédit d'impôt remboursable pour maintien à domicile d'une personne âgée	911	943	994	1 127	1 386
Crédit d'impôt remboursable pour aidant naturel d'une personne majeure	630	1 052	1 059	1 092	1 111
Crédit d'impôt en raison de l'âge	135	135	145	137	143
Crédit d'impôt pour revenu de retraite	68	70	111	105	141
Crédit d'impôt pour relève bénévole	—	—	n.d.	n.d.	n.d.
Crédit d'impôt pour les frais de relève donnant un répit aux aidants naturels	—	—	n.d.	n.d.	n.d.

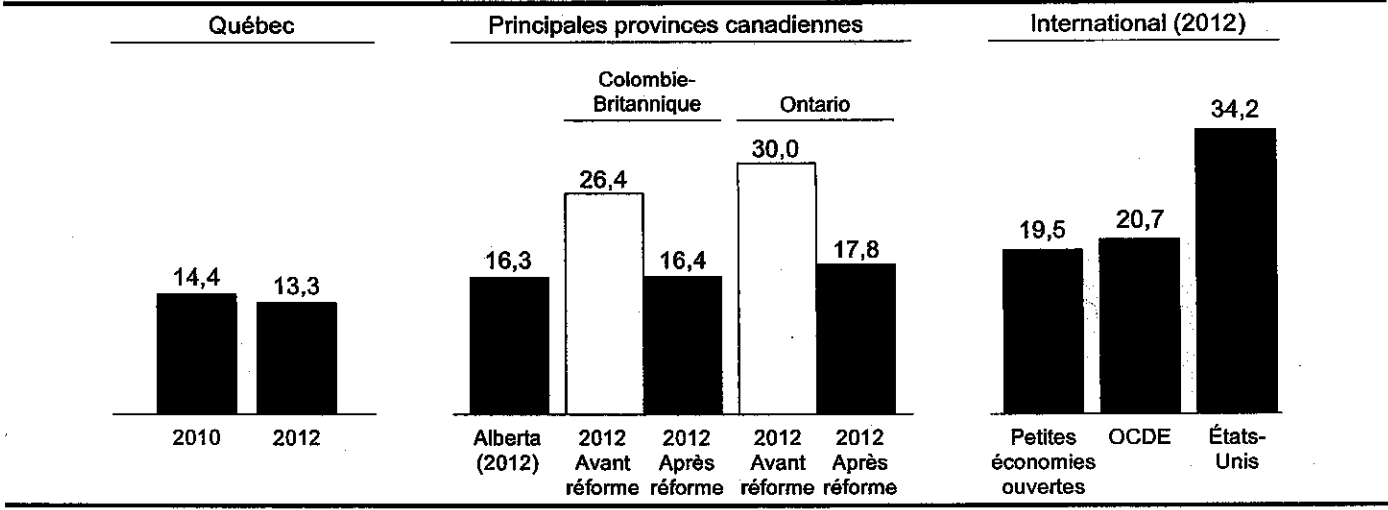
**Q-25 COPIE DE TOUTES LES ANALYSES OU ÉTUDES PORTANT
SUR LA FISCALITÉ DES ENTREPRISES AU QUÉBEC
PRODUITES EN 2009 OU EN 2010.**

La réponse à cette question est incluse à la question 7.

Q-26 COMPARAISON POUR L'ANNÉE 2010 DU TEMI (TAUX EFFECTIF MARGINAL D'IMPOSITION) DU QUÉBEC, DU CANADA ET DES AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DES ETATS-UNIS ET DES PAYS DU G8.

- En 2012, les entreprises du Québec bénéficieront d'un taux effectif marginal d'imposition sur l'investissement (TEMI) qui sera l'un des plus faibles au Canada et qui se comparera avantageusement au niveau international.
 - Le TEMI du Québec sera de 13,3 %.
- Actuellement, seule l'année 2012 permet d'avoir des données comparables pour l'ensemble des juridictions étudiées.
- Le TEMI des pays du G8 n'est pas disponible.

COMPARAISON DES TAUX EFFECTIFS MARGINAUX SUR L'INVESTISSEMENT (TEMI)
(en pourcentage)



**Q-27 BILAN DES MESURES FISCALES POUR LES RÉGIONS
RESSOURCES POUR L'ANNÉE 2008-2009. POUR CHACUNE
DES MESURES COMPRISES DANS LA STRATÉGIE DES
RÉGIONS RESSOURCES (MESURES EN VIGUEUR AVANT LE
BUDGET 2008-2009 ET MESURES ANNONCÉES DANS LE
BUDGET 2008-2009), NOMBRE D'ENTREPRISES S'ÉTANT
PRÉVALUES DE LA MESURE ET COÛT FISCAL DE LA
MESURE. DÉCLINAISON PAR RÉGION.**

La réponse à cette question est incluse à la question 11.

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011

**Demande de renseignements particuliers
de la 2^e Opposition**

30 avril et 4 mai 2010

Finances

Québec



MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2010-2011
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE LA 2^E OPPOSITION

Table des matières

Ministère des Finances

1. Détails sur les comptes de dépenses, incluant la date, le montant de la dépense et la nature de la dépense de tous les membres du Cabinet du ministre, pour 2009-2010.
2. Pour l'année 2009-2010, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activités.
3. Liste et copie de tous les sondages et/ou « focus-group » commandés en 2009-2010, en incluant les coûts.
4. Liste et solde de tous les fonds existants pour chacun des ministères et organismes du gouvernement ainsi que la dépense d'intérêts prévue pour 2009-2010 pour chacun des fonds.
5. Liste des groupes consultés lors des consultations prébudgétaires qui ont précédé le dépôt du budget 2010-2011 de mars 2010.
6. Principales recommandations émises par chaque groupe consulté lors des consultations prébudgétaires qui ont précédé le dépôt du budget 2010-2011 de mars 2010.
7. Évolution du déficit accumulé des hôpitaux et des universités pour les 5 dernières années.
8. Ventilation complète des informations fournies par la Caisse de dépôt et placement du Québec concernant le Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR), incluant les rendements et les proportions investis dans chaque catégorie d'actif financier, pour les dix dernières années.
9. La politique de placement détaillée du ministère des Finances à l'égard du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) pour l'année 2010-2011, ainsi que tous changements apportés à cette politique depuis les dix dernières années.
10. Liste de tous les contrats de moins de 25 000 \$ octroyés à des particuliers ou des entreprises, incluant le nom du particulier ou de l'entreprise, le montant et la nature du contrat. Pour une entreprise, le nom de la personne en charge du contrat pour cette entreprise, ainsi que le nom du (ou des) propriétaire(s) de l'entreprise.
11. Liste des rendements quotidiens, incluant les pertes et les gains, pour les activités courantes de front office, incluant les activités de couverture de taux de change, de gestion des taux d'intérêt par les produits dérivés, le financement municipal et octroyé, le financement sur les marchés canadiens et sur les marchés internationaux, et finalement les activités de gestion de liquidité reliées aux fonds d'amortissement, pour l'année 2009-2010.
12. Toutes les séances de formation, de perfectionnement, séminaires, ou colloques, suivis par les employés en 2009-2010. Pour chaque formation, indiquez :
 - a) Titre de la formation
 - b) But de la formation
 - c) Endroit
 - d) Nombre d'employés y ayant assisté
 - e) Coût

Société des alcools du Québec

► *Voir le document de la Société des alcools du Québec - Renseignements particuliers*

13. Évolution annuelle du nombre d'employés de la SAQ, depuis 2003, selon le type d'emploi.
14. Évolution annuelle de la masse salariale de la SAQ depuis 2003.
15. Évolution annuelle des salaires horaire, par type d'emploi, depuis 2003.
16. Évolution annuelle des montants consentis à titre de bonis aux employés, depuis 2003, ainsi que le nombre d'employés ayant eu accès à ces bonis.
17. Détails de l'entente de huit ans conclue avec les syndiqués :
 - a) Évolution des salaires horaires pour les huit prochaines années, incluant les impacts du règlement de l'équité salariale et de l'équité interne.
 - b) Liste de tous les avantages sociaux consentis aux employés et leurs coûts.
18. Prévision sur l'évolution du nombre d'employés pour les huit prochaines années.
19. Prévision sur l'évolution de la masse salariale pour les huit prochaines années.
20. Toutes les séances de formations, de perfectionnement, séminaires, ou colloques, suivis par les employés en 2009-2010. Pour chaque formation, indiquez :
 - a) Titre de la formation
 - b) But de la formation
 - c) Endroit
 - d) Nombre d'employés y ayant assisté
 - e) Coût

Caisse de dépôt et placement du Québec

► *Voir le document de la Caisse de dépôt et placement - Renseignement particuliers*

21. Évolution annuelle du nombre d'employés de la CDPQ, depuis 2003, selon le type d'emploi.
22. Évolution annuelle de la masse salariale de la CDPQ depuis 2003.
23. Évolution annuelle des montants consentis à titre de bonis aux employés, depuis 2003, ainsi que le nombre d'employés ayant eu accès à ces bonis.
24. Toutes les séances de formations, de perfectionnement, séminaires, ou colloques, suivis par les employés en 2009-2010. Pour chaque formation, indiquez :
 - a) Titre de la formation
 - b) But de la formation
 - c) Endroit
 - d) Nombre d'employé y ayant assisté
 - e) Coût

Q-1 DÉTAILS SUR LES COMPTES DE DÉPENSES, INCLUANT LA DATE, LE MONTANT DE LA DÉPENSE ET LA NATURE DE LA DÉPENSE DE TOUS LES MEMBRES DU CABINET DU MINISTRE, POUR 2009-2010.

Frais de transport	67 609 \$
Frais d'hébergement	66 141 \$
Frais de repas	28 004 \$
Total :	161 854 \$

**Q-2 POUR L'ANNÉE 2009-2010, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À
STATUT OCCASIONNEL DONT LE CONTRAT EST ARRIVÉ À
ÉCHÉANCE ET N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, PAR SECTEUR
D'ACTIVITÉS.**

- Deux employés.
- Secteurs : - finance;
- secrétariat.

Q-3 LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES ET/OU « FOCUS-GROUP » COMMANDÉS EN 2009-2010, EN INCLUANT LES COÛTS.

3.1	Léger Marketing	Réalisation de deux études visant à mesurer la notoriété de la marque Épargne Placements Québec	6 600 \$
3.2	Mobili.T	Services de sondage concernant les habitudes de transport du personnel pour se rendre au travail et pour se déplacer pour le travail	20 700 \$

Nous vous avisons que certains documents détenus par notre ministère et visés par votre demande sont inachevés, comportent des renseignements ayant des incidences sur les décisions administratives ou politiques, et des renseignements financiers et commerciaux dont la divulgation causerait une perte à Épargne Placements Québec ou procurerait un avantage à ses concurrents. En conséquence, nous sommes tenus, en vertu des articles 9, 22 et 39 de la Loi, de vous en refuser l'accès.

Q-4 LISTE ET SOLDE DE TOUS LES FONDS EXISTANTS POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT AINSI QUE LA DÉPENSE D'INTÉRÊTS PRÉVUE POUR 2010-2011 POUR CHACUN DE CES FONDS.

FONDS SPÉCIAUX - Budget 2010-2011

(avant ajustements de consolidation)

(en millions de dollars)

NOM ORGANISME	2010-2011	2010-2011	2010-2011	2010-2011	2010-2011
Fonds de développement régional	58,0	-58,0	0,0	-58,0	0,0
Total Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	58,0	-58,0	0,0	-58,0	0,0
Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées	2,2	-0,1	-2,1	-2,2	0,0
Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor	0,9	-0,9	0,0	-0,9	0,0
Fonds relatif à la tempête de verglas	25,6	-24,5	-1,1	-25,6	0,0
Total Conseil du trésor et Administration gouvernementale	28,7	-25,5	-3,2	-28,7	0,0
Fonds du patrimoine culturel québécois	10,0	-12,1	-1,3	-13,4	-3,4
Total Culture, Communications et Condition féminine	10,0	-12,1	-1,3	-13,4	-3,4
Fonds vert	279,9	-426,4	0,0	-426,4	-146,5
Total Développement durable, Environnement et Parcs	279,9	-426,4	0,0	-426,4	-146,5
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	32,4	-37,4	0,0	-37,4	-5,0
Total Éducation, Loisir et Sport	32,4	-37,4	0,0	-37,4	-5,0
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	25,3	-25,8	0,0	-25,8	-0,5
Fonds de développement du marché du travail	1 270,7	-1 286,7	0,0	-1 286,7	-16,0
Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	4,4	-4,4	0,0	-4,4	0,0
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	19,4	-18,7	-0,7	-19,4	0,0
Fonds québécois d'initiatives sociales	10,3	-11,2	0,0	-11,2	-0,9
Total Emploi et Solidarité sociale	1 330,1	-1 346,8	-0,7	-1 347,5	-17,4
Fonds pour le développement des jeunes enfants	15,0	-14,9	0,0	-14,9	0,1
Fonds de soutien aux proches aidants	15,0	-15,0	0,0	-15,0	0,0
Total Famille et Aînés	30,0	-29,9	0,0	-29,9	0,1
Fonds de financement	954,1	-139,8	-793,2	-933,0	21,1
Fonds de l'industrie des courses de chevaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds du centre financier de Montréal	1,4	-1,1	0,0	-1,1	0,3
Total Finances	955,5	-140,9	-793,2	-934,1	21,4
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	20,6	-17,1	0,0	-17,1	3,5
Fonds des registres du ministère de la Justice	26,6	-24,7	0,0	-24,7	1,9
Total Justice	47,2	-41,8	0,0	-41,8	5,4
Fonds d'information foncière	117,5	-96,1	0,0	-96,1	21,4
Fonds d'information géographique	6,1	-6,5	0,0	-6,5	-0,4
Fonds du patrimoine minier	20,0	-15,0	0,0	-15,0	5,0
Fonds forestier	260,1	-292,1	0,0	-292,1	-32,0
Total Ressources naturelles et Faune	403,7	-409,7	0,0	-409,7	-6,0
Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère du Revenu	23,2	-23,2	0,0	-23,2	0,0
Fonds de perception	82,7	-99,5	0,0	-99,5	-16,8
Fonds des pensions alimentaires	42,5	-42,5	0,0	-42,5	0,0
Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu	62,4	-61,2	-1,2	-62,4	0,0
Total Revenu	210,8	-226,4	-1,2	-227,6	-16,8
Fonds de l'assurance médicaments	3 357,1	-3 354,6	-2,5	-3 357,1	0,0
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	20,0	-20,0	0,0	-20,0	0,0
Total Santé et Services sociaux	3 377,1	-3 374,6	-2,5	-3 377,1	0,0
Fonds des services de police	496,8	-496,6	-0,2	-496,8	0,0
Total Sécurité publique	496,8	-496,6	-0,2	-496,8	0,0
Fonds du service aérien gouvernemental	57,0	-54,0	-2,5	-56,5	0,5
Total Services gouvernementaux	57,0	-54,0	-2,5	-56,5	0,5
Fonds de partenariat touristique	136,5	-144,2	0,0	-144,2	-7,7
Total Tourisme	136,5	-144,2	0,0	-144,2	-7,7
Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	1 362,4	-932,8	-429,6	-1 362,4	0,0
Fonds de gestion de l'équipement roulant	96,2	-89,7	-6,5	-96,2	0,0
Fonds de la sécurité routière	10,0	-7,7	0,0	-7,7	2,3
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun	77,1	-77,1	0,0	-77,1	0,0
Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Transports	5,4	-5,0	-0,4	-5,4	0,0
Total Transports	1 551,1	-1 112,3	-436,5	-1 548,8	2,3
Total	10 000,0	-10 000,0	0,0	-10 000,0	0,0

Q-5 LISTE DES GROUPES CONSULTÉS LORS DES CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES QUI ONT PRÉCÉDÉ LE DÉPÔT DU BUDGET 2010-2011 DE MARS 2010.

Dans le cadre des consultations prébudgétaires, le ministre et son adjoint parlementaire ont rencontré plus de 70 entreprises, organismes, individus et groupes issus des différentes sphères de la société.

La liste des groupes consultés est cependant inaccessible en vertu de l'article 34 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels :

- Les groupes consultés, choisis en fonction de leurs compétences en lien avec les mesures étudiées en vue du budget 2010-2011, ont été invités par le ministre.
- La liste de ces groupes invités a été produite par le ministre et son cabinet, pour le compte du ministre des Finances.
- Pour cette raison et étant donné que sa divulgation pourrait avoir des incidences sur des décisions administratives politiques, la liste est confidentielle en vertu de l'article 34 de la Loi sur l'accès aux documents.

ARTICLE 34

- *« Un document du bureau d'un membre de l'Assemblée nationale ou un document produit pour le compte de ce membre par les services de l'Assemblée n'est pas accessible à moins que le membre ne le juge opportun. »*
- *Il en est de même d'un document du cabinet du président de l'Assemblée, d'un membre de celle-ci visé dans le premier alinéa de l'article 124.1 de la Loi sur l'Assemblée nationale (chapitre A-23.1) ou d'un ministre visé dans l'article 11.5 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18), ainsi que d'un document du cabinet ou du bureau d'un membre d'un organisme municipal ou scolaire. »*

Q-6 PRINCIPALES RECOMMANDATIONS ÉMISES PAR CHAQUE GROUPE CONSULTÉ LORS DES CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES QUI ONT PRÉCÉDÉ LE DÉPÔT DU BUDGET 2010-2011 DE MARS 2010.

De façon générale, les personnes qui se sont exprimées durant les consultations prébudgétaires se sont dites préoccupées par la situation économique et les finances publiques du Québec. Le message est assez unanime : pour retrouver l'équilibre budgétaire et assurer le maintien des services publics à long terme, le gouvernement doit à la fois resserrer ses dépenses et augmenter ses revenus, l'effort doit être collectif.

Par ailleurs, les recommandations émises par les groupes consultés sont protégées en vertu des articles 34 et 37 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels :

- Les groupes consultés, choisis en fonction de leurs compétences en lien avec les mesures étudiées en vue du budget 2010-2011, ont été invités par le ministre.
- Les recommandations des ces groupes ont été produites pour le compte du ministre des Finances et de son cabinet dans le but d'orienter ses décisions.
- Pour cette raison et étant donné que leur divulgation pourrait avoir des incidences sur des décisions administratives politiques, ces recommandations sont confidentielles en vertu de l'article 34 de la Loi sur l'accès aux documents.
- Par ailleurs, les avis et recommandations lors des consultations prébudgétaires ayant été émis au ministre, à sa demande, par des groupes qui l'ont conseillé sur une matière de la compétence du ministre des Finances, ces documents sont confidentiels en vertu de l'article 37 de la Loi sur l'accès.
- Pour cette raison et étant donné que leur divulgation pourrait avoir des incidences sur des décisions administratives politiques, ces recommandations sont confidentielles en vertu de l'article 37 de la Loi sur l'accès aux documents.

ARTICLE 34

- *« Un document du bureau d'un membre de l'Assemblée nationale ou un document produit pour le compte de ce membre par les services de l'Assemblée n'est pas accessible à moins que le membre ne le juge opportun. »*
- *Il en est de même d'un document du cabinet du président de l'Assemblée, d'un membre de celle-ci visé dans le premier alinéa de l'article 124.1 de la Loi sur l'Assemblée nationale (chapitre A-23.1) ou d'un ministre visé dans l'article 11.5 de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18), ainsi que d'un document du cabinet ou du bureau d'un membre d'un organisme municipal ou scolaire. »*

ARTICLE 37

- *« Un organisme public peut refuser de communiquer un avis ou une recommandation faits depuis moins de dix ans, par un de ses membres, un membre de son personnel, un membre d'un autre organisme public ou un membre du personnel de cet autre organisme, dans l'exercice de leurs fonctions. »*
- *Il peut également refuser de communiquer un avis ou une recommandation qui lui ont été faits, à sa demande, depuis moins de dix ans, par un consultant ou par un conseiller sur une matière de sa compétence. »*

Q-7 ÉVOLUTION DU DÉFICIT ACCUMULÉ DES HÔPITAUX ET DES UNIVERSITÉS POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES.

EXCÉDENT (DÉFICIT) CUMULÉS DES RÉSEAUX TERMINÉE LE 31 MARS ⁽¹⁾ (en millions de dollars)

	2005 ⁽²⁾	2006 ⁽²⁾	2007	2008	2009
Réseau de la santé et des services sociaux ⁽³⁾					
Surplus (déficits) cumulés au début	- 942	- 1 150	- 1 254	- 2 306	- 2 566
Surplus (déficits) annuel	- 208	- 104	- 237	- 260	- 252
Modifications comptables			- 815		- 511
Surplus (déficits) cumulés à la fin	- 1 150	- 1 254	- 2 306	- 2 566	- 3 329
Réseau de l'éducation⁽⁴⁾					
Surplus (déficits) cumulés au début	52	65	98	- 1 133	- 1 315
Surplus (déficits) annuel	13	33	18	- 182	283
Modifications comptables			- 1 249		- 1 544
Surplus (déficits) cumulés à la fin	65	98	- 1 133	- 1 315	- 2 576
Réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation					
Surplus (déficits) cumulés au début	- 890	- 1 085	- 1 156	- 3 439	- 3 881
Surplus (déficits) annuel	- 195	- 71	- 219	- 442	31
Modifications comptables			- 2 064		- 2 055
Surplus (déficits) cumulés à la fin	- 1 085	- 1 156	- 3 439	- 3 881	- 5 905

(1) Sources : Comptes publics.

(2) Données financières avant la réforme comptable de décembre 2007.

(3) Le réseau de la santé et des services sociaux comprend les agences et les établissements de la santé et des services sociaux.

(4) Le réseau de l'éducation comprend les Commissions scolaires, les Cégeps ainsi que l'Université du Québec et ses universités constituantes.

IMPACT DE LA RÉFORME COMPTABLE

- Suite à la réforme comptable annoncée en décembre 2007, le gouvernement inclut dorénavant les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation dans ses états financiers consolidés, en appliquant les PCGR du secteur public à ces entités.
- Les états financiers des réseaux ont ainsi fait l'objet de redressements pour tenir compte des modifications aux conventions comptables qui ont dues être apportées par ces entités. Celles-ci portaient notamment sur la comptabilisation des immobilisations et des avantages sociaux.
- Le tableau présente distinctement l'impact des surplus (déficits) annuels des réseaux et les redressements comptables afférents à la réforme sur l'évolution des surplus (déficits) cumulés.

**Q-8 VENTILATION COMPLÈTE DES INFORMATIONS FOURNIES
PAR LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC
CONCERNANT LE FONDS D'AMORTISSEMENT DES RÉGIMES DE
RETRAITE (FARR), INCLUANT LES RENDEMENTS ET LES
PROPORTIONS INVESTIES DANS CHAQUE CATÉGORIE D'ACTIF
FINANCIER, POUR LES DIX DERNIÈRES ANNÉES.**

• Valeurs à court terme

Rendements annuels simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2009:	COMPOSITE :	1,07	2,37	3,08	3,42	3,32	3,18	3,18	3,12	3,36	3,60
	INDICE :	0,62	1,97	2,78	3,06	2,88	2,67	2,87	2,83	3,04	3,28
	ÉCART :	0,45	0,40	0,31	0,34	0,34	0,32	0,31	0,29	0,32	0,32
2008:	COMPOSITE :	3,68	4,12	4,21	3,89	3,61	3,54	3,42	3,65	3,89	
	INDICE :	3,33	3,86	3,91	3,58	3,32	3,25	3,15	3,34	3,58	
	ÉCART :	0,35	0,24	0,30	0,32	0,29	0,29	0,27	0,31	0,31	
2007:	COMPOSITE :	4,56	4,48	3,96	3,60	3,51	3,37	3,64	3,91		
	INDICE :	4,43	4,20	3,66	3,32	3,24	3,12	3,35	3,61		
	ÉCART :	0,12	0,27	0,30	0,28	0,27	0,25	0,30	0,30		
2006:	COMPOSITE :	4,39	3,67	3,28	3,25	3,14	3,49	3,82			
	INDICE :	3,98	3,28	2,85	2,84	2,86	3,17	3,49			
	ÉCART :	0,42	0,39	0,33	0,31	0,28	0,33	0,33			
2005:	COMPOSITE :	2,95	2,72	2,87	2,82	3,31	3,73				
	INDICE :	2,58	2,44	2,60	2,58	3,00	3,41				
	ÉCART :	0,37	0,28	0,27	0,24	0,31	0,31				
2004:	COMPOSITE :	2,50	2,83	2,78	3,40	3,88					
	INDICE :	2,30	2,61	2,58	3,11	3,58					
	ÉCART :	0,20	0,22	0,20	0,29	0,30					
2003:	COMPOSITE :	3,18	2,92	3,71	4,23						
	INDICE :	2,91	2,72	3,38	3,90						
	ÉCART :	0,25	0,21	0,33	0,33						
2002:	COMPOSITE :	2,68	3,98	4,59							
	INDICE :	2,52	3,62	4,24							
	ÉCART :	0,16	0,36	0,35							
2001:	COMPOSITE :	5,30	5,56								
	INDICE :	4,72	5,11								
	ÉCART :	0,57	0,45								
2000:	COMPOSITE :	5,82									
	INDICE :	5,49									
	ÉCART :	0,33									

• Obligations

Rendements annuels simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2009:	COMPOSITE :	6,38	5,80	4,98	4,78	5,12	5,51	5,80	6,27	6,55	6,91
	INDICE :	5,41	5,91	5,16	4,88	5,20	5,52	5,69	6,06	6,28	6,67
	ÉCART :	0,97	(0,31)	(0,18)	(0,11)	(0,08)	(0,01)	0,11	0,21	0,26	0,24
2008:	COMPOSITE :	4,82	4,29	4,25	4,80	5,34	5,70	6,25	6,57	6,97	
	INDICE :	6,41	5,04	4,71	5,14	5,54	5,73	6,18	6,39	6,62	
	ÉCART :	(1,59)	(0,75)	(0,46)	(0,34)	(0,21)	(0,03)	0,10	0,18	0,16	
2007:	COMPOSITE :	3,78	3,96	4,80	5,47	5,88	6,49	6,82	7,24		
	INDICE :	3,68	3,87	4,73	5,33	5,60	6,11	6,39	6,87		
	ÉCART :	0,07	0,09	0,07	0,14	0,28	0,38	0,43	0,36		
2006:	COMPOSITE :	4,17	5,33	6,04	6,42	7,05	7,34	7,75			
	INDICE :	4,06	5,25	5,88	6,08	6,81	6,85	7,33			
	ÉCART :	0,11	0,07	0,16	0,34	0,44	0,49	0,42			
2005:	COMPOSITE :	6,50	6,96	7,18	7,78	7,99	8,38				
	INDICE :	6,46	6,80	6,77	7,25	7,42	7,88				
	ÉCART :	0,03	0,19	0,41	0,53	0,57	0,46				
2004:	COMPOSITE :	7,49	7,52	8,21	8,37	8,74					
	INDICE :	7,15	6,92	7,52	7,66	8,17					
	ÉCART :	0,35	0,60	0,69	0,71	0,57					
2003:	COMPOSITE :	7,55	8,57	8,66	9,05						
	INDICE :	6,68	7,70	7,83	8,43						
	ÉCART :	0,86	0,87	0,83	0,62						
2002:	COMPOSITE :	9,61	9,22	9,56							
	INDICE :	8,73	8,40	9,01							
	ÉCART :	0,88	0,81	0,54							
2001:	COMPOSITE :	8,83	9,53								
	INDICE :	8,08	9,16								
	ÉCART :	0,75	0,37								
2000:	COMPOSITE :	10,24									
	INDICE :	10,25									
	ÉCART :	(0,01)									

• Actions canadiennes

Rendements annuels simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2009:	COMPOSITE :	36,64	(3,86)	1,35	6,16	8,97	9,99	12,31	7,67	4,68	5,44
	INDICE :	35,05	(4,86)	(0,21)	3,90	7,66	8,77	11,17	7,90	5,96	6,47
	ÉCART :	1,58	1,01	1,56	2,26	1,31	1,22	1,14	(0,24)	(1,28)	(1,03)
2008:	COMPOSITE :	(32,36)	(12,71)	(2,41)	2,98	5,32	8,70	4,06	1,25	2,44	
	INDICE :	(33,00)	(14,22)	(4,90)	1,73	4,16	7,62	4,50	2,79	3,69	
	ÉCART :	0,65	1,51	2,39	1,25	1,16	1,08	(0,43)	(1,54)	(1,25)	
2007:	COMPOSITE :	12,64	17,22	18,47	17,65	19,52	11,61	7,26	7,90		
	INDICE :	9,63	13,49	16,93	16,51	18,32	12,53	9,27	9,51		
	ÉCART :	2,81	3,74	1,54	1,33	1,19	(0,72)	(2,02)	(1,61)		
2006:	COMPOSITE :	22,00	21,50	19,36	21,30	11,64	5,39	7,24			
	INDICE :	17,28	20,64	10,56	20,55	13,08	9,18	9,47			
	ÉCART :	4,73	0,85	0,81	0,75	(1,44)	(2,79)	(2,23)			
2005:	COMPOSITE :	21,00	18,07	21,07	9,20	3,51	4,96				
	INDICE :	24,13	19,21	21,66	12,06	7,63	8,22				
	ÉCART :	(3,13)	(1,14)	(0,59)	(2,86)	(4,12)	(3,26)				
2004:	COMPOSITE :	15,21	21,10	5,52	(0,45)	2,01					
	INDICE :	14,48	20,45	8,30	3,86	5,29					
	ÉCART :	0,72	0,65	(2,78)	(4,31)	(3,28)					
2003:	COMPOSITE :	27,30	0,99	(5,18)	(1,04)						
	INDICE :	26,72	5,34	0,55	3,11						
	ÉCART :	0,57	(4,35)	(5,73)	(4,15)						
2002:	COMPOSITE :	(19,88)	(18,16)	(9,01)							
	INDICE :	(12,44)	(10,44)	(3,74)							
	ÉCART :	(7,44)	(7,73)	(5,27)							
2001:	COMPOSITE :	(16,41)	(3,03)								
	INDICE :	(8,39)	0,83								
	ÉCART :	(8,02)	(3,96)								
2000:	COMPOSITE :	12,48									
	INDICE :	11,20									
	ÉCART :	1,28									

• Actions américaines (couvert)

Rendements annuels simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2009:	COMPOSITE :	26,65	(16,05)	(10,80)	(4,96)	(3,00)	(0,65)	2,69	(1,26)	(2,51)	(3,12)
	INDICE :	24,09	(13,01)	(7,74)	(2,59)	(1,28)	0,77	4,56	8,80	(0,76)	(1,74)
	ÉCART :	4,56	(3,04)	(3,07)	(2,38)	(1,71)	(1,61)	(1,87)	(2,06)	(1,75)	(1,37)
2008:	COMPOSITE :	(45,21)	(25,73)	(14,08)	(9,61)	(5,88)	(1,10)	(4,92)	(5,83)	(6,13)	
	INDICE :	(59,02)	(20,44)	(10,14)	(6,78)	(3,34)	1,61	(2,15)	(3,49)	(4,26)	
	ÉCART :	(6,20)	(5,29)	(3,85)	(2,84)	(2,54)	(2,71)	(2,77)	(2,34)	(1,88)	
2007:	COMPOSITE :	0,69	7,58	6,80	7,75	11,31	4,23	1,74	0,41		
	INDICE :	3,79	9,09	7,39	8,45	12,54	5,68	3,05	1,29		
	ÉCART :	(3,11)	(1,51)	(0,59)	(0,70)	(1,23)	(1,64)	(1,31)	(0,88)		
2006:	COMPOSITE :	14,95	10,00	10,22	14,13	4,96	1,92	0,37			
	INDICE :	14,65	9,23	10,05	14,84	6,30	2,93	0,94			
	ÉCART :	0,30	0,77	0,17	(0,71)	(1,34)	(1,01)	(0,57)			
2005:	COMPOSITE :	5,26	7,82	13,86	2,60	(0,50)	(1,67)				
	INDICE :	4,07	7,82	14,80	4,31	0,73	(1,18)				
	ÉCART :	1,19	0,10	(1,04)	(1,71)	(1,23)	(0,69)				
2004:	COMPOSITE :	10,66	18,42	1,73	(1,89)	(3,24)					
	INDICE :	11,71	20,73	4,39	(0,09)	(2,20)					
	ÉCART :	(1,05)	(2,31)	(2,66)	(1,80)	(1,04)					
2003:	COMPOSITE :	28,73	(2,47)	(5,75)	(8,43)						
	INDICE :	30,48	0,91	(3,74)	(5,39)						
	ÉCART :	(3,75)	(3,37)	(2,01)	(1,04)						
2002:	COMPOSITE :	(24,94)	(18,72)	(15,43)							
	INDICE :	(21,96)	(17,31)	(15,01)							
	ÉCART :	(2,98)	(1,41)	(0,42)							
2001:	COMPOSITE :	(11,99)	(10,23)								
	INDICE :	(12,39)	(11,30)								
	ÉCART :	0,40	1,07								
2000:	COMPOSITE :	(5,44)									
	INDICE :	(10,20)									
	ÉCART :	1,76									

• Actions américaines (non couvert)

Rendements annuels simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2009:	COMPOSITE :	11,32	(10,46)	(11,41)	(5,31)	(3,62)	(2,75)	(2,12)	(5,43)	(5,26)	
	INDICE :	7,39	(8,00)	(8,85)	(3,33)	(2,23)	(1,41)	(0,48)	(3,61)	(3,92)	
	ÉCART :	3,92	(2,46)	(2,55)	(1,98)	(1,39)	(1,34)	(1,64)	(1,83)	(1,34)	
2008:	COMPOSITE :	(27,98)	(20,97)	(10,28)	(7,03)	(5,34)	(4,20)	(7,81)	(7,15)		
	INDICE :	(21,28)	(16,03)	(8,66)	(4,50)	(3,08)	(1,74)	(5,08)	(5,24)		
	ÉCART :	(6,78)	(4,94)	(3,62)	(2,53)	(2,26)	(2,46)	(2,53)	(1,91)		
2007:	COMPOSITE :	(13,27)	0,14	1,23	1,35	1,43	(3,69)	(3,72)			
	INDICE :	(10,53)	1,59	1,82	2,07	2,70	(2,09)	(2,71)			
	ÉCART :	(2,75)	(1,45)	(0,59)	(0,71)	(1,27)	(1,60)	(1,00)			
2006:	COMPOSITE :	15,64	9,37	8,76	5,48	(1,68)	(2,03)				
	INDICE :	15,35	8,62	8,65	6,30	(0,31)	(1,35)				
	ÉCART :	0,28	0,74	0,11	(0,82)	(1,34)	(0,68)				
2005:	COMPOSITE :	3,44	2,56	2,30	(5,56)	(5,22)					
	INDICE :	2,28	2,55	3,44	(3,89)	(4,39)					
	ÉCART :	1,15	0,03	(1,14)	(1,67)	(0,83)					
2004:	COMPOSITE :	1,73	1,73	(8,38)	(7,27)						
	INDICE :	2,81	4,03	(5,86)	(5,98)						
	ÉCART :	(1,08)	(2,29)	(2,52)	(1,28)						
2003:	COMPOSITE :	1,74	(13,05)	(10,09)							
	INDICE :	5,26	(9,92)	(8,75)							
	ÉCART :	(3,52)	(3,13)	(1,34)							
2002:	COMPOSITE :	(25,69)	(15,47)								
	INDICE :	(22,91)	(15,03)								
	ÉCART :	(2,78)	(0,44)								
2001:	COMPOSITE :	(3,85)									
	INDICE :	(0,33)									
	ÉCART :	2,50									

• Actions étrangères (couvert)

Rendements annuels simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2009:	COMPOSITE :	22,42	(16,15)	(9,82)	(3,41)	2,20	3,71	5,74	0,72	(1,29)	(1,63)
	INDICE :	23,48	(15,21)	(9,32)	(3,11)	2,49	4,17	6,46	1,58	(0,64)	(1,12)
	ÉCART :	(1,06)	(0,94)	(0,50)	(0,30)	(0,30)	(0,47)	(0,72)	(0,79)	(0,65)	(0,51)
2008:	COMPOSITE :	(42,58)	(22,60)	(16,75)	(2,31)	0,33	3,19	(2,05)	(3,91)	(3,99)	
	INDICE :	(41,78)	(22,29)	(16,64)	(2,17)	0,69	3,86	(1,30)	(3,30)	(3,53)	
	ÉCART :	(0,79)	(0,31)	(0,11)	(0,14)	(0,37)	(0,68)	(0,75)	(0,61)	(0,46)	
2007:	COMPOSITE :	4,30	11,26	16,61	15,34	16,01	7,06	3,42	2,38		
	INDICE :	3,72	10,71	16,30	15,47	16,81	7,78	3,97	2,75		
	ÉCART :	0,58	0,55	0,30	(0,13)	(0,59)	(0,72)	(0,55)	(0,38)		
2006:	COMPOSITE :	18,68	23,29	19,27	19,14	7,62	3,27	2,10			
	INDICE :	18,17	23,16	19,68	20,07	8,81	4,01	2,62			
	ÉCART :	0,52	0,14	(0,41)	(0,93)	(0,99)	(0,74)	(0,51)			
2005:	COMPOSITE :	28,08	19,58	19,30	5,02	0,44	(0,42)				
	INDICE :	28,36	20,44	20,72	6,34	1,39	0,23				
	ÉCART :	(0,28)	(0,87)	(1,42)	(1,32)	(0,95)	(0,66)				
2004:	COMPOSITE :	11,81	15,13	(1,71)	(5,48)	(5,31)					
	INDICE :	13,00	17,07	(0,13)	(4,41)	(4,61)					
	ÉCART :	(1,39)	(1,94)	(1,58)	(1,07)	(0,71)					
2003:	COMPOSITE :	18,76	(7,76)	(10,58)	(9,13)						
	INDICE :	21,28	(6,11)	(8,60)	(8,56)						
	ÉCART :	(2,51)	(1,55)	(0,98)	(0,57)						
2002:	COMPOSITE :	(28,35)	(22,41)	(16,88)							
	INDICE :	(27,31)	(21,95)	(16,78)							
	ÉCART :	(1,05)	(0,45)	(0,11)							
2001:	COMPOSITE :	(15,97)	(10,48)								
	INDICE :	(16,20)	(10,85)								
	ÉCART :	0,23	0,47								
2000:	COMPOSITE :	(4,63)									
	INDICE :	(5,37)									
	ÉCART :	0,74									

• Actions étrangères (non couvert)

Rendements annuels simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2009:	COMPOSITE :	18,91	(11,76)	(9,59)	(1,66)	8,64	2,13	3,33	0,36	(1,70)	
	INDICE :	11,91	(10,97)	(9,25)	(1,52)	8,81	2,51	4,00	1,14	(1,00)	
	ÉCART :	(1,00)	(0,78)	(0,33)	(0,14)	(0,17)	(0,38)	(0,67)	(0,78)	(0,70)	
2008:	COMPOSITE :	(29,79)	(18,37)	(5,53)	(1,77)	0,46	2,11	(1,06)	(3,17)		
	INDICE :	(29,18)	(18,28)	(5,63)	(1,79)	0,73	2,74	(0,31)	(2,50)		
	ÉCART :	(0,61)	(0,08)	0,10	0,02	(0,27)	(0,62)	(0,75)	(0,67)		
2007:	COMPOSITE :	(5,08)	9,58	9,86	9,87	10,06	4,76	1,38			
	INDICE :	(5,72)	8,93	9,52	10,01	10,67	5,53	2,06			
	ÉCART :	0,63	0,65	0,34	(0,13)	(0,61)	(0,77)	(0,68)			
2006:	COMPOSITE :	26,52	18,28	15,37	14,21	6,85	2,59				
	INDICE :	25,86	19,03	15,81	15,19	7,33	3,41				
	ÉCART :	0,66	0,17	(0,44)	(0,99)	(1,09)	(0,91)				
2005:	COMPOSITE :	18,42	10,17	10,38	2,43	(1,73)					
	INDICE :	18,89	11,09	11,84	3,87	(0,57)					
	ÉCART :	(0,27)	(0,92)	(1,47)	(1,44)	(1,16)					
2004:	COMPOSITE :	9,91	18,35	(0,11)	(4,55)						
	INDICE :	11,49	12,42	1,69	(3,20)						
	ÉCART :	(1,58)	(2,07)	(1,79)	(1,35)						
2003:	COMPOSITE :	18,80	(4,77)	(8,93)							
	INDICE :	13,36	(2,89)	(7,66)							
	ÉCART :	(2,56)	(1,88)	(1,28)							
2002:	COMPOSITE :	(18,15)	(17,44)								
	INDICE :	(18,81)	(16,66)								
	ÉCART :	(1,34)	(0,78)								
2001:	COMPOSITE :	(18,73)									
	INDICE :	(18,51)									
	ÉCART :	(0,22)									

• Actions des marchés en émergence

Rendements annuels simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2009:	COMPOSITE :	50,87	(8,90)	(0,97)	6,55	10,96	11,54	14,31	8,80	8,19	3,54
	INDICE :	51,58	(5,83)	1,51	8,33	12,47	13,11	15,06	12,02	11,07	6,31
	ÉCART :	(0,72)	(2,97)	(2,49)	(1,78)	(1,51)	(1,57)	(0,75)	(2,41)	(2,87)	(2,77)
2008:	COMPOSITE :	(44,89)	(19,77)	(5,11)	2,76	5,00	9,15	4,71	3,79	(0,70)	
	INDICE :	(41,63)	(16,93)	(3,14)	4,38	6,65	9,89	7,28	6,83	2,28	
	ÉCART :	(3,37)	(2,84)	(1,96)	(1,82)	(1,68)	(0,75)	(2,57)	(3,04)	(2,90)	
2007:	COMPOSITE :	17,82	24,64	26,55	23,43	25,18	16,57	13,64	6,91		
	INDICE :	18,21	24,76	26,69	24,04	24,71	18,73	16,46	9,61		
	ÉCART :	(1,30)	(0,13)	(0,14)	(0,61)	0,46	(2,16)	(2,82)	(2,70)		
2006:	COMPOSITE :	32,75	31,81	25,64	27,30	16,49	13,09	5,54			
	INDICE :	31,67	31,16	26,04	26,40	18,34	16,18	8,44			
	ÉCART :	1,08	0,65	(0,41)	0,91	(2,35)	(3,08)	(2,90)			
2005:	COMPOSITE :	30,48	22,23	25,54	12,74	9,53	1,58				
	INDICE :	30,64	23,32	24,68	15,83	13,30	4,88				
	ÉCART :	(0,16)	(1,10)	0,85	(3,09)	(3,78)	(3,40)				
2004:	COMPOSITE :	14,50	23,14	7,38	4,84	(3,38)					
	INDICE :	16,41	21,81	11,27	9,34	0,49					
	ÉCART :	(1,91)	1,33	(3,89)	(4,50)	(3,87)					
2003:	COMPOSITE :	32,44	3,99	1,86	(7,39)						
	INDICE :	27,46	8,79	7,08	(3,13)						
	ÉCART :	4,98	(4,80)	(5,28)	(4,26)						
2002:	COMPOSITE :	(18,35)	(10,75)	(17,80)							
	INDICE :	(7,14)	(1,85)	(11,60)							
	ÉCART :	(11,21)	(9,90)	(6,20)							
2001:	COMPOSITE :	(2,44)	(17,53)								
	INDICE :	3,74	(13,75)								
	ÉCART :	(6,18)	(3,78)								
2000:	COMPOSITE :	(30,28)									
	INDICE :	(28,29)									
	ÉCART :	(1,99)									

• Québec Mondial

Rendements annuels simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2009:	COMPOSITE :	26,86	(13,61)	(7,87)	(2,25)	1,74	4,05	7,54	3,73	1,83	1,06
	INDICE :	27,71	(12,72)	(7,29)	(1,78)	2,10	4,34	7,83	3,97	1,86	1,18
	ÉCART :	(0,85)	(0,89)	(0,58)	(0,49)	(0,36)	(0,28)	(0,29)	(0,24)	(0,17)	(0,12)
2008:	COMPOSITE :	(41,17)	(21,49)	(10,39)	(3,72)	0,01	4,81	0,79	(0,93)	(1,46)	
	INDICE :	(40,35)	(21,00)	(9,98)	(3,46)	0,20	4,83	0,96	(0,84)	(1,40)	
	ÉCART :	(0,82)	(0,48)	(0,40)	(0,27)	(0,19)	(0,22)	(0,17)	(0,10)	(0,06)	
2007:	COMPOSITE :	4,77	10,80	13,46	14,19	17,36	10,25	6,72	5,10		
	INDICE :	4,82	10,57	13,35	14,08	17,35	10,21	6,63	4,99		
	ÉCART :	0,15	0,03	0,10	0,12	0,03	0,04	0,09	0,11		
2006:	COMPOSITE :	16,75	18,06	17,52	20,76	11,38	7,05	5,15			
	INDICE :	16,86	17,99	17,42	20,77	11,37	6,97	5,05			
	ÉCART :	(0,11)	0,07	0,10	0,00	0,01	0,08	0,10			
2005:	COMPOSITE :	19,39	17,91	22,13	10,07	5,21	3,34				
	INDICE :	19,12	17,78	22,10	10,03	5,10	3,20				
	ÉCART :	0,27	0,21	0,03	0,04	0,11	0,14				
2004:	COMPOSITE :	16,44	23,52	7,13	1,93	0,39					
	INDICE :	16,29	23,61	7,16	1,86	0,28					
	ÉCART :	0,15	(0,09)	(0,03)	0,08	0,11					
2003:	COMPOSITE :	31,03	2,76	(2,49)	(3,28)						
	INDICE :	31,39	2,87	(2,54)	(3,37)						
	ÉCART :	(0,36)	(0,11)	0,05	0,11						
2002:	COMPOSITE :	(19,41)	(15,88)	(12,57)							
	INDICE :	(19,46)	(15,06)	(12,77)							
	ÉCART :	0,05	0,19	0,21							
2001:	COMPOSITE :	(12,19)	(8,93)								
	INDICE :	(12,52)	(9,22)								
	ÉCART :	0,33	0,29								
2000:	COMPOSITE :	(5,55)									
	INDICE :	(5,80)									
	ÉCART :	0,25									

• Participations et infrastructures

Rendements annuels simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2009:	COMPOSITE :	33,64	(14,83)	(7,02)	(2,27)	0,48	3,10				
	INDICE :	29,54	(9,40)	(4,29)	1,00	4,30	5,61				
	ÉCART :	4,10	(4,84)	(2,73)	(3,28)	(3,81)	(2,51)				
2008:	COMPOSITE :	(44,70)	(22,44)	(11,95)	(5,42)	(2,11)					
	INDICE :	(38,63)	(17,73)	(7,04)	(1,21)	1,38					
	ÉCART :	(8,07)	(4,71)	(4,92)	(5,22)	(3,50)					
2007:	COMPOSITE :	8,78	11,10	11,51	12,91						
	INDICE :	6,81	12,60	14,56	14,02						
	ÉCART :	1,97	(1,50)	(3,04)	(1,12)						
2006:	COMPOSITE :	13,47	12,90	14,32							
	INDICE :	18,70	18,64	16,53							
	ÉCART :	(5,24)	(5,74)	(2,22)							
2005:	COMPOSITE :	12,34	14,74								
	INDICE :	18,58	15,46								
	ÉCART :	(6,23)	(0,72)								
2004:	COMPOSITE :	17,20									
	INDICE :	12,43									
	ÉCART :	4,78									

• Placements privés

Rendements annuels simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2009:	COMPOSITE :	10,79	(12,79)	(4,04)	3,61	6,39	10,69				
	INDICE :	23,88	(13,81)	(8,30)	(3,27)	(2,49)	1,07				
	ÉCART :	(13,10)	1,02	4,26	6,87	10,88	9,53				
2008:	COMPOSITE :	(31,35)	(10,89)	1,32	7,80	18,56					
	INDICE :	(40,07)	(21,13)	(10,95)	(8,17)	(2,97)					
	ÉCART :	8,72	10,44	12,26	15,97	13,54					
2007:	COMPOSITE :	16,18	23,89	25,29	24,55						
	INDICE :	3,79	8,56	5,86	9,45						
	ÉCART :	12,40	14,53	19,43	15,10						
2006:	COMPOSITE :	30,40	30,11	27,47							
	INDICE :	13,55	6,82	11,40							
	ÉCART :	16,85	23,19	16,07							
2005:	COMPOSITE :	29,82	26,03								
	INDICE :	0,67	10,34								
	ÉCART :	29,15	15,69								
2004:	COMPOSITE :	22,35									
	INDICE :	20,95									
	ÉCART :	1,41									

• Dettes immobilières

Rendements annuels simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2009:	COMPOSITE :	(20,33)	(14,22)	(9,44)	(5,69)	(2,58)	(0,39)	1,06	2,28	3,05	3,95
	INDICE :	8,52	2,53	2,89	3,45	4,05	4,58	4,88	5,34	5,84	6,09
	ÉCART :	(28,85)	(16,79)	(12,33)	(9,14)	(6,63)	(4,86)	(3,81)	(3,86)	(2,59)	(2,15)
2008:	COMPOSITE :	(7,84)	(3,44)	(0,24)	2,44	4,28	5,14	6,00	6,42	7,06	
	INDICE :	(3,04)	0,19	1,81	2,97	3,79	4,27	4,89	5,29	5,83	
	ÉCART :	(4,60)	(3,63)	(2,05)	(0,52)	0,49	0,87	1,11	1,13	1,24	
2007:	COMPOSITE :	0,94	3,68	6,04	7,49	7,90	8,46	8,60	9,06		
	INDICE :	3,52	4,33	5,05	5,57	5,79	6,28	6,53	6,99		
	ÉCART :	(2,58)	(0,65)	0,89	1,92	2,11	2,18	2,06	2,07		
2006:	COMPOSITE :	6,48	8,89	9,77	9,72	10,03	9,93	10,27			
	INDICE :	5,14	5,82	6,26	6,37	6,84	7,04	7,49			
	ÉCART :	1,35	2,87	3,51	3,35	3,19	2,88	2,78			
2005:	COMPOSITE :	10,94	11,45	10,82	10,94	10,63	10,91				
	INDICE :	6,51	6,83	6,78	7,27	7,43	7,89				
	ÉCART :	4,43	4,63	4,03	3,67	3,20	3,02				
2004:	COMPOSITE :	11,97	10,75	10,93	10,55	10,91					
	INDICE :	7,15	5,92	7,52	7,66	8,17					
	ÉCART :	4,82	3,83	3,42	2,89	2,74					
2003:	COMPOSITE :	9,55	10,42	10,08	10,54						
	INDICE :	6,69	7,70	7,83	8,43						
	ÉCART :	2,86	2,72	2,25	2,22						
2002:	COMPOSITE :	11,30	10,35	11,01							
	INDICE :	8,73	8,40	9,01							
	ÉCART :	2,57	1,95	2,00							
2001:	COMPOSITE :	9,41	10,87								
	INDICE :	8,08	9,16								
	ÉCART :	1,33	1,71								
2000:	COMPOSITE :	12,35									
	INDICE :	10,25									
	ÉCART :	2,10									

• Immeubles

Rendements annuels simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2009:	COMPOSITE :	(12,85)	(17,42)	(6,39)	1,71	8,21	11,47	12,04	11,53	11,79	12,42
	INDICE :	(15,31)	(9,58)	8,58	6,63	11,11	12,44	12,16	11,50	11,49	11,77
	ÉCART :	2,66	(7,86)	(6,96)	(4,92)	(2,90)	(0,96)	(0,12)	0,03	0,30	0,65
2008:	COMPOSITE :	(21,92)	(3,09)	7,01	14,16	17,05	16,78	15,49	15,29	15,62	
	INDICE :	(3,41)	9,61	15,14	18,81	19,00	17,54	15,97	15,38	15,27	
	ÉCART :	(18,51)	(12,69)	(8,13)	(4,75)	(1,95)	(0,75)	(0,48)	(0,09)	0,35	
2007:	COMPOSITE :	20,29	25,27	29,57	29,51	26,58	23,28	21,89	21,43		
	INDICE :	24,37	25,70	27,45	25,37	22,24	19,56	18,35	17,64		
	ÉCART :	(4,09)	(0,44)	2,13	4,15	4,33	3,72	3,54	3,59		
2006:	COMPOSITE :	30,46	34,48	32,74	28,20	23,89	22,16	21,60			
	INDICE :	27,05	29,01	25,70	21,72	18,62	17,38	16,94			
	ÉCART :	3,41	5,47	7,04	6,48	5,28	4,78	4,66			
2005:	COMPOSITE :	38,62	33,90	27,48	22,30	20,57	20,18				
	INDICE :	31,00	25,03	19,99	16,61	15,53	15,34				
	ÉCART :	7,62	8,87	7,47	5,69	5,03	4,85				
2004:	COMPOSITE :	29,34	22,22	17,30	16,43	16,80					
	INDICE :	19,39	14,84	12,17	11,96	12,43					
	ÉCART :	10,01	7,38	5,13	4,47	4,36					
2003:	COMPOSITE :	15,49	11,70	12,43	13,86						
	INDICE :	10,52	8,75	9,61	10,77						
	ÉCART :	4,97	2,95	2,82	3,08						
2002:	COMPOSITE :	8,04	10,93	13,32							
	INDICE :	7,01	9,16	10,86							
	ÉCART :	1,03	1,77	2,46							
2001:	COMPOSITE :	13,88	16,06								
	INDICE :	11,34	12,84								
	ÉCART :	2,55	3,22								
2000:	COMPOSITE :	18,27									
	INDICE :	14,35									
	ÉCART :	3,92									

• Fonds de couverture

Rendements annuels simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :

		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2009:	COMPOSITE :	13,16	(5,37)	(0,66)	1,14	2,64	2,98				
	INDICE :	11,85	(5,88)	(2,27)	0,19	0,55	0,84				
	ÉCART :	1,30	0,51	1,61	0,95	2,09	2,14				
2008:	COMPOSITE :	(20,87)	(6,92)	(2,58)	0,17	1,06					
	INDICE :	(20,80)	(8,65)	(3,42)	(2,09)	(1,23)					
	ÉCART :	(0,07)	1,73	0,84	2,27	2,29					
2007:	COMPOSITE :	9,48	8,09	8,36	7,43						
	INDICE :	5,36	6,84	5,07	4,37						
	ÉCART :	4,12	1,45	3,29	3,05						
2006:	COMPOSITE :	6,72	7,81	6,75							
	INDICE :	7,94	4,93	4,05							
	ÉCART :	(1,22)	2,87	2,70							
2005:	COMPOSITE :	6,90	6,76								
	INDICE :	2,01	2,16								
	ÉCART :	6,89	4,61								
2004:	COMPOSITE :	4,67									
	INDICE :	2,30									
	ÉCART :	2,37									

• Produits de base

Rendements annuels simples et composés au 31 décembre (en pourcentage) :											
		1 AN	2 ANS	3 ANS	4 ANS	5 ANS	6 ANS	7 ANS	8 ANS	9 ANS	10 ANS
2009:	COMPOSITE :	6,35	(10,07)	(6,69)	(4,51)	(0,58)					
	INDICE :	9,45	(6,32)	(4,45)	(3,59)	0,21					
	ECART :	(1,10)	(1,75)	(2,53)	(0,92)	(0,80)					
2008:	COMPOSITE :	(25,36)	(13,82)	(8,45)	(2,71)						
	INDICE :	(23,20)	(10,73)	(7,58)	(1,98)						
	ECART :	(2,16)	(3,09)	(0,87)	(0,73)						
2007:	COMPOSITE :	(0,50)	1,39	6,28							
	INDICE :	3,77	1,38	6,33							
	ECART :	(4,27)	0,01	(0,06)							
2006:	COMPOSITE :	3,32	9,83								
	INDICE :	(0,95)	7,64								
	ECART :	4,27	2,20								
2005:	COMPOSITE :	16,76									
	INDICE :	16,96									
	ECART :	(0,20)									

Q-9 LA POLITIQUE DE PLACEMENT DÉTAILLÉE DU MINISTÈRE DES FINANCES À L'ÉGARD DU FONDS D'AMORTISSEMENT DES RÉGIMES DE RETRAITE (FARR) POUR L'ANNÉE 2010-2011, AINSI QUE TOUS LES CHANGEMENTS APPORTÉS À CETTE POLITIQUE DEPUIS LES 10 DERNIÈRES ANNÉES.

- La politique de placement pour 2010-2011 est en cours de révision et fait l'objet de travaux, notamment avec la Caisse de dépôt et placement du Québec, à la suite des modifications aux portefeuilles spécialisés annoncées dans le rapport annuel 2009 de la Caisse et qui entreront en vigueur de façon progressive en 2010.
- L'historique de la politique de placement du FARR du 1^{er} janvier 2000 au 1^{er} janvier 2010 se trouve dans le tableau ci-joint.

Historique de la politique de placement du FARR

	1er janvier 2000	1er avril 2003	1er juillet 2004	1er janvier 2007	1er juillet 2007	1er janvier 2008	1er janvier 2010
Valeurs à court terme	3,00%	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	1,00%	1,00%
Obligations à rendement réel	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Obligations	41,00%	43,00%	41,00%	31,00%	30,00%	29,00%	29,75%
Obligations à long terme	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Total - titres à revenu fixe	44,00%	45,00%	43,00%	33,00%	32,00%	30,00%	30,75%
Actions canadiennes	27,00%	26,00%	15,00%	15,34%	13,00%	13,00%	13,75%
Actions américaines - couvert	7,00%	6,00%	6,00%	1,33%	0,50%	0,50%	0,50%
Actions américaines - non couvert				4,00%	3,00%	2,00%	2,00%
Actions étrangères - couvert				2,71%	2,50%	2,50%	2,50%
Actions étrangères - non couvert	11,00%	11,00%	9,00%	4,62%	5,00%	4,00%	4,00%
Actions des marchés en émergence				3,00%	3,50%	4,00%	4,00%
Québec mondial	6,00%	6,00%	6,00%	6,00%	7,50%	9,50%	9,50%
Total - titres boursiers	51,00%	49,00%	36,00%	37,00%	35,00%	35,50%	36,25%
Participations et infrastructures			4,00%	6,00%	6,00%	6,00%	6,00%
Placements privés			7,00%	6,00%	8,00%	8,00%	8,00%
Dettes immobilières			0,00%	6,00%	7,00%	7,00%	7,00%
Immeubles	5,00%	5,00%	5,00%	6,00%	6,00%	8,50%	8,50%
Produits de base			2,00%	3,00%	3,00%	1,50%	
Fonds de couverture		1,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,50%	3,50%
Total - autres placements	5,00%	6,00%	21,00%	30,00%	33,00%	34,50%	33,00%
Total	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Note : La Caisse de dépôt et placement du Québec effectue des changements aux portefeuilles spécialisés de temps à autre. En 2004, le portefeuille d'actions canadiennes a été divisé en trois nouveaux portefeuilles, soit « actions canadiennes », « participations et infrastructures » et « placements privés ». En 2007, le portefeuille obligations a été divisé en deux nouveaux portefeuilles, soit « obligations » et « dettes immobilières ». Les portefeuilles d'actions américaines et étrangères ont été divisés selon que les titres étaient couverts ou non couverts. Les actions des marchés en émergence ont été retirées des actions étrangères pour en faire un portefeuille distinct.

Q-10 LISTE DE TOUS LES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS À DES PARTICULIERS OU DES ENTREPRISES, INCLUANT LE NOM DU PARTICULIER OU DE L'ENTREPRISE, LE MONTANT ET LA NATURE DU CONTRAT. POUR UNE ENTREPRISE, LE NOM DE LA PERSONNE EN CHARGE DU CONTRAT POUR CETTE ENTREPRISE, AINSI QUE LE NOM DU (OU DES) PROPRIÉTAIRE(S) DE L'ENTREPRISE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LA RÉPONSE À LA QUESTION 4 DE LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE.

Q-11 LISTE DES RENDEMENTS QUOTIDIENS, INCLUANT LES PERTES ET LES GAINS, POUR LES ACTIVITÉS COURANTES DE FRONT OFFICE, INCLUANT LES ACTIVITÉS DE COUVERTURE DE TAUX DE CHANGE, DE GESTION DES TAUX D'INTÉRÊT PAR LES PRODUITS DÉRIVÉS, LE FINANCEMENT MUNICIPAL ET OCTROYÉ, LE FINANCEMENT SUR LES MARCHÉS CANADIENS ET SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX, ET FINALEMENT LES ACTIVITÉS DE GESTION DE LIQUIDITÉ RELIÉES AUX FONDS D'AMORTISSEMENT, POUR L'ANNÉE 2009-2010.

- Les tableaux qui suivent présentent divers renseignements, dont les taux de rendement, relatifs aux émissions de Bons du Trésor et de titres à long terme du gouvernement et du Fonds de financement en 2009-2010.

TABLEAU A
Gouvernement du Québec
Émissions de Bons du Trésor en 2009-2010

Date de l'adjudication	Montant (millions de \$)	Durée (en jours)	Taux de rendement
2009-04-01	175	91	0,385%
2009-04-01	50	363	0,655%
2009-04-08	175	92	0,397%
2009-04-15	175	91	0,397%
2009-04-15	75	182	0,545%
2009-04-22	175	91	0,229%
2009-04-29	50	364	0,480%
2009-04-29	175	91	0,221%
2009-05-06	175	91	0,177%
2009-05-13	75	182	0,297%
2009-05-13	175	91	0,181%
2009-05-20	175	91	0,181%
2009-05-27	50	364	0,520%
2009-05-27	175	91	0,201%
2009-06-03	175	91	0,229%
2009-06-10	175	91	0,249%
2009-06-17	75	182	0,400%
2009-06-17	175	91	0,257%
2009-06-25	50	364	0,592%
2009-06-25	175	91	0,257%
2009-07-02	175	91	0,253%
2009-07-08	175	91	0,249%
2009-07-15	175	91	0,245%
2009-07-15	75	182	0,384%
2009-07-22	175	91	0,245%
2009-07-29	50	364	0,674%
2009-07-29	175	91	0,245%
2009-08-05	175	91	0,273%
2009-08-12	175	91	0,245%
2009-08-12	75	182	0,376%
2009-08-19	175	91	0,241%
2009-08-26	50	364	0,584%
2009-08-26	175	91	0,217%
2009-09-02	175	91	0,233%
2009-09-09	175	91	0,225%
2009-09-16	75	182	0,340%
2009-09-16	175	91	0,221%
2009-09-23	175	89	0,238%
2009-09-30	175	89	0,238%
2009-09-30	50	364	0,643%
2009-10-07	175	91	0,229%
2009-10-14	175	91	0,245%
2009-10-14	75	182	0,390%
2009-10-21	175	91	0,229%
2009-10-28	50	364	0,648%
2009-10-28	175	91	0,237%
2009-11-04	175	91	0,237%

Étude des crédits 2010-2011 - ministère des Finances
Demande de renseignements particuliers de la 2^e Opposition

2009-11-12	75	182	0,337%
2009-11-12	175	91	0,241%
2009-11-18	175	91	0,237%
2009-11-25	175	91	0,233%
2009-11-25	50	364	0,534%
2009-12-02	175	91	0,225%
2009-12-09	175	91	0,225%
2009-12-16	75	182	0,329%
2009-12-16	175	91	0,217%
2009-12-23	50	365	0,712%
2009-12-23	175	93	0,216%
2009-12-30	175	92	0,214%
2010-01-06	175	91	0,217%
2010-01-13	75	182	0,309%
2010-01-13	175	91	0,209%
2010-01-20	175	91	0,193%
2010-01-27	175	91	0,181%
2010-01-27	50	364	0,589%
2010-02-03	175	91	0,181%
2010-02-10	75	182	0,279%
2010-02-10	175	91	0,177%
2010-02-17	175	91	0,177%
2010-02-24	175	91	0,177%
2010-02-24	50	364	0,685%
2010-03-03	175	91	0,193%
2010-03-10	175	91	0,229%
2010-03-17	175	91	0,241%
2010-03-17	75	182	0,406%
2010-03-24	175	91	0,257%
2010-03-31	50	365	1,074%
2010-03-31	175	92	0,341%

TABLEAU B

Gouvernement du Québec

Emprunts réalisés en 2009-2010^P pour le fonds consolidé du revenu

Montant en dollars canadiens ⁽¹⁾	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt ⁽²⁾	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur ⁽³⁾
(en millions)		(%)			(\$)	(%)
161 ⁽⁴⁾	13 000 yens	2,73	3 avril	2029-04-03	100,000	2,730
472	—	5,00	9 avril	2038-12-01	98,128	5,123
10 ⁽⁴⁾	—	5,10	20 avril	2049-09-21	101,322	5,023
10 ⁽⁴⁾	—	5,10	22 avril	2053-09-21	100,083	5,095
455	—	4,50	24 avril	2018-12-01	100,983	4,373
2 391	1 500 €	5,00 ⁽⁵⁾	29 avril	2019-04-29	99,615	5,050
36 ⁽⁴⁾	3 000 yens	2,90	30 avril	2029-04-27	100,000	2,900
139 ⁽⁴⁾	—	Divers	6 mai	2065-06-01	92,940	4,668
302	—	4,50	8 mai	2019-12-01	100,390	4,453
492	—	4,50	15 mai	2019-12-01	100,574	4,431
166	—	4,50	8 juin	2019-12-01	99,216	4,595
494	—	4,50	15 juin	2019-12-01	98,807	4,645
301	—	4,50	4 août	2019-12-01	100,380	4,453
321	—	5,00	22 septembre	2041-12-01	103,657	4,776
524	—	5,00	30 septembre	2041-12-01	104,859	4,705
449	—	4,50	17 novembre	2019-12-01	101,289	4,340
440	—	4,50	3 décembre	2019-12-01	103,627	4,055
16 ⁽⁴⁾	—	5,10	10 décembre	2053-09-21	107,704	4,684
32 ⁽⁴⁾	—	5,10	14 décembre	2058-09-21	107,742	4,694
206	200 FS	2,875 ⁽⁵⁾	17 décembre	2021-12-17	100,624	2,813
510	—	5,00	18 janvier	2041-12-01	102,071	4,871
382 ⁽⁴⁾	—	3,25	5 février	2036-12-01	128,605	1,886
105 ⁽⁴⁾	75 €	4,14 ⁽⁵⁾	12 mars	2030-03-12	100,000	4,140
602 ⁽⁶⁾	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
720 ⁽⁷⁾	—	Zéro coupon	Diverses	Diverses	Divers	Divers
6 ⁽⁸⁾	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
9 742						

P : Résultats préliminaires.

(1) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.

(2) Les intérêts sont payables semestriellement à moins qu'une note n'indique une autre fréquence.

(3) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.

(4) Emprunts privés.

(5) Les intérêts sont payables annuellement.

(6) Produits d'épargne émis par Épargne Placements Québec.

(7) Programme des immigrants investisseurs pour l'aide aux entreprises.

(8) Emprunts auprès du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada.

TABEAU C
Gouvernement du Québec
Emprunts réalisés en 2009-2010^P pour le Fonds de financement

Montant en dollars canadiens	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt ⁽¹⁾	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur ⁽²⁾
(en millions)		(%)			(\$)	(%)
EMPRUNTS RÉALISÉS POUR LES ENTITÉS CONSOLIDÉES						
18	—	5,00	9 avril	2038-12-01	98,128	5,123
50	—	4,50	24 avril	2018-12-01	100,983	4,373
249	—	6,00	30 avril	2012-10-01	112,965	2,055
200	—	4,50	8 mai	2019-12-01	100,390	4,453
11	—	4,50	15 mai	2019-12-01	100,574	4,431
330	—	4,50	8 juin	2019-12-01	99,216	4,595
201	—	4,50	4 août	2019-12-01	100,380	4,453
509	—	4,50	3 septembre	2019-12-01	101,728	4,289
197	—	5,00	22 septembre	2041-12-01	103,657	4,776
57	—	4,50	17 novembre	2019-12-01	101,289	4,340
78	—	4,50	3 décembre	2019-12-01	103,627	4,055
515	—	4,50	25 janvier	2019-12-01	102,997	4,126
2 415						

P : Résultats préliminaires.

(1) Les intérêts sont payables semestriellement à moins d'une note indiquant une autre fréquence.

(2) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.

TABEAU D
Emprunts réalisés en 2009-2010^P par Financement-Québec

Montant en dollars canadiens	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt ⁽¹⁾	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur ⁽²⁾
(en millions)		(%)			(\$)	(%)
51 ⁽³⁾	—	Variable ⁽⁴⁾	1 ^{er} avril	2014-12-01	93,147	Variable
505	—	3,25	6 avril	2014-06-01	100,959	3,047
69 ⁽³⁾	—	Variable ⁽⁴⁾	7 avril	2014-12-01	92,393	Variable
505	—	3,25	29 avril	2014-06-01	101,090	3,017
29 ⁽³⁾	—	Variable ⁽⁴⁾	20 mai	2014-12-01	95,570	Variable
10 ⁽³⁾	—	Variable ⁽⁴⁾	26 mai	2014-12-01	95,577	Variable
29 ⁽³⁾	—	Variable ⁽⁴⁾	28 mai	2014-12-01	95,683	Variable
97 ⁽³⁾	—	5,25	1 ^{er} juin	2034-06-01	96,823	5,485
19 ⁽³⁾	—	5,25	5 juin	2034-06-01	97,447	5,438
29 ⁽³⁾	—	5,25	9 juin	2034-06-01	97,888	5,405
34 ⁽³⁾	—	Variable ⁽⁴⁾	5 août	2014-12-01	97,501	Variable
98 ⁽³⁾	—	Variable ⁽⁴⁾	14 août	2014-12-01	97,513	Variable
245 ⁽³⁾	—	Variable ⁽⁴⁾	23 septembre	2014-12-01	97,915	Variable
319	—	4,25	4 décembre	2015-12-01	106,419	3,069
292 ⁽³⁾	—	5,25	17 décembre	2034-06-01	103,633	4,991
499	—	3,50	23 février	2016-12-01	99,733	3,544
184 ⁽³⁾	—	Variable ⁽⁴⁾	2 mars	2016-06-02	100,000	Variable
20 ⁽³⁾	—	Variable ⁽⁴⁾	10 mars	2016-06-02	99,998	Variable
264 ⁽³⁾	—	5,25	12 mars	2034-06-01	104,343	4,940
20 ⁽³⁾	—	Variable ⁽⁴⁾	12 mars	2016-06-02	99,997	Variable
3 318						

P : Résultats préliminaires.

(1) Les intérêts sont payables semestriellement à moins qu'une note n'indique une autre fréquence.

(2) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.

(3) Emprunts privés.

(4) Les intérêts sont payables trimestriellement.

**Q-12 TOUTES LES SÉANCES DE FORMATION, DE
PERFECTIONNEMENT, SÉMINAIRES, OU COLLOQUES,
SUIVIS PAR LES EMPLOYÉS EN 2009-2010. POUR CHAQUE
FORMATION, INDIQUEZ :**

A) TITRE DE LA FORMATION

B) BUT DE LA FORMATION

C) ENDROIT

D) NOMBRE D'EMPLOYÉS Y AYANT ASSISTÉ

E) COÛT

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LA RÉPONSE À LA QUESTION 23 DE LA
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE.